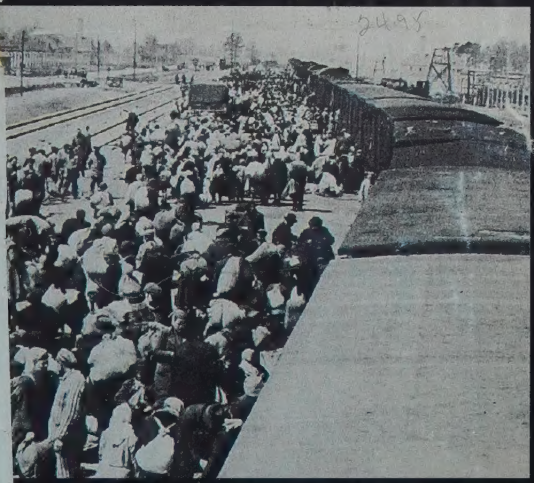
La Shoah
L'impossible oubli

ANNE GRYNBERG

940.5318
G894s
1-52557

ourrons-nous survivre aux
chapper aux sélections, peut-
sister au travail et à la faim
qui nous consument ? [...] Nous avons voyagé jusqu'ici dans les wagons plombés, nous avons vu nos femmes et nos enfants partir pour le néant ; et nous, devenus esclaves, nous avons fait cent fois le parcours monotone de la bête au travail, morts à nous-mêmes avant de mourir à la vie, anonymement. Nous ne reviendrons pas. Personne ne sortira d'ici, qui pourrait porter au monde, avec le signe imprimé dans sa chair, la sinistre nouvelle de ce que l'homme, à Auschwitz, a pu faire d'un autre homme. »

Primo Levi,
Si c'est un homme, 1947



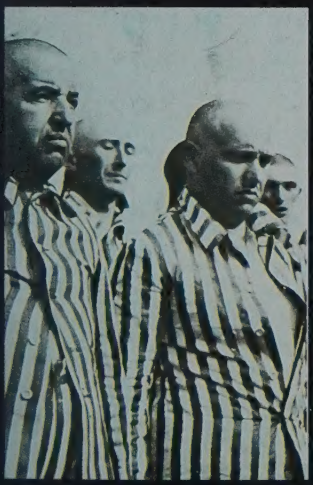
rrivent à Auschwitz-Birkenau le 26 mai 1944, après
n terrible voyage. Ils peuvent apercevoir les cheminées

II (à l'arrière-plan, cliché du haut). Mais les détenus
rme rayé, ont reçu l'ordre de ne rien leur dévoiler.

A la descente des wagons à bestiaux, les S.S. procèdent à une première sélection sur la rampe de Birkenau construite quelques semaines avant.

Hommes et femmes doivent s'aligner sur deux colonnes, les familles sont séparées. Chacun essaie de ne pas perdre de vue ses proches.

Sélectionnés par des médecins nazis, les «aptes au travail» – hommes jeunes et femmes en bonne santé – sont envoyés vers le service



d'enregistrement, épouillés, rasés, tatoués. Les hommes revêtent l'uniforme, les femmes une blouse et parfois un fichu.

Jugés «inaptes», les vieillards, les malades, les femmes arrivées avec de petits enfants prennent la route des crématoires II et III – dont on

distingue la haute cheminée derrière les wagons. Ils marchent environ deux cents mètres avant de pénétrer dans la cour du crématoire.

Puis ils empruntent un escalier d'une dizaine de marches et entrent dans la salle de déshabillage – dernière étape avant la chambre à gaz.

Epuisés par le voyage, hébétés par l'extrême rapidité des opérations, sans forces et sans armes, ils ne sont plus en mesure de se révolter.

D'autres doivent marcher sept cents mètres le long de la Lagerstrasse A, en direction des crématoires IV et V. Avant d'être gazés, ils attendent,

des heures parfois, dans le bois de bouleaux tout proche, le Birkenwald. Les enfants pleurent, réclament de l'eau, certains adultes s'interrogent

anxieusement sur le nuage de fumée qui les entoure, sur l'odeur pestilentielle qui se répand. Mais il n'y a aucune fuite possible.

Photographies de l'*Album d'Auschwitz*, trouvé par Lili Jacob dans le camp de Dora en avril 1945, publié intégralement grâce à Serge Klarsfeld en 1981, aux Editions du Seuil.

Docteur en histoire, Anne Grynberg est maître de conférences en histoire juive contemporaine à l'Institut des langues et civilisations orientales et coresponsable du séminaire sur l'histoire de la Shoah à l'université Paris I-Panthéon Sorbonne. Elle a publié notamment *Les Camps de la honte. Les internés juifs des camps français, 1939-1944* (Paris, La Découverte, 1991). Diplômée en muséologie, elle a également participé à l'élaboration de l'United States Holocaust Memorial Museum de Washington (1993) et conçu l'exposition permanente du musée mémorial d'Izieu (1994).

A la mémoire de Rafal-Israël Grynberg, déporté à Auschwitz-Birkenau le 11 août 1944. Pour mon fils Rafaël, afin que se transmette aussi le chant du violon.

Tous droits de traduction et d'adaptation réservés pour tous pays
© Gallimard 1995

Dépôt légal : février 1995
Numéro d'édition : 70741
ISBN : 2-07-053302-6
Imprimerie Kapp Lahure Jombart, à Evreux

LA SHOAH
L'IMPOSSIBLE OUBLI

Anne Grynberg

Bibliothèque

DÉCOUVERTES GALLIMARD
HISTOIRE

Pendant la Shoah, plus de cinq millions de Juifs européens ont été assassinés par les nazis, qui ont voulu les considérer comme une masse nuisible, entachée de tares «génétiques». Qui sont-ils en réalité ? Fortunés ou modestes, ils présentent une image diversifiée, entre attachement à la tradition et désir de modernité, entre pratique religieuse et laïcisation, entre repli sur soi et acculturation.

CHAPITRE PREMIER

LES JUIFS D'EUROPE DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Les traditions des communautés de l'Est européen sont peu à peu ébranlées par les tenants de la modernité, mais l'étude et l'observance religieuses sont encore entourées d'un profond respect (à gauche). Ci-contre, un acte de mariage rituel, surmonté des insignes de la Légion d'honneur, emblématique de l'intégration des israélites français.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, trois grands centres de population juive émergent : l'Europe occidentale avec plus de 1,5 million de Juifs, l'Union soviétique avec près de 3 millions et les pays d'Europe centre-orientale qui en comptent 4,5 millions. Mais le

Les Séfarades (descendants des Juifs chassés d'Espagne en 1492) qui se trouvaient dans l'Empire ottoman sont répartis désormais, avec les bouleversements des frontières, entre plusieurs Etats. Ici, des Juifs de Salonique.

tableau de la vie juive dans ces régions est très contrasté. Il est des pays où l'égalité des droits est devenue une quasi-évidence et où les Juifs ont le sentiment d'être parfaitement intégrés au sein de la société environnante. Rejetant le poids de la tradition, certains souhaitent aller plus loin encore

et tendent à l'assimilation. La Russie, bastion de l'autocratie et longtemps symbole de la persécution antijuive, est entrée dans un processus général de laïcisation englobant les Juifs, auxquels les plus grandes chances de promotion sont désormais offertes, à condition qu'ils renoncent à tout particularisme et délaissent peu à peu tout sentiment identitaire. L'Europe centrale et centre-orientale reste pétrie d'antisémitisme envers des masses juives misérables et maintenues de fait aux marges de la société, mais là aussi s'amorce une évolution. Les groupes ne sont plus homogènes, ni uniquement régis par les normes religieuses : l'univers traditionnel du *shtetl*, l'ancienne bourgade juive, est en mutation.

Synagogue en bois, bien particulière à la Pologne (ci-dessous), ou synagogue presque semblable à un lieu de culte chrétien, en Allemagne (en haut, à gauche) : l'architecture religieuse, reflet de l'intégration.

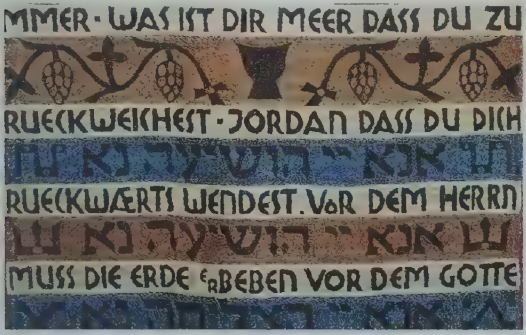
Né à Prague, Franz Kafka (ci-contre au Prater de Vienne) vit comme une déchirure sa condition de Juif assimilé. Fasciné, parfois jusqu'à l'idéalisation, par les milieux juifs d'Europe orientale, il reproche à son père de ne lui avoir légué qu'«un fantôme de judaïsme». Certains jeunes Juifs élevés dans des communautés traditionnelles s'insurgent contre l'autorité des rabbins et rêvent, au contraire, d'«ouvrir les fenêtres sur l'extérieur». Page de gauche, carte de la population juive en Europe en 1930 (en pourcentage).

En Europe occidentale, les Juifs sont en majorité culturellement et économiquement intégrés

La France est le premier pays à avoir permis aux Juifs l'accession à la citoyenneté, en 1791, dans la droite ligne des idéaux égalitaires de la Révolution. Cette date fondamentale marque la naissance du modèle de l'«israélite», qui aspire à être un citoyen parfaitement intégré, fervent patriote et serviteur dévoué de son pays, tout en demeurant souvent – mais dans la sphère privée uniquement – attaché à la foi de ses ancêtres. Cette définition née de l'Emancipation et de l'accession des Juifs de France à la citoyenneté (1791) s'est étendue au-delà des frontières de l'Hexagone et, en Grande-Bretagne comme en Allemagne ou en

L'attitude de Napoléon Ier (ici, confirmant la liberté de culte en 1804) à l'égard des Juifs a souvent été considérée comme ambiguë. Récusant tout particularisme, nuisible, selon lui, à la «régénération» des Juifs, il conforte les acquis de la Révolution. L'intégration des Juifs en France se poursuivra et certaines réussites seront fulgurantes : les Rothschild, les Fould, les Pereire... A gauche, en bas, Edge et Lionel de Rothschild à Monaco, en 1906.

Autriche, nombreux sont les Juifs qui l'ont adoptée. Etablis surtout dans les grandes villes comme Berlin, Vienne, Paris, Londres ou Amsterdam, ce sont des hommes d'affaires, des banquiers, des commerçants aisés, des médecins, des enseignants,



Les versets traditionnels de la Pâque figurent, en hébreu et en allemand, sur cette broderie d'Offenbach. Bien intégrés, les Juifs allemands éprouvent une véritable passion pour leur pays et l'on parle de «symbiose judéo-allemande». Pendant la Première Guerre mondiale, beaucoup combattent courageusement au sein de son armée. Malgré les récurrences d'antisémitisme révélées par l'Affaire Dreyfus, les Juifs de France sont eux aussi d'ardents patriotes. En 1914, ils participent de toutes leurs forces à l'Union sacrée. Et 10 000 Juifs immigrés s'engagent pour défendre le pays des droits de l'homme.

des juristes, bien insérés dans la société, où ils exercent la plénitude de leurs droits. Certains optent même, progressivement, pour l'assimilation : la religion n'est plus guère pratiquée, les unions exogamiques ne sont pas rares, les conversions au christianisme non plus – en Allemagne tout particulièrement. Une minorité est réellement fortunée, mais la plupart appartiennent aux classes moyennes, en pleine expansion.

Les nouveaux immigrés venus de l'Est

Bien différents des précédents, ce sont des Juifs immigrés venus de Russie au lendemain des grands pogromes de 1881 ou, plus tard, de Pologne et de Roumanie, et leur nombre ne cesse de grandir dans l'entre-deux-guerres. Ils gagnent chichement leur vie comme petits artisans ou commerçants modestes, parlent essentiellement le yiddish et sont assez mal insérés dans la société environnante, d'autant plus qu'ils sont souvent regroupés dans certains quartiers des grandes villes (le Marais ou Belleville à Paris, l'East End à Londres, l'ancien ghetto de Rome) et qu'ils travaillent dans de petits ateliers tenus par des patrons juifs, coupés du prolétariat des ouvriers d'usine. Lorsque la crise économique se développe à travers les différents pays d'Europe occidentale, à partir du tout début des années 1930, leurs revenus s'amenuisent encore. Certains, profondément religieux, se replient sur eux-mêmes tandis que d'autres, plus politisés, participent aux luttes sociales qui marquent cette période.

Dans l'un et l'autre cas, ils suscitent la méfiance des Juifs autochtones qui, soucieux de ne pas se démarquer de leur communauté nationale, les jugent trop voyants, voire encombrants, et craignent qu'ils n'engendrent une résurgence de l'antisémitisme : le souvenir de l'Affaire Dreyfus marque encore les esprits et, dans les années 1930, des groupes

La crise économique de 1930 s'accompagne d'une montée de l'antisémitisme. Quand Léon Blum, socialiste et juif, devient président du Conseil en 1936 (à droite), il est insulté par les tenants du nationalisme et de la réaction : «Pour la première fois, ce vieux pays gallo-romain sera gouverné par un Juif. [...] Pour gouverner cette nation paysanne qu'est la France, il vaut mieux avoir quelqu'un dont les origines, si modestes soient-elles, se perdent dans les entrailles de notre sol, plutôt qu'un talmudiste subtil», déclare Xavier Vallat à la Chambre.

d'extrême-droite raniment les vieux démons dans plusieurs pays. Malgré le lien communautaire maintenu notamment par le biais des organisations caritatives, il s'agit donc de deux mondes culturellement et socialement étrangers l'un à l'autre. Leur définition même de l'appartenance au judaïsme diffère : les uns se considèrent comme une minorité strictement religieuse, les autres comme une minorité nationale.

Néanmoins, au fil des générations, la promotion sociale concerne également les immigrés, dont les enfants ou les petits-enfants quittent les «métiers juifs», s'éparpillent dans les différents quartiers des villes et participent progressivement à la vie publique. Malgré des critiques parfois vives – et largement teintées d'un antisémitisme persistant –, des leaders politiques d'origine juive jouent dans ces pays un rôle de premier plan : Léon Blum en

Malgré les difficultés d'adaptation et les problèmes économiques, les Juifs immigrés en France font preuve d'une grande vitalité. Ils envoient leurs enfants à l'école communale, véritable creuset de l'intégration, s'adonnent à des activités culturelles, syndicales, politiques... Bien qu'ils travaillent souvent dans de petites structures artisanales, quelque peu marginaux au monde du travail industriel français (ci-contre, un atelier de tapisserie rue Oberkampf, vers 1930), ils sont nombreux à soutenir le Front Populaire. A gauche, le quartier juif de Rome.

France, Luigi Luzzatti en Italie, Walter Rathenau en Allemagne. De telles réussites font rêver de nombreux Juifs russes qui sortent enfin de plusieurs siècles d'exclusion.

1917 : les Juifs russes, citoyens à part entière de l'Union soviétique

La Révolution de 1917 modifie radicalement la situation des Juifs russes, jusqu'alors relégués dans la Zone de résidence, entre la Baltique et la mer Noire, et marginalisés professionnellement et socialement par une législation discriminatoire. Dès le 2 avril 1917, le gouvernement provisoire abroge toutes les lois antijuives : la citoyenneté à part entière est enfin accordée aux Juifs russes, qui sont

Au milieu des années 1920, le gouvernement soviétique transfère 100 000 familles juives dans des colonies agricoles d'Ukraine, de Biélorussie et de Crimée. «Développez la vie communiste dans les campagnes de Russie», dit cette affiche en yiddish. Certains réclament la reconnaissance d'un territoire juif autonome. On choisit une région quasi inhabitée, à la frontière chinoise : le Birobidjan. Ces colons (ci-dessous) partis en 1928 sont parmi les 20 000 Juifs qui allèrent s'y installer. Plus de la moitié renoncèrent assez rapidement.

envahis d'un immense espoir. En novembre 1917, puis de nouveau en juillet 1918, Lénine réaffirme que la minorité juive de Russie jouit désormais d'un statut semblable à celui des autres nationalités de la mosaïque qui constitue l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

Quelques mois plus tard, cependant, la guerre civile frappe durement les Juifs, victimes d'une véritable explosion antisémite en Ukraine – où ils sont alors plus de 1,5 million : les nationalistes ukrainiens conduits par Petlioura d'abord, puis l'armée blanche du général Denikine se livrent à de véritables pogromes, à Kiev, Berditchev, Jitomir... Et ce n'est qu'en 1921 – année où Lénine instaure une courte période de détente, avec la Nouvelle Politique Economique – que ces communautés commencent à profiter de l'égalité des droits nouvellement acquise.

Bolchévisation, urbanisation et déjudaïsation

La liberté de choix d'un lieu de résidence conduit de nombreux Juifs à s'établir dans les régions du centre de la Russie ou à se disséminer dans les provinces lointaines d'Oural, de Sibérie ou de Russie d'Asie. Mais c'est surtout vers Moscou et Leningrad qu'ils se dirigent. Les structures du *shtetl* éclatent ; les traditions communautaires se délitent et le processus d'assimilation s'intensifie, vivement encouragé par les bolcheviks qui mènent une véritable lutte antireligieuse, supprimant les structures des communautés, les *kehillot*, réquisitionnant des synagogues pour les transformer en écoles ou en

Les pogromes commis par les troupes de Petlioura font des milliers de victimes en Ukraine (ci-dessous), jusqu'à la victoire de l'Armée Rouge en 1920. Réfugié en France, Petlioura est assassiné en 1926 par un jeune Juif ukrainien, Schwarzbard. En haut, dossier du gouvernement de Podolie sur les pogromes de 1919.

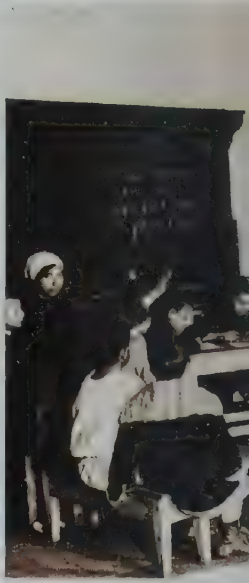
ДІЛО

Канцелярії Подільського Губерніяльного Комісара.

hôpitaux, fermant les écoles religieuses et les académies talmudiques, prônant l'abandon des fêtes traditionnelles. Seule une culture profane juive est favorisée : la presse et le théâtre yiddish se développent, un réseau scolaire accueille les enfants. La section juive du Parti communiste, la *Yevsektsia*, s'emploie à éradiquer toute trace de fidélité religieuse et l'endoctrinement politique visant à la «bolchévisation» des masses juives constitue l'un de ses principaux objectifs.

Soucieuses de «normaliser» la vie juive et de lutter contre la misère qui frappe durement les Juifs de Russie, les autorités encouragent ces derniers à la reconversion professionnelle, soit dans le domaine de l'agriculture, soit dans celui de l'industrie lourde. Par ailleurs, l'abolition du *numerus clausus* dans les universités permet l'accès de nombreux Juifs à des professions libérales, à l'exercice de la médecine en particulier. D'autres s'assurent une formation professionnelle dans des écoles supérieures techniques. D'autres enfin deviennent fonctionnaires. Le nombre de petits boutiquiers et de colporteurs est en nette régression.

Le niveau de vie augmente peu à peu et, grâce à la chute rapide du taux de mortalité infantile, les effectifs de la population juive de Russie passent de 2,7 millions en 1920 à près de 3 millions en 1934. Quarante pour cent d'entre eux se regroupent dans six grandes villes importantes où ils vivent non plus dans des quartiers juifs séparés, mais intégrés à leur voisinage. Ce processus d'urbanisation s'accompagne d'une déjudaïsation : les jeunes Juifs parlent de plus

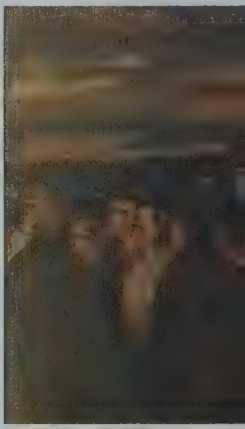


Le yiddish est d'abord utilisé en URSS pour exprimer la rupture avec la tradition et en particulier avec la religion que l'on rejette, comme le montrent ces rouleaux de la *Torah* profanés. Les communistes développent une «culture juive prolétarienne», une presse, un théâtre. Ils réforment l'orthographe pour couper le yiddish de ses racines hébraïques. Dans cette classe de l'école juive de Kharkov, en 1922, une bannière proclame : «Maison des Enfants : Maison de la Culture communiste».

Dans les années 1930, la situation se modifie. Le plan quinquennal a permis aux Juifs de devenir ouvriers qualifiés ou artisans spécialisés. Certains ont fait des études supérieures et appartiennent désormais à l'intelligentsia. Comme ces deux jeunes gens, ils abandonnent peu à peu les colonies agricoles pour Moscou, Leningrad, Odessa (ci-dessous), Kiev, Kharkov, Dniepropetrovsk. Dans le même temps, la pratique du yiddish décline ; les écoles juives dépérissent et les soviets juifs disparaissent. En 1936-1938, les autorités répriment les prétendues «déviations nationalistes».

en plus le russe et abandonnent le yiddish, l'attachement aux traditions religieuses et culturelles tend à disparaître, les mariages mixtes augmentent. Avec la soumission aux autorités gouvernementales, tel est le prix à payer pour une insertion dont les grandes purges staliniennes, à partir de 1936, vont montrer la fragilité. Une grande partie de l'élite intellectuelle juive va être arrêtée, victime de la répression – souvent teintée d'un antisémitisme récurrent. Dans le même temps, la langue russe devient nettement dominante et les institutions du *yiddishland* soviétique – notamment en matière de structures scolaires – perdent toute vitalité.

L'occupation allemande de la Pologne à l'été 1915 (à gauche) améliore le sort des Juifs, désormais plus libres dans le domaine culturel et dans leur organisation interne



(ici, les dirigeants de la communauté juive de Skierniewice). Mais il ne s'agit pas d'une politique délibérée et la situation varie en fonction des opérations militaires.

Les Juifs d'Europe centrale et centre-orientale en butte à l'antisémitisme

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la situation des populations juives de ces régions se trouve profondément modifiée par les bouleversements géopolitiques que subit l'Europe après la chute des empires Romanov, Habsbourg et Hohenzollern et la dislocation de l'Empire ottoman. Aux termes des traités de paix, les frontières se modifient. La Roumanie se voit attribuer la Dobroudja, la Transylvanie, la Bukovine et la Bessarabie, et 1 million de Juifs peuplent désormais le pays. La Pologne ressuscitée augmente son territoire d'une partie de la Biélorussie et annexe Vilna ; à ces régions s'ajoute également la Galicie prise à l'Autriche : la Pologne réunit ainsi plus de 3 millions de Juifs tandis que la Hongrie, nouvellement indépendante mais mutilée, n'en compte guère plus de 450 000. 250 000 Juifs peuplent les trois républiques baltes de Lituanie (amputée de Vilna), de Lettonie et d'Estonie. Entre le 18 janvier

et le 28 juin 1919, dans le cadre de la Conférence de la paix chargée de préparer l'élaboration des traités définitifs, le Comité des délégations juives s'emploie à clarifier la situation des Juifs dans ces pays, dont les gouvernements reconnaissent finalement le principe du droit des minorités. Mais, dans le même temps, de violents pogromes se déchaînent en Pologne, où

Ces visages reflètent le chagrin lors de *L'Enterrement du juste* (ci-dessous) après les pogromes de 1905, mais aussi l'angoisse de l'artiste vis-à-vis de la situation des Juifs de Pologne.

un antisémitisme virulent persiste tant dans l'opinion publique que dans une grande partie de la classe politique. La guerre de 1920-1921 contre les bolcheviks marque l'apogée de ces violences. Il en va de même en Roumanie, où les exactions antijuives suscitent un large mouvement de protestation en Europe occidentale et aux Etats-Unis.

Faiblement acculturés et exclus de la société

S'il existe une petite minorité très aisée de banquiers, d'industriels et de gros commerçants, l'essentiel du groupe juif de Pologne et de Roumanie est constitué de petits artisans dans le cuir ou la confection, de commerçants tenant une modeste échoppe ou, fait nouveau, d'ouvriers du textile dans des grandes villes industrielles. L'urbanisation s'accroît, mais il reste encore beaucoup de petites communautés vivant repliées sur elles-mêmes : le yiddish y est souvent la

« Se faire couper une papillote est plus douloureux qu'un mauvais coup et cette mésaventure guette l'imprudent qui se hasarde seul dans les quartiers dangereux. Les petits *goyim* imitent leurs parents qui, au cours des pogromes, rasent la moitié de la barbe ou coupent une papillote aux Juifs. »

Mark Zborowski, Elisabeth Herzog, *Olam*, 1952

Les Juifs qui vivent dans les bourgades sont le plus souvent employés, pour des salaires misérables, dans de petites entreprises plus artisanales qu'industrielles (page de gauche, un tailleur), ou commerçants modestes. Le colporteur, allant de village en village vendre les produits les plus divers, fait partie des figures familières (ci-contre, en bas). La musique, avec une nette préférence pour les instruments à cordes, accompagne les fêtes (ci-contre, en haut, un violoniste).

« Le vent est venu me parler en yiddish aujourd'hui. [...] Dans un tourbillon de rameaux comme un moulin battant des ailes / J'entends un bruissement d'enfants, de mères tissant leurs berceuses / Et les soupirs des amoureux quand jouaient les violoneux, / Et la prière des vieillards, le chant des jeunes ouvriers. »

Dora Teitelboim, *Le vent me parle yiddish*, 1963

seule langue vernaculaire, les traditions religieuses y sont encore très largement respectées, les signes extérieurs de l'appartenance au judaïsme – au niveau du vêtement ou de la coiffure, par exemple – maintenus. La «vie juive» y est rythmée par la religion; le sacré et le profane s'y entremêlent étroitement, même si les jeunes sont de plus en plus nombreux à vouloir «faire tomber les murs du ghetto».

C'est aussi une période de politisation intense des Juifs, qui adhèrent aux idéaux socialistes ou sionistes et développent notamment une presse très abondante. Défiant les limites traditionnellement imposées aux

Outre l'urbanisation – ici, à droite, la rue Nalewki dans le quartier juif de Varsovie –, la Pologne juive connaît de profondes mutations. Des organisations politiques aux positions tranchées se développent. L'Agoudat Israël se fonde sur une conception exclusivement religieuse du judaïsme. A l'opposé du spectre politique, les Juifs sont proportionnellement nombreux au Parti communiste. Les sionistes se divisent entre diverses tendances, depuis le Mizrahi religieux jusqu'au Poale Zion de gauche, marxiste

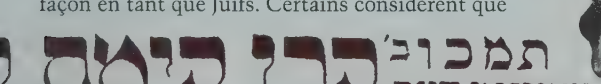
(ci-dessus, un appel pour l'achat de terres en Palestine). Le *Volkspartei* prône l'autonomie culturelle. C'est le *Bund*, défenseur de la particularité du combat ouvrier juif, qui regroupe l'essentiel des militants de gauche. Il revendique l'égalité des droits civiques et l'autonomie nationale et culturelle; sur le plan économique, il réclame l'amélioration des conditions de travail, l'instauration d'une assurance maladie et d'une allocation de chômage.

femmes juives cantonnées à la sphère familiale, les jeunes filles sont souvent à l'avant-garde de ces mouvements.

Entre tradition et modernité, les options les plus diverses

Etre juif dans l'Europe de l'entre-deux-guerres peut donc revêtir des réalités plurielles. Un banquier berlinois, un philosophe viennois, un parlementaire parisien, un étudiant de Bessarabie, un tanneur de Cracovie, un colporteur de Kovno ou une militante ouvrière de Lodz n'entretiennent pas le même rapport avec la société qui les entoure, et ils ne se perçoivent pas de la même façon en tant que Juifs. Certains considèrent que

Traditionnellement, la femme juive est responsable du respect des règles alimentaires et des rites domestiques ; elle doit observer une attitude de pudeur, la tête couverte dès le mariage (page de gauche). Même si elle travaille à l'extérieur et subvient aux besoins du foyer, elle ne participe guère à la vie religieuse hors de la maison, ni à l'étude. Comme cette étudiante bundiste, les jeunes militantes rejettent ce modèle.



l'idéal de l'Emancipation est atteint et se réjouissent de vivre dans la «patrie des droits de l'homme» dont beaucoup d'autres rêvent : Paris demeure l'une des principales destinations des migrants juifs. D'autres optent plutôt pour les Etats-Unis, désireux de se fondre dans le *melting-pot* américain et d'y faire fortune ; mais cette solution est de plus en plus aléatoire dès lors que le gouvernement de Washington instaure des quotas à partir de 1924 et contrôle de plus en plus strictement l'immigration. D'autres, très minoritaires, partent pour la Palestine. Et nombreux sont encore ceux qui restent attachés aux structures mentales des anciens ghettos de l'Est. Image très différenciée, donc. Et pourtant, l'idéologie hitlérienne définit un ennemi unique, auquel il déclare une guerre sans merci : «le Juif».

« Le Juif reste à l'endroit où il s'est établi et s'y cramponne, à tel point qu'on ne peut l'en chasser que très difficilement, même en employant la violence. Il est et demeure le parasite type, l'écornifleur qui, tel un bacille nuisible, s'étend toujours plus loin dès qu'un sol nourricier favorable l'y invite. L'effet produit par sa présence est celui des plantes parasites : là où il se fixe, le peuple qui l'accueille s'éteint. »

Adolf Hitler, *Mein Kampf*, 1924

CHAPITRE II
L'HITLÉRISME

Peu conforme, à l'origine, au modèle aryen idéal sculpté par Arno Breker (à gauche), Hitler étudie ses poses pour faire impression lors de ses discours de propagande. Heinrich Hoffmann, son photographe attitré, fait paraître un premier album en 1932, *Hitler cet inconnu*. Par la suite, le *Führer* interdira la publication de tels clichés.

L'antisémitisme est l'un des principaux fondements de la conception du monde (*Weltanschauung*) de Hitler, telle qu'il l'explicite dans *Mein Kampf* («Mon combat»), l'ouvrage qu'il rédige en 1924 dans la prison de Landsberg où il a été incarcéré pendant neuf mois après l'échec du putsch de Munich, et qui constitue à la fois une autobiographie, un exposé théorique et un programme de gouvernement.

La diffusion de *Mein Kampf* est d'abord limitée. Les éditeurs anglo-saxons jugent l'ouvrage trop long et «indigeste». En outre, personne ou presque, à l'étranger, ne prend alors Hitler au sérieux. Tout changera à partir de 1933. Traduit en anglais puis en français (mais, jusqu'en 1939, seulement en version abrégée), *Mein Kampf* est lu par plusieurs millions de personnes. Mais qui y croit vraiment ?

L'Aryen au sommet de la hiérarchie des races

Le principe essentiel est celui de l'inégalité des races, la race supérieure étant représentée par les Aryens blancs, blonds, grands et dolichocéphales, type physique très répandu en Allemagne et dans les pays d'Europe du Nord. «Toute la culture humaine, tous les résultats apportés par l'art, la science et la technologie sont presque exclusivement dus au génie créateur de l'Aryen, soutient-il. Ce fait même implique que celui-ci seul a fondé l'humanité supérieure et qu'il est donc le prototype de ce que nous entendons par le mot "homme". Il est le Prométhée de notre espèce.» Il revient donc aux Aryens, tout naturellement, de dominer le monde puisqu'il s'agit d'un «peuple de maîtres» (*Herrenvolk*). C'est sur ce postulat de base que Hitler développe ses conceptions

politiques, aussi bien au niveau du pays que sur le plan international.

Un Etat fort pour assurer suprématie...

Le principe de l'inégalité des races définit en effet la conception hitlérienne de l'Etat, qui doit être un instrument pour assurer la suprématie de la race

Si l'homme allemand, selon Hitler, se doit d'être fort et viril, la femme a pour seule mission de se conformer au mot d'ordre des «trois K» : *Kinder, Kirche, Küche* (les enfants, l'église, la cuisine), et sa place est à la maison. Mais depuis la Première Guerre mondiale, les Allemandes se sont engagées dans la vie active. De plus, la Constitution de Weimar, en donnant le droit de vote aux femmes, a favorisé l'émergence de militantes politiques émancipées telles que Rosa Luxemburg, Clara Zetkin, Lily Braun, Gertrud Baumer...

supérieure, «créatrice et porteuse de culture et de civilisation». A cet égard, la préservation de la pureté raciale est un impératif absolu ; le mariage et la maternité ne doivent pas avoir d'autre but.

Afin de rester dans le droit chemin, le peuple doit être guidé et contrôlé par un chef unique et incontesté. D'où le rejet railleur et méprisant de la «sottise démocratique» au profit du «principe du chef» (*Führerprinzip*), lequel doit jouir de pouvoirs dictatoriaux et museler toute velléité de désobéissance. Selon ce même principe, les droits souverains qu'exercent les Etats fédérés, les *Länder*, en matière de budget ou de police, doivent disparaître au profit d'un Reich unifié.

BIBLIOTHÈQUE MUNICIPALE D'ALMA

Ein Volk, ein Rei

... et espace vital à la race des maîtres

En matière de politique extérieure, l'homme allemand de race supérieure doit pouvoir s'affranchir des contraintes qui pèsent sur lui, et, notamment, des obligations du traité de Versailles de 1919 – qualifié de diktat humiliant : les pertes territoriales,,le désarmement, le paiement de réparations en tant que pays responsable de la guerre. A l'Ouest, il doit récupérer l'Alsace-Lorraine au détriment de la France, «irréconciliable et mortel ennemi».

Et, surtout, il doit conquérir de vastes terres à l'Est, afin de renouer avec les exploits des Chevaliers teutoniques et de donner au peuple allemand un «espace vital» (*Lebensraum*) suffisant qui lui permette de mener à bien sa mission civilisatrice et de réunir toutes les populations germaniques – *Ein Volk, ein Reich, ein Führer* –, au détriment des «peuples de races inférieures», des Slaves essentiellement, qui s'y trouvent actuellement et dont le destin n'a pas pour lui de réelle importance. Dans la conception hitlérienne, en effet, l'existence de chaque individu est subordonnée à son appartenance

••Nous, nationaux-socialistes, biffons délibérément l'orientation de la politique extérieure d'avant-guerre. Nous commençons là où l'on avait fini il y a six cents ans. Nous arrêtons l'éternelle marche des Germains vers le sud et l'ouest de l'Europe, et jetons nos regards vers l'est. [...] Si nous parlons aujourd'hui de nouvelles terres en Europe, nous ne saurions penser d'abord qu'à la Russie et aux pays limitrophes.••

A. Hitler, *Mein Kampf*, 1924

ch, ein Führer!

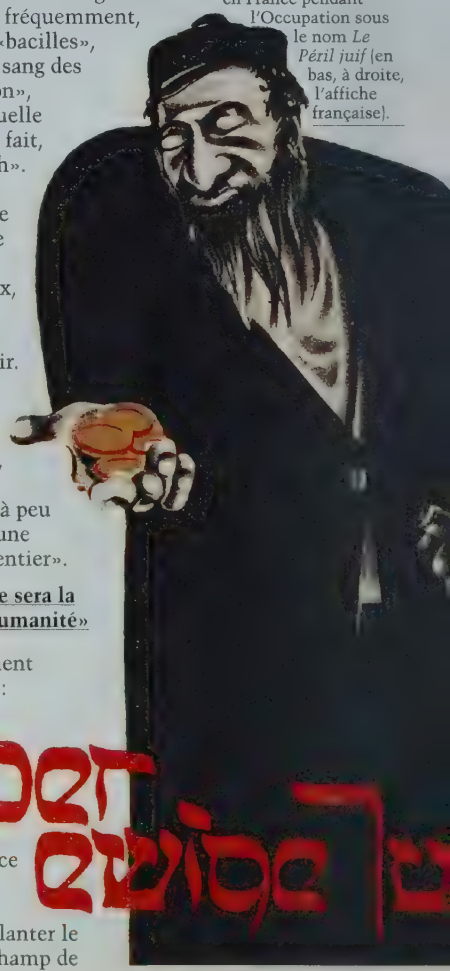
raciale, qui détermine de manière immuable sa place dans la hiérarchie des peuples et le sort qui doit être le sien. Au bas de la hiérarchie se trouve «le Juif», vis-à-vis duquel Hitler exprime une haine obsessionnelle. Son fanatisme personnel jouera un rôle moteur dans la persécution antijuive, même si cette frénésie ne suffit pas à expliquer à elle seule l'enchaînement des mesures et des actions qui conduisirent à la Shoah.

Adolf Hitler est né en 1889 en Autriche. Elevé par sa mère, il mène une scolarité médiocre puis part à Vienne, où il rêve d'une carrière artistique; il échoue à deux reprises au concours d'entrée aux Beaux-Arts et tombe dans la misère. Il hait Vienne, «Babylone des races». En 1914, il s'engage dans l'armée bavaroise. Soldat de première classe, il est décoré de la Croix de fer. Humilié par la défaite, seul et sans avenir professionnel, il se lance dans la politique. Il prend en main le Parti ouvrier allemand, groupuscule ultra-nationaliste, et utilise ses dons d'orateur et de propagandiste pour le développer; en 1920, l'organisation prend le nom de Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP). En 1923, il tente le «putsch de la brasserie», qui échoue. Au centre, affiche pour la récupération de Dantzig redevenue ville libre liée à la Pologne; ici, affiche de protestation contre l'occupation de la Ruhr par la France, soutenue par la Belgique.

Le mal absolu

Hitler définit d'abord les Juifs comme «des êtres au sang impur», qui constituent une «race négative» porteuse de souillure. Il emploie fréquemment, pour les désigner, les termes de «bacilles», «parasites», «empoisonneurs du sang des autres», «propagateurs d'infection», «tuberculose raciale» contre laquelle il faut se défendre «comme l'ont fait, au siècle dernier, Pasteur et Koch». Il considère que la «stérilité intellectuelle» des Juifs est totale et qu'ils sont incapables de toute œuvre créatrice : au contraire, ils sapent les fondements moraux, politiques et économiques des peuples au sein desquels ils se trouvent et qu'ils veulent asservir. Car tel est, aux yeux de Hitler, l'objectif fondamental des Juifs, celui pour lequel ils utilisent toutes les armes en leur pouvoir, de l'exploitation capitaliste au bolchevisme, afin d'étendre peu à peu leur influence et de «parvenir à une tyrannie suprême sur le monde entier».

Le film de propagande nazie *Der Ewige Jude* (Le Juif éternel) sera projeté en France pendant l'Occupation sous le nom *Le Péril juif* (en bas, à droite, l'affiche française).

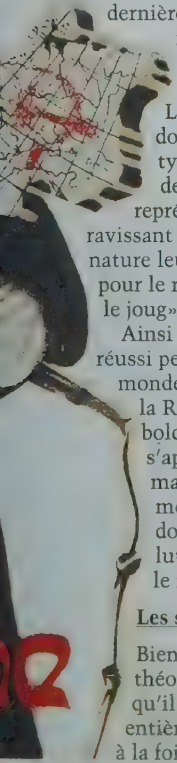


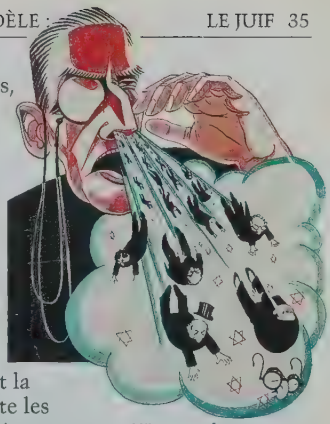
«Si le Juif l'emporte, sa couronne sera la couronne mortuaire de toute l'humanité»

«Le Juif travaille systématiquement à amener une double révolution : économiquement et politiquement. Il entoure d'un réseau d'ennemis, grâce aux influences internationales qu'il met en jeu, les peuples qui opposent une énergique résistance à cette attaque venue du dedans. Il les pousse à la guerre et finit, quand il le juge nécessaire, par planter le drapeau de la révolution sur le champ de

bataille. Il ébranle économiquement les Etats jusqu'à ce que les entreprises sociales, devenues improductrices, soient enlevées à l'Etat et soumises à son contrôle financier. Au point de vue politique, il refuse à l'Etat les moyens de subsister, ruine les bases de toute résistance et défense nationale, ruine la confiance que le peuple avait dans le gouvernement, répand l'opprobre sur l'histoire et sur le passé et jette au ruisseau tout ce qui est grand. Maintenant, commence la dernière et grande révolution. Au moment où le Juif conquiert la puissance politique, il rejette les derniers voiles qui le cachaient encore. Le Juif démocrate et ami du peuple donne naissance au Juif sanguinaire et tyran des peuples. Il cherche, au bout de peu d'années, à exterminer les représentants de l'intelligence et, en ravissant aux peuples ceux qui étaient par leur nature leurs guides spirituels, il les rend mûrs pour le rôle d'esclaves mis pour toujours sous le joug», expose Hitler dans *Mein Kampf*.

Ainsi la «conspiration de la juiverie» a-t-elle réussi peu à peu à contrôler tous les rouages du monde moderne. Hitler en veut pour exemple la Russie soviétique, où le «judéo-bolchevisme» exerce ses ravages et s'apprête à étendre encore son pouvoir maléfique. Selon cette conception quasi métaphysique du «péril juif», il faut donc, aux yeux de Hitler, mener une lutte à mort contre ceux qui symbolisent le mal absolu.





"Partout, les rats causent la ruine du pays, détruisant les biens et la nourriture des hommes. C'est ainsi qu'ils propagent des maladies : la peste, la lèpre, le typhus, le choléra... Ils sont sournois, peureux, cruels et apparaissent généralement en bandes. Ils représentent parmi les animaux l'élément de destruction perfide et souterrain. Exactement comme les Juifs parmi les hommes."

Extraits du film *Le Juif Süss*, 1940

Les stéréotypes antijuifs de la chrétienté

Bien que Hitler se présente comme un théoricien novateur et créatif, le mythe qu'il développe au sujet des Juifs n'est pas entièrement nouveau. Il puise ses racines à la fois dans un passé fort ancien – celui

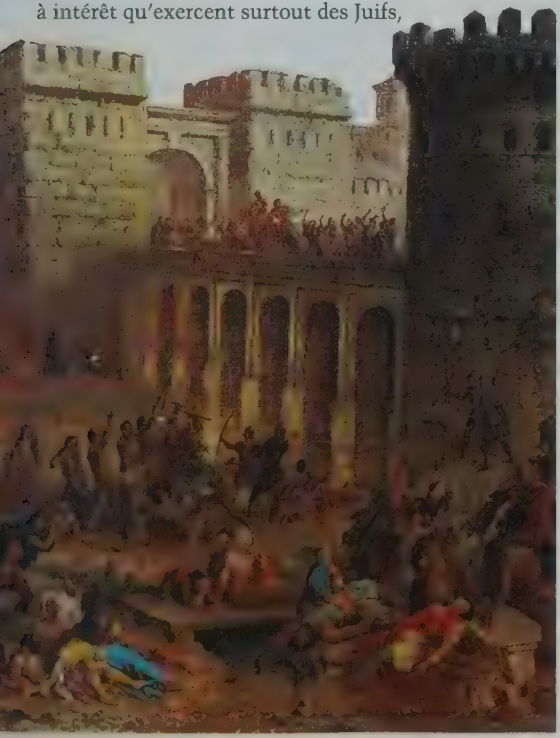
de l'antijudaïsme chrétien – et dans un mouvement d'idées né au XIX[e] siècle – l'antisémitisme moderne.

En 321, sous le règne de Constantin, le christianisme devient religion officielle de l'Empire romain. Dès lors, l'Eglise exerce une influence prépondérante sur l'autorité civile, notamment vis-à-vis des Juifs – qu'elle veut convertir puisqu'elle considère le christianisme comme la seule vraie religion. Or, les Juifs – dont beaucoup ont d'abord considéré le christianisme comme une secte juive – refusent massivement de croire en la divinité du Christ, ce qui serait .

Cette fresque italienne du milieu du XIV[e] siècle illustre la trahison de Judas, qui «vend le Christ pour un denier».

pour eux synonyme de reniement. Afin de protéger leurs fidèles contre cette influence, jugée pernicieuse, les Pères de l'Eglise développent des thèmes hostiles au «peuple déicide», considéré comme collectivement responsable de la mort du Christ. Au fil du temps, une législation rigide proscrit les contacts entre chrétiens et Juifs. A la fin du XI[e] siècle, la première croisade, qui représente un élan unitaire de la chrétienté, aggrave encore l'antijudaïsme chrétien : avant d'aller délivrer le Saint-Sépulcre, il paraît légitime de massacrer les Juifs «infidèles».

A la même époque, l'Europe va connaître un essor économique qui favorise les activités de prêt à intérêt qu'exercent surtout des Juifs,



Les Juifs de Metz sont massacrés par les premiers croisés qui décimeront plusieurs communautés sur la route de Jérusalem (en bas). Ceux de Mayence connaissent le même sort le 27 mai 1096.

«La bande, ayant tenu conseil, alla au lever du soleil attaquer les Juifs à coups de pioches et de lances. Ayant brisé les serrures et enfoncé les portes, ils en tuèrent sept cents qui cherchaient vainement à se défendre; les femmes furent également massacrées, et les jeunes enfants, quel que fût leur sexe, furent également passés au fil de l'épée. [...] Chose horrible à voir! Les mères saisissaient le fer, coupaient la gorge aux enfants qu'elles allaitaient, aimant mieux se détruire de leurs propres mains que de succomber sous les coups des incirconcis. Il n'échappa qu'un petit nombre de Juifs à ce cruel massacre et quelques-uns reçurent le baptême, bien plus par crainte de la mort que par amour de la foi chrétienne.»

Albert d'Aix, chroniqueur chrétien du XI[e] siècle

puisque de telles opérations sont interdites aux chrétiens et qu'eux-mêmes ne peuvent, par ailleurs, posséder la terre. Le ressentiment économique s'ajoute à l'hostilité religieuse.

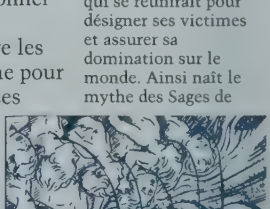
Une véritable démonologie du Juif

Trois graves accusations sont portées contre les Juifs : on les soupçonne de voler des hosties aux chrétiens pour les profaner, réitérant ainsi le déicide. On raconte aussi qu'ils enlèvent fréquemment des enfants chrétiens et les assassinent pour recueillir leur sang, utilisé dans la fabrication de pain azyme, nourriture rituelle de la fête de Pâque. Enfin, ils sont accusés d'empoisonner les puits et de propager les épidémies.

On aboutit ainsi à l'idée d'une collusion entre les Juifs et Satan pour nuire aux chrétiens, et même pour les tuer. Des représentations populaires terrifiées prêtent aux Juifs des attributs diaboliques : cornes, longue queue... On parle de la «puanteur juive», par opposition à l'«odeur de sainteté». Plus encore : les forfaits imputés aux Juifs sont présentés comme résultant d'une action concertée, d'une conspiration. Au XIIIe siècle, on brûle sur la place publique des exemplaires du *Talmud* considéré comme un traité de magie noire, et le *chabbat*, jour de repos et de prières dans la religion juive, est assimilé au sabbat des sorcières.

Port d'un signe distinctif, enfermement dans des quartiers séparés, interdiction d'exercer certains métiers, conversions forcées, expulsions scandent désormais la vie des Juifs. Telles sont les conséquences de l'«enseignement du mépris» prôné par l'Eglise catholique, qui ne détient pas, cependant, le monopole de l'hostilité antijuive : dans son ouvrage intitulé *Des Juifs et de leurs mensonges*, Luther

A partir du XIIe siècle, l'accusation de crime rituel est formulée régulièrement contre les Juifs. Elle se conjugue avec la croyance en une société juive secrète qui se réunirait pour désigner ses victimes et assurer sa domination sur le monde. Ainsi naît le mythe des Sages de Sion, qui donnera lieu à la rédaction, par la police tsariste, à la fin du XIXe siècle, d'un faux historique, *Les Protocoles des Sages de Sion*, dans lequel Hitler voudra voir un document authentique.



déverse un flot d'anathèmes sur les Juifs, «peste et pestilence, pur malheur». De tels propos seront fréquemment évoqués par Hitler.

Le combat contre la modernité

Les Juifs suscitent aussi, à la période moderne, l'aversion des courants conservateurs partisans du maintien de l'ordre social traditionnel. Issue de la «philosophie des Lumières», la Révolution française, la première, reconnaît les Juifs comme des citoyens à part entière, et non plus comme des sujets au statut inférieur. Dans le reste de

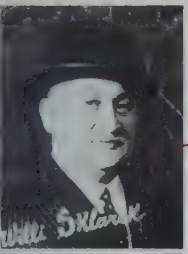
Le sang de l'hostie coule chez le Juif et le dénonce : un épisode du *Miracle de l'hostie*, peinture italienne de 1469 (en haut, à gauche).

Sur le même thème : imagerie traditionnelle (gravure du XVIII[e] siècle représentant le sacrifice, en 1180, d'un enfant chrétien dans le midi de la France) et dessin de 1934 dans le *Stürmer*, journal nazi (au centre).

l'Europe, cette émancipation, véhiculée par les armées révolutionnaires puis par les troupes napoléoniennes, est ressentie comme une contrainte insupportable imposée par l'ennemi victorieux. Elle apparaît aussi comme synonyme de déstabilisation sociale, au moment où s'effrite la société rurale traditionnelle par suite de l'industrialisation et de l'urbanisation. L'ordre d'antan, fondé sur la propriété foncière et sur le pouvoir de la noblesse, est menacé par l'émergence d'une bourgeoisie conquérante détentrice de la richesse économique et avide de

La famille Rothschild, emblème de la «finance juive», a beaucoup inspiré les propagandistes antisémites. Cette caricature de 1848, *L'Adoration du roi*, montre les souverains d'Europe agenouillés aux pieds de Mayer Anschel Rothschild, assis sur des sacs d'or. «Le monde ne serait-il pas plus heureux si tous les rois étaient déposés, et la famille Rothschild placée sur le trône?», ironise L. Börne, Juif d'origine, dans les *Lettres de Paris*, parues en 1835.

responsabilités politiques. La mobilité sociale s'accroît. De leur côté, les ouvriers d'usine – classe nouvelle née de la révolution industrielle – entament bientôt la lutte contre la misère. Le libéralisme, la démocratie, le socialisme : autant de courants de pensée faisant horreur aux tenants de la tradition, qui en imputent l'origine aux Juifs, symboles de la modernité honnie.



Der Gigant der Korruption

Ces conservateurs réactivent peu à peu les vieux mythes antijuifs. Désireux d'asseoir leur mainmise sur le monde, les Juifs conspireraient pour fomenter des mouvements révolutionnaires dans les différents pays où ils se trouvent, à la fois pour acquérir des privilèges et pour détruire ces Etats. A l'inverse, d'autres renouent avec le stéréotype du Juif usurier pour accuser les Juifs, indissociablement liés à l'argent, de profiter du développement du capitalisme pour exploiter les peuples. L'«or juif» personnifié par les banquiers serait corrupteur des consciences. Cette idée est défendue en particulier par Karl Marx, puis reprise par Proudhon qui y ajoute une connotation directement raciste, dans la droite ligne de l'antisémitisme moderne.

Antisémitisme, nationalismes et théories de l'«hygiène raciale» au XIXe siècle

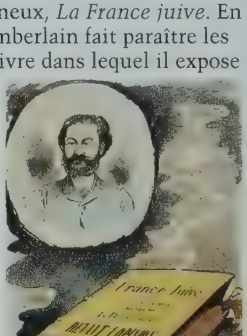
Ere de l'industrialisation, le XIXe siècle est également celle des nationalismes : la nation devient un véritable ciment social, le cadre fondamental dans lequel les hommes se reconnaissent et se regroupent. Dans ce contexte, les Juifs dérangent par leur altérité fondamentale : une dispersion qui franchit les frontières, l'absence de toute assise territoriale,

> "La finance juive désire non seulement que l'Allemagne soit radicalement ruinée économiquement, mais encore qu'elle soit politiquement réduite en esclavage. [...] La lutte contre la finance internationale et le capital de prêt est devenue le point le plus important de la lutte de la nation allemande pour son indépendance et sa liberté économique."
> *Mein Kampf*, 1924

Propagande nazie contre des banquiers juifs, *Les Géants de la corruption* (ci-dessus). Caricature antisémite de 1936 (ci-contre).

un «cosmopolitisme» qui paraît suspect. La nation doit donc les repousser, si elle ne veut pas être dénaturée.

Dans le même temps, le Français Gobineau publie l'*Essai sur l'inégalité des races humaines* (1853-1855), dans lequel il prétend apporter des fondements scientifiques à sa théorie de la supériorité de la race nordique germanique. Dans les dernières années du siècle, tandis que l'Affaire Dreyfus divise la France en deux camps – ceux qui défendent l'innocence de Dreyfus et ceux qui hurlent «Mort aux Juifs !» –, Drumont remporte un vif succès en publiant un pamphlet haineux, *La France juive*. En 1899, Houston Steward Chamberlain fait paraître les *Fondements du XIXe siècle*, livre dans lequel il expose une théorie raciste selon laquelle la civilisation serait la création exclusive des Aryens – soi-disant originaires de l'Inde –, qui devraient se prémunir contre tout «mélange racial» avec les Sémites – venus d'Extrême-Orient –, «sous-race dégénérée».



La crainte d'une «judaïsation» du monde germanique

S'il y a certes des précurseurs sur le plan idéologique – tels Fichte, Arndt ou Jahn, tenants du pangermanisme –, les premières manifestations politiques de cet antisémitisme moderne se produisent en Allemagne au lendemain de la guerre de 1870, à l'occasion de la grave crise économique que subit le pays à partir de 1873. La même année, le journaliste Wilhelm Marr – auquel on attribue souvent l'invention du terme «antisémitisme» – publie *La Victoire du judaïsme sur la germanité*,

ESSAI
SUR L'INÉGALITÉ
DES
RACES HUMAINES,
PAR
LE COMTE DE GOBINEAU,
ANCIEN MINISTRE DE FRANCE EN PERSE, EN GRÈCE, AU BRÉSIL ET EN SUÈDE
MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ ASIATIQUE DE PARIS.

Selon Gobineau, toutes les civilisations aboutissent inéluctablement à la décadence, à cause des métissages qui altèrent la pureté originelle des races. Celles-ci sont dotées de qualités inégales et les Aryens constituent la plus noble d'entre elles ; mais, au cours de leurs migrations, ils sont peu à peu tombés dans l'abjection, au contact de peuplades «noires et jaunes» ; seuls demeurent quelques êtres d'exception, les «fils de roi», que Gobineau s'efforce de retrouver lors de deux missions diplomatiques qu'il effectue en Iran, berceau des Aryens primitifs. Malgré ses prétentions scientifiques, ce contemporain de l'histoire positiviste compose plutôt une épopée brouillonne, qui séduira Richard Wagner.

ouvrage dans lequel il affirme que les «caractéristiques raciales» des Juifs, qualifiés de «Sémites étrangers», leur ont permis de devenir, «par la spéculation et l'usure», «la première puissance d'Occident». Il redoute même que le peuple germanique soit trop affaibli pour pouvoir lui résister : «La question juive est une question socio-politique, écrit-il. La judaïsation du monde germain a fait naître des idées, des théories, sur une "liberté" socio-individuelle qu'on ne peut plus appeler liberté, mais insolence, et dont les conséquences sont devenues insupportables, même pour le germanisme enjuivé.» Il appelle de ses vœux un «soulèvement populaire antijuif». Alfred Stöcker, qui fonde à Berlin le Parti des ouvriers chrétiens-sociaux, définit les Juifs comme «un peuple à l'intérieur d'un peuple, un Etat dans l'Etat, une tribu séparée au sein d'une race à laquelle elle est étrangère». Certes, les Juifs d'Allemagne

Der

Sieg des Judenthums

über das

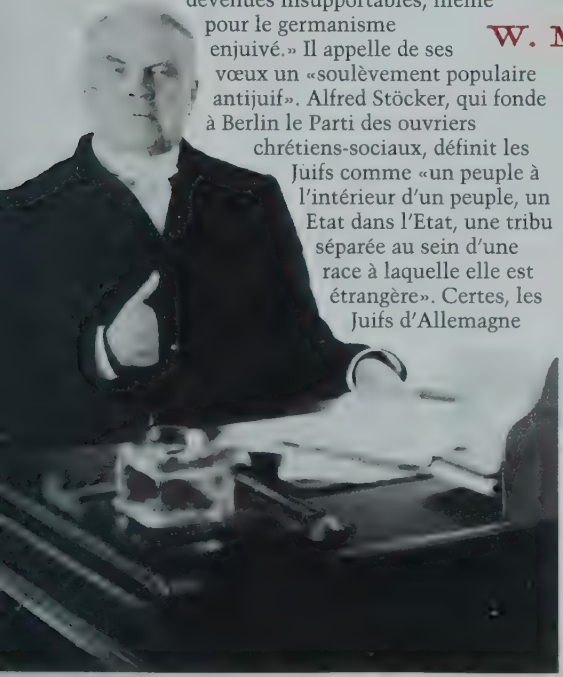
Germanenthum.

Vom

nicht confessionellen Standpunkt aus betrachtet

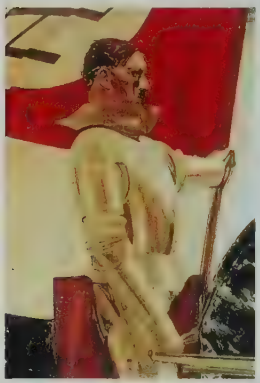
von

W. Marr.



«Les Juifs ont lutté dix-huit siècles durant contre le monde occidental. Nous sommes les perdants et il est naturel que le vainqueur clame *Vae victis*. Nous sommes tellement enjuivés que rien ne peut plus nous sauver», écrit W. Marr, qui donne à ses écrits antisémites (ci-dessus, *La Victoire du judaïsme sur la germanité*) un ton dramatique annonciateur du «crépuscule des dieux». En 1879, il fonde une Ligue antisémite. Quant à Alfred Stöcker (ci-contre), il fait de l'antisémitisme l'un des thèmes centraux de sa propagande. Page de gauche, au centre, sur la une du journal français *Le Pilori* de décembre 1886, le portrait de Drumont à côté de son livre *La France juive*.

jouissent de l'égalité des droits. Mais une distinction tend à s'établir entre le «pays légal» et le «pays réel». A partir de 1880, des violences antisémites s'exercent en Allemagne, à travers laquelle circule la Pétition des antisémites, violent texte antijuif qui recueille 225 000 signatures en quelques mois. Le cri *Juden Raus!* («Dehors les Juifs !») retentit fréquemment. Entre 1887 et 1914, le nombre de députés antisémites élus au Reichstag s'accroît notablement.



Exaltation du passé et de la race germanique

Dans le même temps se développe en Allemagne un courant conservateur qui invoque avec fierté le passé – qu'il fait remonter au Saint Empire romain germanique – et les figures tutélaires héroïsées que sont pour lui les Chevaliers teutoniques. La musique de Wagner le galvanise.

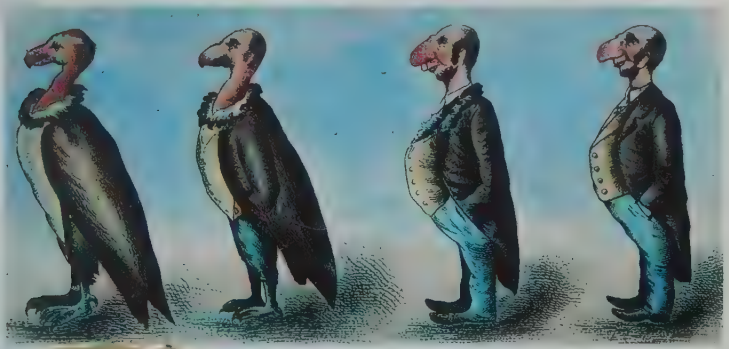
Il faut rappeler aussi le développement en Allemagne, à la fin du XIX[e] siècle, du courant idéologique de l'«hygiène raciale». Interprétant de manière dévoyée *L'Origine des espèces*, de Darwin, qui met en évidence la «sélection naturelle» et la survivance des plus aptes dans l'incontournable lutte pour la vie, ceux qui y adhèrent considèrent, au nom de la pureté de la race, que l'Etat doit pouvoir contrôler tant la naissance que la mort de ceux qui sont placés sous sa responsabilité. Les «êtres biologiquement inférieurs» doivent pouvoir être liquidés.

Le Juif, un bouc émissaire tout désigné dont il faut se débarrasser

L'idéologie hitlérienne n'a donc pas surgi *ex nihilo*, et elle s'appuie sur un héritage de mythes archaïques revivifiés par un courant de pensée marqué du sceau des nationalismes du XIX[e] siècle et d'un culte perverti

Hitler exalte la grandeur de l'histoire germanique et s'inspire des rêves romantiques. Il éprouve une véritable nostalgie du passé féodal et vante l'exemplarité des Chevaliers teutoniques dont il revêt symboliquement l'armure sur cette affiche de propagande de 1930. A l'opposé de cette avancée martiale et conquérante, des cohortes de Juifs sont supposés déferler sur le monde occidental, dans le seul but de piller et de ruiner ceux qui les accueillent.

Dans la veine de l'imagerie du «Juif errant», sur une carte postale allemande de 1898, ces Juifs allant vers Vienne sont dotés d'un nez crochu, d'une barbe hirsute et d'un vêtement peu élégant.

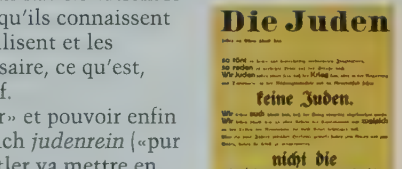


Vom Geier zum Meier, «Du vautour à Meier [prénom juif usuel], selon Darwin», ironise cette caricature antisémite publiée dans le pays de Bade.

de la «science» moderne. Lorsque Hitler éructe contre les Juifs, il ne parle pas un langage totalement nouveau mais, au contraire, évoque des stéréotypes bien connus. Ceux qui l'entendent sont d'autant plus enclins à l'écouter, malgré le caractère paroxystique et délirant de ses propos, que la défaite militaire de 1918 – considérée comme une humiliation nationale – et la crise économique et sociale qu'ils connaissent dans l'entre-deux-guerres les fragilisent et les incitent à chercher un bouc émissaire, ce qu'est, traditionnellement, le Juif.

Pour s'en «débarrasser» et pouvoir enfin vivre dans un Reich *judenrein* («pur de Juifs»), Hitler va mettre en place, progressivement, tout un processus administratif, puis faire appel aux moyens technologiques les plus modernes. La crise de l'Etat qui s'ouvre en 1930, bientôt doublée de problèmes économiques de plus en plus graves, va d'abord lui permettre d'accéder au pouvoir, en une ascension qui aurait sans doute pu être «résistible», selon le mot de Bertolt Brecht.

L'Union centrale des citoyens allemands de confession mosaïque



(organe représentatif des Juifs d'Allemagne) réfute les slogans antisémites. Ni révolutionnaires, ni exploiteurs, ni fauteurs de guerre, ils souhaitent vivre paisiblement dans leur patrie, à laquelle ils sont «indéfectiblement attachés» (affiche ci-dessus).

KOPP & JOSEPH
Deutsche!
Wehret Euch!
Kauft nicht bei Juden!
Jude

« Quelle chance tu as de ne plus être obligée de vivre en Allemagne, dans cette pourriture intellectuelle, [...] si dangereuse qu'elle empoisonne même des hommes raisonnables qui, après un temps suffisant de "mise en condition", sont tentés, conformément à leur grand modèle, de placer en haut ce qui est en bas et de ne plus connaître les valeurs humaines éternelles. »

L'Oiseau n'a plus d'ailes...
Lettres de Peter Schwiefert, 1938

CHAPITRE III

1933-1939 : DE L'EXCLUSION À L'EXPULSION

De nombreux intellectuels allemands et autrichiens sont parmi les premiers à choisir l'exil aux Etats-Unis, en Amérique du Sud ou en France. «L'air du Troisième Reich n'est plus respirable pour certains poumons», écrit Klaus Mann. A droite, Freud et sa fille Anna arrivant à Paris, en juin 1938. A gauche, boycott d'un magasin juif à Berlin, en 1933.

Adolf Hitler accède au pouvoir par les voies légales : il est désigné comme chancelier par le président du Reich, le maréchal von Hindenburg, le 30 janvier 1933. Immédiatement, il va s'employer à faire prévaloir son idéologie et mettre en application son programme politique.

Vers les pleins pouvoirs

Les opposants sont muselés. Au début du mois de février 1933, les meetings et la presse communistes sont frappés d'interdiction et les réunions des socio-démocrates constamment perturbées, jusqu'à la violence physique, par des membres de la S.A. (*Sturmabteilung* : «section d'assaut»).

Le 27 février 1933, le *Reichstag* (Parlement) prend feu mystérieusement et on arrête peu après un jeune déséquilibré hollandais, Van der Lubbe, qui se présente comme un militant communiste : le prétexte est trouvé pour liquider le Parti communiste allemand. Sur ordre de Goering, ses principaux dirigeants et plus de 4 000 militants sont incarcérés.

Hitler profite de l'émotion suscitée par l'incendie du *Reichstag* pour persuader Hindenburg de promulguer, le 28 février 1933, le «décret pour la protection du peuple et de l'Etat», qui sonne le glas de la démocratie en Allemagne : l'exercice des libertés fondamentales est suspendu et le nouveau chancelier obtient des pouvoirs de police exceptionnels dans les *Länder* pour réprimer la haute trahison, le sabotage et toutes les atteintes à l'ordre public, punis de la peine de mort. C'est l'instauration de l'«état d'exception légal». Dans ce contexte, les élections du 5 mars 1933 sont un

Le Parti nazi tient ses congrès annuels à Nuremberg avec d'impressionnantes parades militaires (ci-dessous). Les autodafés des livres d'écrivains libéraux, socialistes, communistes ou juifs font aussi l'objet de mises en scène de propagande (à droite).

succès pour les nazis, qui recueillent 44 % des suffrages et obtiennent 288 sièges sur 640. Les députés du centre se joignent aux nazis et aux nationaux-allemands pour voter, le 24 mars 1933, l'Acte d'habilitation qui confère à Hitler les pleins pouvoirs pour quatre ans. Celui-ci peut désormais mener à bien la «révolution nationale-socialiste» et installer le totalitarisme dans le pays.

Propagande, encadrement, répression : la nazification de l'Allemagne

Une véritable dictature se met en place. La propagande habile et intensive de Goebbels est un instrument très efficace pour museler les esprits et contrôler l'opinion publique. La jeunesse, que Hitler souhaite «brutale, impérieuse, impavide et cruelle», apparaît comme une proie rêvée : l'école devient un lieu d'endoctrinement contrôlé par la Ligue nationale-socialiste de l'enseignement, tandis que l'organisation *Kraft durch Freude* («la force par la joie») encadre les loisirs collectifs et les activités sportives. Les mouvements de jeunesse – au premier rang desquels figurent les Jeunesses hitlériennes (*Hitlerjugend*) – ont pour but de façonner des militants enrégimentés dès l'adolescence.

Les discours officiels s'accompagnent de mises en scène grandioses et soigneusement orchestrées : oriflammes et banderoles, musiques martiales, paroles saccadées, exaltation des foules… La presse, la radio, le cinéma, l'édition sont surveillés par la Chambre de la culture, créée dès 1933.

«Hommes et femmes d'Allemagne ! L'ère de l'intellectualisme juif est maintenant révolue et le triomphe de la révolution allemande a frayé la voie au génie allemand. Vous faites bien de livrer aux flammes le mauvais génie du passé. C'est un acte lourd d'importance symbolique, qui doit annoncer la vérité au monde : ici s'effondre la base spirituelle de la République de novembre. De ces ruines va surgir, triomphant, le phénix d'esprit nouveau. Que ces flammes illuminent votre serment : Vivent le Reich et la nation ! Vive notre *Führer* !»

Josef Goebbels, 1933

L'application du «principe du chef» au niveau de l'Etat

Le *Führerprinzip* implique de mettre fin aux structures fédérales des gouvernements locaux, dont les diètes sont supprimées le 30 janvier 1934 par la loi sur la reconstitution du Reich qui transmet leurs pouvoirs au gouvernement central. Deux semaines plus tard, le *Reichsrat* (Sénat) est dissous.

La pluralité des partis politiques et des syndicats n'est plus chose acceptable : comme c'est déjà le cas pour le Parti communiste depuis février, le Parti social-démocrate est frappé d'interdiction le 22 juin 1933 ; au cours des jours suivants, le Parti national-allemand, le Parti démocrate et les populistes, constamment harcelés par les nazis qui les empêchent d'exercer la moindre activité, décident de se saborder ; au début du mois de juillet, le Centre catholique disparaît à son tour. Et, le 14 juillet 1933, le Parti national-socialiste est proclamé parti unique en Allemagne. Les syndicats sont remplacés par des «conseils du travail» à la solde des nazis.

Himmler et les S.S. chargés de défendre Hitler et le régime nazi

Hitler élimine même certains de ses amis de la première heure. Ainsi Ernst Röhm, chef de la S.A., est-il assassiné avec un millier de ses compagnons d'armes le 30 juin 1934, au cours de la «Nuit des longs couteaux». Il souhaitait voir Hitler mener à bien une «seconde révolution» qui liquide le pouvoir de l'aristocratie des junkers et de la haute finance : or, le chancelier a depuis déjà longtemps désavoué les revendications anticapitalistes du programme élaboré en 1920 et désire maintenant se concilier les milieux d'affaires et l'armée. Il se laisse facilement convaincre

L'appareil répressif nazi est traversé par des rivalités et par des clivages. Fondée par Hitler afin d'assurer sa sécurité, la S.S. se compose d'hommes sélectionnés en fonction de critères raciaux et de leur fidélité idéologique. Elle est d'abord subordonnée à la S.A., constituée par Ernst Röhm (en haut, à droite) pour combattre les adversaires du Parti national-socialiste et dont Hermann Goering (au centre) est le chef à partir de 1923. Mais, sous l'effet de la crise économique et sociale, la S.A. se radicalise. Après un mouvement de rébellion contre Goebbels, qui dirige le groupe de Berlin, Hitler rappelle Röhm à la tête de l'organisation, en 1930. Il demande alors à Himmler (ci-dessus, passant en revue des troupes S.S.), *Reichsführer-S.S.*, de surveiller la S.A.

que Röhm fomentait un complot contre lui pour organiser le massacre.

Au printemps 1934, les pouvoirs de police passent entre les mains de Heinrich Himmler, chef de la S.S. (*Schutzstaffel*). Cette «garde de protection», considérée comme un corps d'élite, ne cesse de prendre de l'importance au sein du régime et pénètre peu à peu tous les secteurs de la vie publique et privée, où elle s'efforce de mettre en place – y compris par la terreur – un modèle d'«homme nouveau» conforme aux références «biologiques» nazies. Elle lutte férocement contre «tous ceux qui s'opposent consciemment au peuple, au parti, à ses fondements idéologiques ainsi qu'à ses actions politiques». Elle ne se contente pas de réprimer, elle poursuit également tous ceux qui sont susceptibles d'être des «ennemis de l'Etat», au nom de sa conception de la «sûreté absolue».

La S.A., accusée d'agitation revendicatrice et soupçonnée de conspiration, est décimée lors de la «Nuit des longs couteaux». L'«ordre noir» de la S.S. est à la tête de tout l'appareil policier : la *Waffen S.S.* (branche armée); les «troupes à tête de mort», chargées de la surveillance dans les camps; le SD (*Sicherheitsdienst*, Service de sécurité), qui comprend aussi la Gestapo (*Geheime Staatspolizei*, Police secrète d'Etat); le WVHA (*Wirtschafts und Verwaltungshauptamt*, Office central pour l'économie et l'administration), responsable des entreprises et de la main-d'œuvre dans les camps. A gauche, un membre de la S.A. en patrouille avec un policier (Berlin, 1933).

Premiers camps de concentration pour tous les «ennemis de l'Etat»

Ce régime policier très répressif se double bientôt d'un véritable réseau concentrationnaire. Dès le 20 mars 1933, le préfet de police de Munich annonce l'ouverture, à Dachau, d'un camp pour 5 000 prisonniers politiques détenus par mesure d'«assainissement public» : il s'agit essentiellement de militants antinazis, de Juifs ou d'«asociaux». L'existence de ce camp n'est nullement tenue secrète et lors du congrès du Parti nazi qui se tient à la fin de l'année 1933, Himmler invite les participants et les

journalistes à le visiter. Le travail de «rééducation» accompli auprès des prisonniers commence, selon lui, à porter ses fruits.

La loi du 14 octobre 1933 promulguée par le ministère de l'Intérieur stipule que les personnes arrêtées en vertu de l'ordonnance du président du Reich pour la protection du peuple et de l'Etat sont détenues dans un camp de concentration pour une durée indéterminée, tant que les autorités de police le jugent nécessaire. Aucun jugement n'est prévu pour en décider : c'est le règne de l'arbitraire.

A partir de la fin de l'année 1935, c'est la police d'Etat, la Gestapo, qui assume la responsabilité des camps de concentration, sous l'autorité de l'inspecteur général Eicke. Celui-ci met en place un

"Les camps de concentration, organisés sur le territoire allemand et où sont d'abord enfermés des Allemands antinazis, ainsi que des Juifs et des prisonniers de droit commun, étaient destinés à interner des individus jugés dangereux, «par mesure de sécurité, par mesure préventive ou par mesure de rééducation». [...] Ces camps, auxquels les terribles conditions d'existence ont valu le nom de «camps de la mort lente», étaient au nombre d'une douzaine. [...] Comme il y avait plusieurs catégories de détenus, on les reconnaissait à la couleur du triangle cousu sur le vêtement : rouge pour les «politiques» (avant 1939, les opposants allemands au nazisme, puis les résistants de toute l'Europe), vert pour les «droits-communs», rose pour les homosexuels, violet pour les témoins de Jéhovah, noir pour les «asociaux». [...] On estime qu'entre septembre 1939 et janvier 1945, 1 650 000 personnes ont été déportées dans les camps de concentration.**"**

François Bédarida, *Le Génocide et le nazisme*, 1992

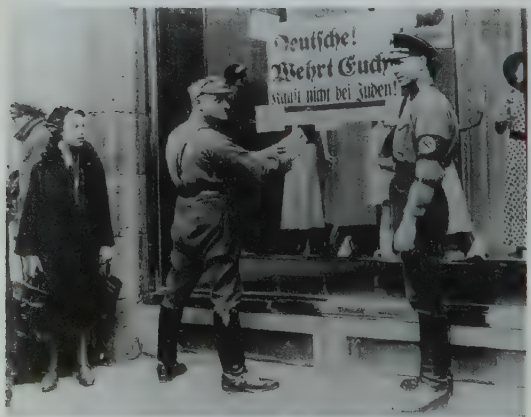
véritable réseau concentrationnaire et le nombre de camps s'accroît : Dachau, Oranienburg-Sachsenhausen, Weimar-Buchenwald, Mauthausen-Gusen et Flossenburg ouvrent leurs portes entre 1933 et 1938. Ravensbrück et Stutthof seront créés au cours de l'année 1939 ; Bergen-Belsen, Natzweiler-Struthof en 1940 ; Gross-Rosen en 1941, et aussi Dora-Nordhausen en 1942.

Parmi les détenus de ces camps, les Juifs sont déjà nombreux au cours de cette première période. En effet, la mise à l'écart de la population juive est l'une des priorités de la politique du régime hitlérien.

Selon le règlement, le détenu qui refuse de travailler «sera fusillé sur le champ comme émeutier». Ici, en 1933, la construction de Dachau. A gauche, en 1936, Himmler visitant Dachau où les détenus sont soumis à de durs travaux forcés.

Marginalisation et exclusion des Juifs d'Allemagne : les premières «lois aryennes»

Se déclarant indigné par les protestations émises à l'étranger contre son gouvernement, Hitler en rend les Juifs allemands responsables : ces derniers, affirme-t-il, se plaignent auprès de leurs coreligionnaires européens et américains qui usent ensuite de toute leur influence pour dénigrer l'Allemagne nazie. Goebbels lui conseille de lancer une vaste campagne de boycott des commerces tenus



par des Juifs, prétendûment par mesure de représailles : «Peut-être les Juifs étrangers y regarderont-ils à deux fois quand leurs camarades de race auront commencé à trinquer», écrit-il dans son journal. Le boycott est organisé à partir du 1er avril 1933 et dure quatre jours.

Le 7 avril, est promulguée la première «loi aryenne» sur la «restauration de la fonction publique», dont les Juifs sont désormais exclus. Ils sont chassés des professions libérales, de l'armée et de la justice, des métiers de la culture et de la presse. Les enfants juifs vont devoir quitter l'école, un *numerus clausus* est instauré dans les universités. En tout, plus de 400 décrets antijuifs sont édictés.

Ces mesures correspondent à une politique officielle de ségrégation à l'encontre des Juifs,

"L'administration du lycée m'a signifié que j'étais congédié, en application de la loi expulsant de la fonction publique les Juifs et les opposants politiques. [...] En allant voir mes parents, j'ai vu comment des gens respectés de tous et en bons termes avec tout le monde, se trouvaient subitement confrontés à une populace antisémite survoltée, qui barbouillait partout : «N'achetez pas chez les Juifs !» Tout d'un coup, mes parents sentaient que l'unanimité d'un peuple était en train de se faire, contre eux.**"**

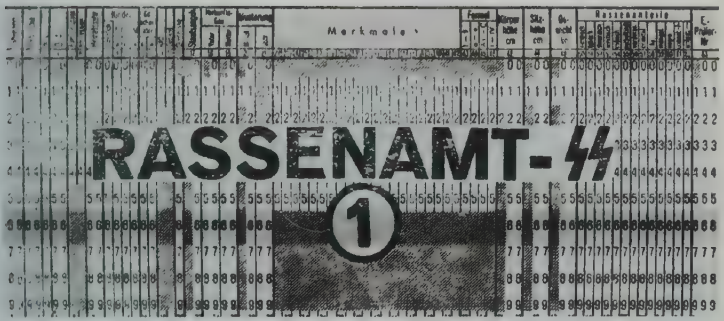
E. Heidelberger, «Une vie en tranches», in *Exilés en France*, 1982

marginalisés par rapport à la communauté nationale et parfois conduits à la ruine – d'autant plus qu'ils sont exclus du bénéfice des lois sociales et de l'allocation de chômage. Dans les rangs nazis, d'aucuns considèrent cependant qu'il faut aller plus loin et introduire une «séparation biologique» entre Juifs et «Aryens». Tel est bien l'avis de Hitler lui-même, désormais président et chancelier du Reich, dirigeant de l'exécutif et chef des forces armées, auquel le plébiscite du

Des camions chargés de militants nazis en uniforme parcourent les villes allemandes. Des pancartes sont apposées : «N'achetez pas dans des magasins juifs.» «Il est interdit de fréquenter cette boutique juive.» Certains montent la garde pour effrayer tout acheteur éventuel.

19 août 1934 permet d'asseoir davantage encore son pouvoir personnel. Le 15 septembre 1935, les lois de Nuremberg «pour la protection du sang et de l'honneur allemands» interdisent les unions exogamiques et toute relation sexuelle entre Juifs et non-Juifs, «génératrice de souillure». En outre, les Juifs, privés de leur citoyenneté, deviennent

Les couples mixtes sont insultés publiquement. Ici, en juillet 1933, des membres de la S.A. se font photographier à côté d'une jeune femme non juive portant une pancarte : «Je ne suis qu'une truie attirée par les Juifs.» «Je suis un Juif qui entraîne uniquement des jeunes Allemandes dans ma chambre», dit l'écriteau de son compagnon.



des sujets (*Staatsangehörige*) de statut inférieur – auxquels il est même interdit de pavoiser aux couleurs nationales allemandes !

La définition du Juif

Parallèlement, pour pouvoir appliquer ces lois, il est devenu nécessaire de définir qui est juif. Le 14 novembre 1935, un arrêté officiel précise : «Est juif celui qui est issu d'au moins trois grands-parents juifs. Est juif celui qui appartient à la communauté religieuse juive.» Le critère «racial» et l'appartenance religieuse sont donc l'un et l'autre pris en compte.

En moins de deux ans, les Juifs d'Allemagne qui entrent dans le cadre de cette «définition», jusqu'alors bien intégrés voire assimilés, subissent donc une discrimination officielle – juridique, politique et sociale – de la part des plus hautes autorités de l'Etat. La population, endoctrinée ou terrifiée, ne réagit pas.

Emigration et expulsion

Aux yeux de certains radicaux du régime, cette exclusion ne suffit pas pour «assainir» véritablement l'Allemagne, avilie par la seule présence des Juifs

Les théories les plus fantaisistes ayant été énoncées quant aux caractéristiques physiques supposées des

Juifs, on procède à de soigneuses vérifications sur le décollement des lobes des oreilles, la forme du nez, la couleur des yeux... Pour les «cas douteux», huit instituts sont habilités à faire des expertises généalogiques (en bas) auxquelles participent des médecins, des biologistes, des anthropologues. En haut, carte anthropométrique du «service racial» de la S.S.

– dont ils prônent le départ massif.
Certains Juifs d'Allemagne ont opté très tôt pour l'exil, surtout parmi les plus politisés, davantage conscients du péril hitlérien. Mais la plupart restent attachés à ce qu'ils considèrent toujours comme leur patrie et veulent espérer que le nazisme ne constituera qu'une parenthèse limitée dans le temps. On estime à 150 000 environ (sur 500 000) le nombre de Juifs qui quittent l'Allemagne entre 1933 et 1938.

L'annexion de l'Autriche (*Anschluss*), en mars 1938, intègre 185 000 Juifs dans le Reich – qui compte donc, au total, un nombre de Juifs supérieur à celui de 1933. Une telle situation n'est pas tolérable pour les autorités nazies, qui optent désormais pour une politique d'émigration massive. Constitué au mois

Si les autorités nazies veulent désormais expulser les Juifs, les pays susceptibles de les accueillir ferment leurs portes. Les Etats-Unis renforcent leur politique de quotas. La France a d'abord assumé sa politique traditionnelle de terre d'asile, mais elle restreint peu à peu l'immigration. En 1934, ces réfugiés juifs allemands (ci-contre) quittent Paris pour la Palestine. Mais, après 1939, la puissance mandataire britannique limite aussi cette possibilité. La conférence d'Evian dévoile les réticences des gouvernements à accepter de nouveaux arrivants. Les instances internationales révèlent leur impuissance. «Personne n'en veut !», titre, en juillet 1938, l'organe du Parti nazi, le *Völkischer Beobachter*. Au printemps 1939, les passagers du *Saint-Louis* erreront plusieurs semaines à travers l'Atlantique, à la recherche d'un abri.

Devant les consulats, les Juifs de Vienne font la queue pour tenter d'obtenir des visas.

d'avril à Vienne et placé sous la responsabilité d'un jeune adjudant-chef de la S.S., Adolf Eichmann, le Centre d'émigration juive organise en six mois le départ forcé d'un quart des Juifs d'Autriche. Les Juifs sont également incités à quitter l'Allemagne : sur pression de l'Office central pour l'émigration juive, fondé à Berlin au mois de janvier 1939, plus de 80 000 Juifs émigrent au cours de cette même année. Mais l'annexion des Sudètes, puis l'occupation de la Bohême-Moravie en mars amènent une nouvelle population juive au sein du Reich.

Les pièces d'identité des Juifs du Reich (où les prénoms de Sarah ou d'Israël doivent être obligatoirement ajoutés aux prénoms d'origine) sont marquées du signe « J ».

En 1938 et pendant la première moitié de 1939, les deux politiques – ségrégation et expulsion – sont menées de pair. En effet, les persécutions ne cessent de s'aggraver contre ceux qui refusent de partir : l'« aryanisation » des entreprises commerciales et industrielles s'intensifie, les Juifs doivent faire apposer un tampon portant la lettre « J » sur leurs papiers d'identité, ils n'ont plus accès aux lieux publics… Ils sont, de plus en plus, traités en parias.

La «Nuit de cristal»

Dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938, un véritable pogrome se déchaîne à travers tout le Reich. Ces violences sont présentées comme une manifestation populaire spontanée après la nouvelle de l'assassinat d'un attaché militaire allemand, Ernst Vom Rath, abattu à Paris par un jeune Juif polonais, Hershl Grynzpan; mais il s'agit en réalité d'une opération commanditée par Goebbels. Plus de 7 000 magasins sont pillés, des synagogues incendiées, des milliers de personnes agressées – on compte 91 morts. Plusieurs centaines de Juifs sont arrêtés et envoyés en camp de

concentration. Le lendemain, des vitrines brisées jonchent le sol – d'où le nom de «Nuit de cristal». Les ruines des synagogues sont visibles dans toutes les grandes villes. Le gouvernement décide de frapper la communauté juive

d'Allemagne d'une amende collective de 1 milliard de marks, pour avoir causé ces dommages en «provoquant la juste colère du peuple allemand». La rupture du lien historique privilégié entre l'Allemagne et les Juifs est consommée. La vague d'émigration s'intensifie.

Mais de telles mesures d'expulsion, directes ou indirectes, vont-elles suffire alors que la conquête allemande de la Pologne, en septembre 1939, place sous domination nazie 2 millions de Juifs supplémentaires ? Goebbels écrit avec cynisme dans son journal, à l'automne 1939 : «La guerre nous offre toutes sortes de possibilités que la paix nous refusait.»

"Le premier événement a été l'incendie de la synagogue, à 4 heures du matin. Elle a été détruite jusqu'aux murs de clôture. [...] Il y avait aussi deux magasins juifs dont l'aménagement et le petit stock ont été entièrement détruits. Après avoir cassé les devantures et les vitres des maisons des autres Juifs, on a démoli et mis hors de service le mobilier. [...] Dans le district habitent en tout douze familles juives. Tous les hommes juifs de 15 à 70 ans ont été arrêtés par la police.**"**

Rapport des S.S. de Geldern, cité par Pierre Sorlin, *L'Antisémitisme allemand*, 1969

A gauche, au camp de Buchenwald, prisonniers arrêtés lors de la *Kristallnacht*. Au centre, synagogue saccagée à Eberswalde. Ci-dessus, vitrines brisées à Berlin.

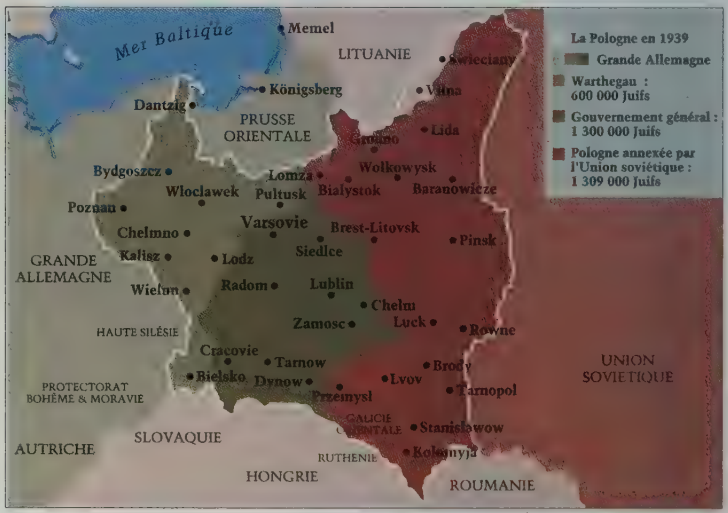
Convaincu que les gouvernements occidentaux, partisans de l'apaisement, resteront sans réaction, Hitler décide d'envahir la Pologne à la fin de l'été 1939. Pour les Juifs, cette date va marquer le début de l'épouvante : brutalités et massacres, transferts forcés, enfermement dans des ghettos, «mort lente» par misère physiologique et détresse morale...

CHAPITRE IV
1939-1942 : ÉVACUATIONS ET GHETTOÏSATION

«Des tramways juifs, peints en jaune, ont fait leur apparition, avec l'étoile juive de chaque côté et l'inscription : «Pour Juifs seulement.» [...] Le receveur est passible d'une amende d'un zloty s'il laisse monter un chrétien dans le tramway juif.»
Emmanuel Ringelblum, *Chronique du ghetto de Varsovie*
[A gauche, le mur du ghetto de Varsovie.]

La conquête de la Pologne met sous la coupe nazie plus de 2 millions de Juifs supplémentaires

Envahie par l'armée allemande le 1er septembre 1939, investie dans sa partie orientale par les troupes soviétiques le 17 septembre, la Pologne est écrasée en moins d'un mois. Elle se trouve même rayée de la carte de l'Europe en tant qu'entité indépendante. En effet, un protocole secret du pacte germano-soviétique signé le 23 août a prévu son partage : à partir du 28 septembre 1939, elle est divisée entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique, tandis que la Lituanie annexe la région de Vilna.



Des violences antijuives éclatent dès le déclenchement des hostilités. Pillages, incendies, viols, exécutions sommaires sont commis en grand nombre par des membres de la S.S. armée (*Waffen S.S.*), formations militaires nazies s'étant jointes à l'armée régulière. Ces unités se complaisent tout particulièrement dans des gestes d'humiliation : couper les papillotes des Juifs religieux, les fouetter, obliger leurs femmes à se déshabiller en public. Dans

"Ce serait faire fausse route que de massacrer quelques dizaines de milliers de Juifs et de Polonais car, compte tenu de la masse que représente toute la population, nous ne pourrons ni détruire la nation polonaise, ni éliminer les Juifs. Au contraire, la façon dont se déroulent les massacres complique les choses et rend la situation plus critique qu'elle ne l'aurait été si on avait agi en réfléchissant et en allant droit au but."

Johannes Blaskowitz, commandant en chef des opérations à l'Est, 1939

[Ci-dessus, carte de l'occupation de la Pologne en 1939.]

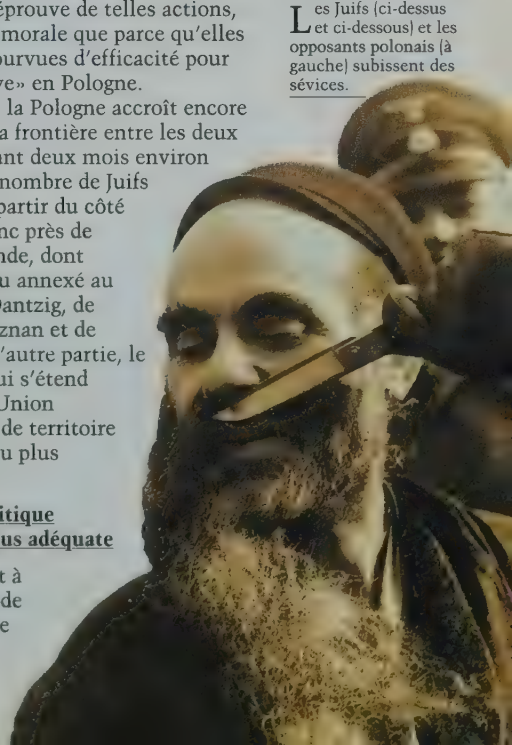
Les Juifs (ci-dessus et ci-dessous) et les opposants polonais (à gauche) subissent des sévices.

les rangs de l'armée, on réprouve de telles actions, non pas tant par souci de morale que parce qu'elles apparaissent comme dépourvues d'efficacité pour résoudre la «question juive» en Pologne.

En effet, la conquête de la Pologne accroît encore l'ampleur du problème. La frontière entre les deux zones reste ouverte pendant deux mois environ et on estime à 300 000 le nombre de Juifs polonais qui décident de partir du côté soviétique : il en reste donc près de 1 800 000 en zone allemande, dont 600 000 dans le Warthegau annexé au Reich (les territoires de Dantzig, de Prusse occidentale, de Poznan et de Haute-Silésie orientale); l'autre partie, le Gouvernement général qui s'étend jusqu'aux frontières de l'Union soviétique (avec le statut de territoire occupé), en compte un peu plus de 1 300 000.

Face à ces effectifs, la politique adoptée jusque-là n'est plus adéquate

Les actes législatifs visant à l'exclusion des Juifs hors de la société environnante ne suffisent plus ; de même, exercer des pressions pour les faire émigrer



individuellement hors de la sphère d'influence du Reich ne semble guère réaliste. Dorénavant, ce sont des opérations policières d'une extrême brutalité et des actes de violence meurtrière perpétrés à une échelle sans commune mesure avec ceux de l'année 1938 qui vont bouleverser la vie des Juifs soumis à la domination de l'Allemagne hitlérienne. Et cela d'autant plus qu'aux yeux des nazis les Juifs de l'Est européen sont au dernier niveau de la hiérarchie humaine, plus bas encore que les Juifs allemands ; il s'agit pour eux d'une véritable sous-humanité (*Untermenschtum*) à traiter sans pitié.

Sur la poitrine de ces Juifs exécutés en novembre 1939 à Lodz, place du Marché Balucki, une pancarte en allemand : «Cet homme a été exécuté en tant que criminel.» Ci-dessous, des S.S. obligent des Juifs à creuser leur propre tombe (à droite), puis à se déshabiller (à gauche), avant de les fusiller.

En septembre 1939, Himmler, *Reichsführer* de la S.S., fonde le Bureau central pour la sécurité du Reich, le RSHA, dirigé par Heydrich. Au sein du RSHA, le bureau IV de la Gestapo comprend un service spécial chargé des questions juives, confié à Eichmann. Dès le début de l'occupation de la Pologne, Heydrich se considère comme le principal responsable de la politique antijuive en Europe de l'Est ; il se veut

indépendant de l'armée, n'ayant de comptes à rendre qu'à Hitler, par l'intermédiaire de Himmler.

Transferts forcés de populations : des campagnes vers les villes

Le 19 septembre 1939, Heydrich décide d'expulser les Juifs des régions en majorité germanophones (y compris celles du Warthegau) et de les chasser des campagnes polonaises pour les concentrer dans les grandes villes du Gouvernement général, où ils seront ensuite parqués dans des quartiers séparés.

Selon l'historien Raul Hilberg, les exécuteurs «jouaient un rôle bien précis dans la formulation des mesures antijuives ou dans leur application. Celui qui participait à cette action avait, dans la plupart des cas, pleinement conscience de la fonction qu'il exerçait et imputait celle-ci à sa position et à ses obligations».

La bureaucratie nazie prévoit ainsi de reconstituer le ghetto médiéval.

On entreprend tout d'abord de réunir les Juifs polonais dans des «points de rassemblement»; les unités mobiles (*Einsatzgruppen*) procèdent donc à des opérations de «nettoyage» qui s'accompagnent de mises à sac de maisons, d'incendies de synagogues et d'exactions physiques à l'encontre des personnes. Les communautés juives de moins de 500 personnes sont dissoutes et leurs membres regroupés dans les villes voisines. Là, un Conseil des anciens (*Altestenrat*, souvent appelé plutôt *Judenrat*) est institué. Composé de personnalités influentes des communautés – rabbins, notables, hommes d'autorité… –, il est responsable de la parfaite exécution des ordres des forces d'occupation.

Recenser et rassembler tous les Juifs de Pologne

A partir du 11 décembre 1939, tout changement de domicile est interdit aux Juifs, qui doivent respecter un couvre-feu institué entre vingt et une heures et cinq heures du matin. On organise, dans le même temps, leur recensement. Leurs pièces d'identité sont frappées d'un tampon spécial. Depuis le 23 novembre

“Les déportés [vers Lublin] ont dû abandonner la totalité de leurs biens. Certains se sont vu enlever leurs manteaux, en particulier ceux qui avaient voulu en mettre plusieurs pour se protéger contre le froid. Ils n'ont pu emporter aucun argent. […] Ils ont été dirigés vers les villages de Piaski, Glusk et Belcyka, à 25-30 kilomètres de Lublin. Hommes, femmes et enfants ont dû gagner ces villages par des routes profondément enneigées et par moins 22 degrés de froid. Sur les 1 200 déportés de Stettin, 72 personnes succombèrent pendant la marche, qui dura plus de quatorze heures.**”**

Rapport anonyme cité par Léon Poliakov, *Bréviaire de la haine*

1939, ils doivent arborer un brassard blanc avec une étoile de David bleue ; dans le Warthegau, ils sont astreints au port de deux étoiles jaunes cousues l'une sur le côté gauche de la poitrine, l'autre dans le dos.

Ainsi s'organise le processus de concentration des Juifs de Pologne, qui concerne également les Juifs d'Allemagne, d'Autriche et du «protectorat de Bohême-Moravie» : on décide de les expulser, ainsi que les Tsiganes, et de les expédier vers le Gouvernement général de Pologne. Des trains en provenance de l'Ouest commencent à arriver, suscitant l'inquiétude du gouverneur Hans Frank, furieux de cet afflux et jaloux de la toute-puissance de Heydrich dans ce qu'il considère comme son fief. Cependant, dans les projets des dirigeants nazis, cette concentration ne constitue qu'une étape transitoire permettant de rassembler tous les Juifs de Pologne avant de les expédier vers une nouvelle destination.

Le gouverneur général de Pologne, Hans Frank, est surnommé ironiquement le «roi Frank» et «Stanislas le Retardataire» par les services de Himmler et de Heydrich. Page de gauche, un village polonais incendié par les Allemands ; au centre, un Juif polonais du Gouvernement général portant le brassard blanc avec l'étoile de David bleue. Ci-dessus, Juifs évacués d'un petit village vers le ghetto de Glinice à Radom.

La «réserve de Lublin»

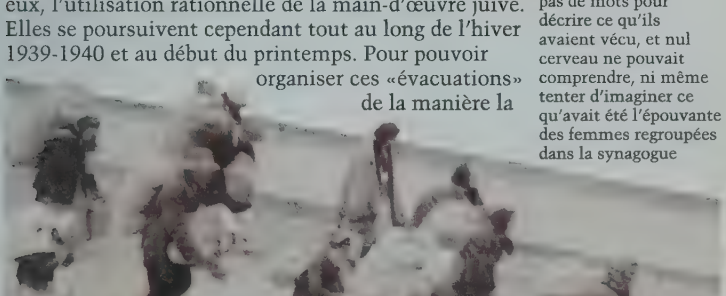
L'idée est alors de les installer dans une sorte de «réserve juive» (*Judenreservat*) établie dans la région de Lublin, où ils seraient assujettis au travail forcé : assécher des marais, construire des routes,

travailler dans des carrières... A partir de la fin de l'automne 1939, on commence à transférer autoritairement des milliers de personnes, dans des conditions d'extrême brutalité : les déportés doivent abandonner leurs maigres biens et ne peuvent emporter avec eux ni literie, ni vaisselle, ni vivres ; à de rares exceptions près, ils gardent seulement les vêtements qu'ils portent sur eux. Ils partent souvent à pied, en de longues marches difficiles sur les routes enneigées, par des températures glacées. Nombreux sont ceux qui tombent en chemin.

Plusieurs communautés importantes sont, en partie, expulsées : ainsi celle de Radom, dont les membres sont néanmoins autorisés, pendant quelques mois, à aller s'établir dans toute ville de leur choix à l'intérieur du

Hans Frank déclare à Berlin à l'automne 1940 : « Tous ces Juifs ne sont pas inutiles de notre point de vue. [...] Si difficile à croire que ce soit, il y a vraiment là-bas [en Pologne] des Juifs qui travaillent et sont employés dans les transports, la construction ou comme artisans. » Ci-dessous, des Juifs du Warthegau déblaient les rues ; ci-dessous, des Juifs du Gouvernement général égalisent les berges d'un fleuve.

Gouvernement général. Hans Frank et plusieurs généraux de l'armée allemande protestent contre ces «déportations chaotiques» (*Wilde Deportationen*), dont ils réprouvent le désordre qui désorganise, selon eux, l'utilisation rationnelle de la main-d'œuvre juive. Elles se poursuivent cependant tout au long de l'hiver 1939-1940 et au début du printemps. Pour pouvoir organiser ces «évacuations» de la manière la plus rationnelle, il importe que les Juifs soient réunis en un même lieu, non loin des voies ferrées lorsqu'il s'agit d'un endroit situé à quelque distance de la région de Lublin. Le processus de «ghettoïsation» s'intensifie.



L'établissement des ghettos devient une politique systématique

Les premiers sont constitués dans le Warthegau pendant l'hiver 1939-1940 : le plus important est celui de Lodz, fondé en

66Ils n'avaient plus rien et avançaient, visages sombres, lèvres closes. Ils ne voulaient pas raconter. Il n'y avait pas de mots pour décrire ce qu'ils avaient vécu, et nul cerveau ne pouvait comprendre, ni même tenter d'imaginer ce qu'avait été l'épouvante des femmes regroupées dans la synagogue avant l'expulsion. [...] Ceux qui avaient de l'argent et la possibilité de fuir étaient partis à temps à Varsovie. Les autres confectionnaient des sacs, emballaient l'essentiel et attendaient. A vrai dire, il ne restait pas grand-chose à emballer. Les meubles avaient été confisqués.**99**

Simha Guterman, *Le Livre retrouvé*

avril 1940. Au cours du printemps, des ghettos apparaissent dans le Gouvernement général, et celui de Varsovie est créé en octobre 1940. En 1941, ce sera le tour de Cracovie, Lublin, Czestochowa, Kielce; puis, après la conquête allemande de la Galicie, celui de Lwow, le troisième en importance pour toute la Pologne. La création de ces quartiers fermés est due dans un premier temps à des initiatives décentralisées et n'obéit pas à un plan d'ensemble; elle s'effectue cependant de manière à peu près semblable partout.

On organise brutalement, après l'avoir préparé en secret, un gigantesque déménagement pour obliger les Juifs de la ville à quitter leur domicile, dans la hâte et la confusion, en abandonnant la plupart de leurs biens, et à aller s'entasser dans les taudis surpeuplés du quartier le plus dégradé de la ville – où se trouve déjà, la plupart du temps, une forte population juive et d'où l'on fait partir tous les Polonais et les «Allemands ethniques».

Tout autour du ghetto, on installe une clôture comme à Lodz ou on construit un mur de briques comme à Varsovie, Cracovie et Radom, gardés par des détachements de police. Les Juifs n'ont pas le droit de sortir de cette enceinte, sauf s'ils sont munis d'un laissez-passer spécial : les contacts avec le monde extérieur sont strictement réglementés et réduits au minimum. Le nombre des lignes téléphoniques est limité ainsi que les bureaux de banque.

A l'intérieur du ghetto, les habitants sont contrôlés par la Gestapo et par la police criminelle, la Kripo, chargée de réprimer les délits de droit commun et la

«Imaginez le tiers de la population d'une grande ville parcourant les rues en un flot sans fin, poussant ou tirant des carrioles, les gens charriant parfois sur leur dos tout ce qui leur appartenait, et se dirigeant depuis tous les secteurs de la ville vers un petit quartier. [...] Aucune aide ne devait nous être fournie. Dans le ghetto, le chaos était indescriptible. Des milliers de personnes se précipitaient pour trouver un lieu où habiter. Tous les logements étaient déjà pleins, mais d'autres gens arrivaient encore, et l'on trouvait quand même de la place...

contrebande. «Chaque ghetto constituait une cité-Etat captive, [et] devait résoudre par lui-même une multitude de problèmes internes, tout en dépendant du monde extérieur pour sa subsistance élémentaire», écrit l'historien Raul Hilberg.

... Des enfants déambulaient, perdus, en pleurs, des parents couraient de tous côtés à leur recherche, leurs cris noyés par le vacarme assourdissant d'un demi-million de personnes déracinées.»

Toshia Bialer, *Recollections*, 1943

A Varsovie, on modifie l'itinéraire de plusieurs lignes de tramway afin d'éviter que des passagers non juifs traversent le ghetto (en haut, à gauche). L'enfermement se double d'une soumission absolue à l'autorité allemande. Ci-contre, contrôle S.S. dans le ghetto.

Survivre : le rôle du Judenrat

En mars 1941, le ghetto de Varsovie rassemble 445 000 personnes. Le *Judenrat*, dirigé par Adam Czerniakow (qui se suicidera le 23 juillet 1942, lors des premières déportations), sert d'intermédiaire entre ces habitants et les autorités d'occupation dont il doit faire exécuter les ordres. Il s'appuie sur près de 6 000 employés, dont un service d'ordre juif, le *Jüdischer Ordnungsdienst*, souvent appelé «police juive» (en haut, à gauche). Le *Judenrat* a aussi la responsabilité de la distribution des cartes de rationnement et de la répartition de la nourriture dans les cantines populaires (en bas, à gauche), celle de l'affectation des logements, de la perception des impôts, de la gestion des écoles et des soins médicaux. Il organise les groupes de travail, à l'intérieur du ghetto et à l'extérieur (ci-contre), tous contrôlés par les nazis. «Les dirigeants, écrit l'historien Michaël Marrus, devaient faire face à l'implacable dilemme de la "responsabilité collective". [...] Il ne faut donc pas s'étonner si ceux qui restèrent à leur poste se soumirent avec servilité aux ordres nazis et réclamèrent que l'ordre règne.»

Tenter de vivre

Les Juifs des ghettos polonais organisent des bibliothèques et des salles de concerts, célèbrent des offices religieux (ci-contre), tiennent des réunions politiques, publient des journaux malgré la pénurie de papier et les contrôles incessants. La bibliothèque du ghetto de Vilna compte 45 000 volumes. Un habitant du ghetto de Lodz, Lucjan Dobroszycki, souligne que «le besoin de musique est particulièrement intense, et de petits centres où l'on cultive l'harmonie sont apparus au fil du temps. [...] Des cercles presque familiaux se constituent pour fournir à un modeste niveau une nourriture spirituelle. Poètes et romanciers lisent leurs œuvres. On récite les classiques». A Varsovie, autour de l'historien Emmanuel Ringelblum, un petit groupe note tous les détails de la vie (à gauche, le marché du ghetto de Varsovie) afin de constituer un fonds d'archives et de témoigner pour l'avenir. Les feuilles sont enterrées dans des jarres ou des boîtes de métal (certaines seront retrouvées après la guerre). Des militants s'efforcent de développer une vie politique. Ils seront les initiateurs des insurrections.

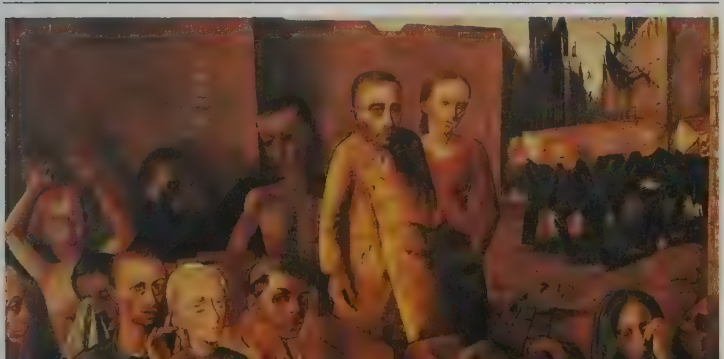
Pauvreté et famine : le piège mortel du ghetto

Il est extrêmement difficile, en effet, d'assurer l'alimentation de milliers de personnes privées d'emploi et, dans leur grande majorité, dépourvues de ressources, d'autant plus qu'elles se sont vu confisquer leurs biens, déclarés officiellement «abandonnés» après leur entrée dans le ghetto. Leurs anciennes habitations, mais également les meubles et la vaisselle qu'elles ont laissés derrière elles lorsqu'elles ont dû partir brusquement, vont grossir les caisses des forces d'occupation. De la même manière, les entreprises appartenant à des Juifs – essentiellement des ateliers d'artisanat et de petites usines – sont liquidées ou vendues à bas prix à des «Allemands ethniques». Quant à ceux qui ont réussi à emporter quelques biens avec eux, des bijoux notamment, ils ont bien du mal à les soustraire à l'avidité de la Kripo.

Par ailleurs, de nombreux Juifs sont enrôlés pour le travail obligatoire, dont le principe, institué dans le Gouvernement général par le décret du 26 octobre 1939, est réactivé dans les ghettos. Il peut s'agir de tâches de nettoyage ou de ramassage

"On ne peut rien voir de pire dans le ghetto que ces foules de visages décharnés dont toute couleur a disparu. Certains ressemblent à des cadavres qui auraient été mis en terre quelques semaines plus tôt."

Abraham Lewin, *Journal du ghetto de Varsovie*

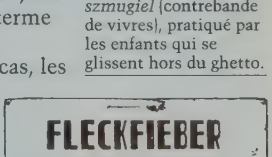


des ordures municipales, organisées au jour le jour et pour lesquelles on «recrute» autoritairement les Juifs dans les rues, ou encore d'emplois à plus long terme dans des entreprises privées, à l'intérieur ou à l'extérieur du ghetto. Mais dans l'un et l'autre cas, les habitants des ghettos ne sont pratiquement pas rémunérés et leurs employeurs ont toute latitude pour les exploiter librement. Le nombre de ces travailleurs, de plus en plus épuisés, ne cesse de croître.

En outre, les autorités allemandes réduisent progressivement l'approvisionnement des ghettos en nourriture et en combustible. Ce rationnement doit être analysé dans le cadre de celui que subit alors l'ensemble de l'ex-Pologne : tout ce qu'il est possible d'y prélever est expédié en Allemagne ; situés tout au bas de l'échelle, les Juifs sont évidemment soumis au sort le plus pénible, et peu à peu réduits à la famine.

Les ghettos vont devenir ainsi un piège mortel, où des Juifs par milliers vont mourir de faim et de froid. En 1940, ils sont encore perçus, cependant, comme une solution transitoire avant une opération d'«évacuation» massive dont la destination n'apparaît pas très clairement.

Des familles entières survivent grâce au *szmugiel* (contrebande de vivres), pratiqué par les enfants qui se glissent hors du ghetto.



«Mère, je ne te reviendrai pas, / Même plus comme une voix lointaine. / La poussière de la rue est mon tombeau, / Le destin de ton enfant est scellé, / Et sur mes lèvres / Un unique souci reste figé / Qui, délice de mon âme, / T'apportera un bout de pain, demain ?»

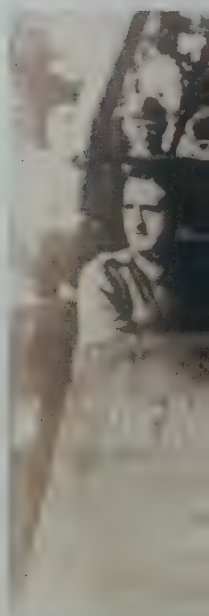
Henryka Lazowert, *Le Petit Szmugler*

«Parquer tous les Juifs sur une grande île» : le «plan Madagascar»

Sur cette pancarte, on lit : «Les Russes doivent mourir pour nous permettre de vivre.» Les nazis partent en croisade contre la «pieuvre bolchevique» et la «conspiration juive mondiale».

Diverses éventualités sont envisagées, parmi lesquelles le «plan Madagascar» semble l'une des plus sérieuses. La guerre éclair a été un véritable succès pour l'armée allemande et la France est vaincue à son tour au printemps 1940 après quelques mois de «Drôle de guerre». Dès lors, le gouvernement hitlérien envisage, sur proposition de Hans Frank, une nouvelle solution à la «question juive» : transporter sur l'île de Madagascar plusieurs millions de Juifs, qui s'y établiraient dans une colonie de peuplement soumise à l'autorité de membres de la S.S. L'idée est déjà ancienne, mais la défaite de la France la rend peut-être réalisable, puisque les nazis envisagent de contraindre celle-ci à leur céder Madagascar. On prévoit, sur quatre ans, le transfert de 4 millions de Juifs qui devront assumer leurs frais de voyage et le coût de la colonisation des terres sur cette île de 50 000 kilomètres carrés largement recouverts par la jungle.

Mais la défaite de la France ne suffit pas à la concrétisation d'un tel plan – qui suscite l'enthousiasme des dirigeants nazis et de Hitler lui-même. Celle-ci nécessiterait aussi l'écrasement de la Grande-Bretagne, qui contrôle les voies maritimes menant à l'océan Indien. Même si Eichmann continue à y travailler activement pendant quelques mois, ce projet est pratiquement abandonné à partir de l'automne 1940. En mars 1941, les transferts de Juifs en direction du Gouvernement général et les «évacuations» vers la région de Lublin sont interrompus. Le programme d'émigration forcée s'efface progressivement.



Hitler lance l'«opération Barbarossa» contre le «judéo-bolchevisme»

La rupture du pacte germano-soviétique va offrir aux nazis de nouvelles possibilités. Le *Führer* conçoit l'«opération Barbarossa» (du nom de l'empereur

germanique Frédéric Barberousse) comme le début d'une guerre d'anéantissement (*Vernichtungskrieg*) du «judéo-bolchevisme» contre lequel il mène une lutte sans merci. Son succès doit permettre de réaliser deux objectifs majeurs – la conquête de l'«espace vital» à l'Est et la solution de la «question juive» –, en surmontant la conséquence paradoxale des victoires successives des troupes allemandes : le nombre croissant de Juifs dans les territoires qu'elles ont envahis et dominés.

Il ne s'agit donc pas, aux yeux de Hitler, d'une guerre conventionnelle entre deux Etats, mais d'un conflit à mort entre deux «conceptions du monde» radicalement différentes, défendues par deux «races» que tout oppose. C'est dans ce contexte que, le 22 juin 1941, les troupes allemandes envahissent l'Union Soviétique.

«Les Juifs auront leur propre police, leurs postes et leurs chemins de fer. Mais l'administration politique reposera entre les mains allemandes. Ainsi, les Juifs resteront des otages entre nos mains, garantissant une attitude convenable de la part de leurs congénères en Amérique. [...] On pourra utiliser pour notre propagande la grandeur d'âme dont fait preuve l'Allemagne en accordant aux Juifs une autonomie culturelle, économique et administrative, tout en soulignant que notre sens des responsabilités nous interdit de gratifier d'un Etat indépendant une race qui, depuis des millénaires, n'a plus connu l'indépendance.»

Franz Rademacher, spécialiste des questions juives au ministère allemand des Affaires étrangères et partisan du «plan Madagascar», note du 3 juin 1940

Le «plan Madagascar», vite abandonné, connaît cependant un début de réalisation. Fin octobre 1940, tous les Juifs du pays de Bade et du Palatinat sont embarqués dans des trains en direction de la France. Le gouvernement de Vichy, après avoir vainement protesté, finit par les accepter... derrière les barbelés du camp de Gurs (en haut, à gauche).

Les 29 et 30 septembre 1941, 33 771 Juifs de la région de Kiev sont massacrés dans le ravin de Babi Yar. Après les avoir fait s'aligner au bord du fossé, des membres de l'*Einsatzgruppe C* les abattent d'une balle dans la nuque. «C'était du travail à la chaîne, sans faire de différence entre les hommes, les femmes et les enfants», peut-on lire dans le rapport d'un chauffeur. Ici, actions des *Einsatzgruppen* en Ukraine et dans les pays baltes].

Les massacres perpétrés par les Einsatzgruppen

Au cours de négociations menées au mois de mai 1941, les autorités militaires et le RSHA ont pris la décision d'organiser des forces mobiles spéciales se déplaçant à l'arrière des armées et chargées de fusiller sur place, sans jugement préalable, les cadres du Parti communiste soviétique ainsi que les Juifs se trouvant dans les territoires nouvellement conquis. Quatre

Einsatzgruppen sont ainsi mis sur pied, avec un effectif total de 3 000 hommes. La plupart d'entre eux proviennent des rangs de la police de sécurité, de la police d'ordre et de la *Waffen S.S.*; on recrute également, sur place, des unités de police auxiliaire locale parmi les originaires des pays baltes et les Ukrainiens. A la tête de ces «groupes

d'intervention», se trouvent des officiers dont beaucoup sont membres de professions libérales ou exerçaient avant guerre des métiers intellectuels ; ils vont mettre toutes leurs compétences au service de leur nouvelle mission et devenir des «tueurs efficaces», massacrant parfois des communautés entières dans des forêts ou des carrières.

La plupart des victimes (estimées à près de 800 000 entre juin 1941 et janvier 1942) sont fusillées au bord de fossés qu'elles ont dû elles-mêmes creuser ; d'autres sont brûlées vives, comme à Minsk ; d'autres encore sont noyées, notamment sur les bords de la mer Noire. A partir de l'automne 1941, les responsables des *Einsatzgruppen* procèdent à des asphyxies par les gaz d'échappement de camions à moteur Diesel dirigés à l'intérieur des véhicules au lieu d'être évacués vers l'extérieur. La politique d'extermination systématique des Juifs européens est en marche.

PALAI

« Ce sujet doit être abordé entre nous, en toute franchise, mais nous n'en ferons jamais mention en public. Je veux parler de la liquidation des Juifs, de l'extermination de la race juive. C'est une question dont il faudrait pouvoir parler librement : les Juifs doivent être exterminés. C'est notre programme et nous devons l'appliquer. »

Heinrich Himmler,
Discours prononcé le 4 octobre 1943
devant des généraux S.S.

CHAPITRE V
LA «SOLUTION FINALE»

Le piège se referme sur les Juifs d'Europe, parfois avec la complicité des gouvernements. Ici, le «transport», dans des wagons de marchandises, de Juifs du ghetto de Lodz. A gauche, les autobus utilisés à Paris pour la rafle du Vél' d'Hiv (juillet 1942), prélude au transfert «vers l'Est»

La constitution des *Einsatzgruppen* ne représente qu'une étape dans l'escalade du massacre organisé des Juifs d'Europe. Les assassinats perpétrés par ces groupes mobiles de tuerie sont alors limités géographiquement et, en outre, ceux qui les exécutent semblent parfois les supporter difficilement. Himmler lui-même détourne les yeux quand il assiste à une fusillade de masse à Minsk. On pourrait craindre des accès de faiblesse... Il faut donc viser à plus d'efficacité et franchir un nouveau pas pour organiser progressivement une entreprise d'extermination systématique, menée à grande échelle avec les procédés technologiques les plus modernes. Il n'y aura pas d'effusion de sang et la responsabilité, répartie entre une myriade de décisionnaires et d'exécutants, sera ainsi diluée.

Bannir les Juifs «loin vers l'Est», définitivement

Cette décision est arrêtée au plus haut niveau de l'Etat, même si on n'a pas retrouvé d'ordre écrit de Hitler à ce sujet et même si on ne peut en dater la genèse avec une extrême précision – entre le printemps et l'automne 1941.

Le 31 juillet 1941, Goering adresse à Heydrich un ordre écrit lui enjoignant d'entreprendre des préparatifs pour aboutir à la «solution finale» (*Endlösung*) de la «question juive». Il n'est pas certain que cette expression – utilisée depuis 1940 dans divers documents administratifs – ait la même signification que celle qu'elle aura par la suite, puisque Goering envisage encore, dans ce texte, «l'émigration ou l'évacuation». Il s'attend certainement à ce que l'Allemagne remporte sur l'Union soviétique une

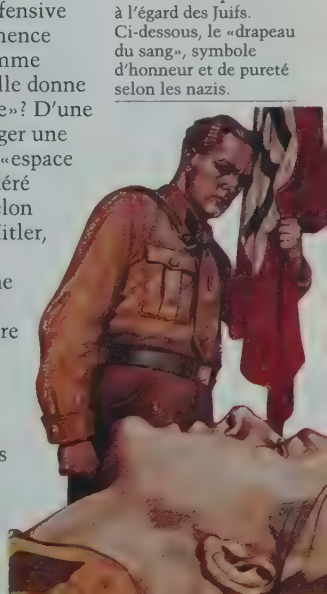
victoire rapide et totale, qui lui permettrait de bannir les Juifs d'Europe loin vers l'Est, au-delà de l'Oural. Cependant, il exprime le souhait de mener à bien une «solution globale» (*Gesamtlösung*) du problème. Et ce faisant, il s'adresse à Heydrich, chef de la police et des services de sécurité de la S.S.

L'échec de l'offensive sur le front de l'Est

Moins d'un mois plus tard, Eichmann évoque à son tour «une solution finale imminente, [...] déjà en préparation». Et, le 18 septembre 1941, une lettre de Himmler annonce la décision de Hitler de déporter «vers l'Est» tous les Juifs se trouvant sur l'ensemble des territoires soumis au joug nazi, non plus dans l'objectif de les expulser par la suite, une fois la guerre terminée, vers un territoire lointain nouvellement conquis par l'Allemagne, mais pour s'en débarrasser définitivement.

Cette décision n'est certes pas étrangère à l'évolution de la situation militaire sur le front de l'Est. Dès la fin de l'été 1941, l'échec de l'offensive éclair allemande en Union soviétique commence à apparaître clairement. Peut-on penser, comme l'historien Philippe Burrin, que cette nouvelle donne «a pu créer les conditions du passage à l'acte»? D'une part, parce qu'il n'est plus possible d'envisager une solution territoriale à la «question juive», l'«espace vital» allemand ne pouvant plus être considéré comme extensible. D'autre part, toujours selon Philippe Burrin, parce que «l'intention de Hitler, telle qu'il l'exprime dès les années 1930, a toujours été conditionnelle : si l'Allemagne devait subir une nouvelle défaite, il la ferait payer très cher aux Juifs. A l'été 1941, il entre donc dans une logique complètement phantasmatique. Il se persuade qu'en tuant les Juifs, dans une sorte de sacrifice sauvage et fétichiste, il leur fait expier le sang allemand versé et contribue en même temps au renversement de la situation militaire. Il signe ainsi sa volonté de lutte à outrance. Il reprend l'initiative qui lui échappe militairement, en même temps qu'il se

En 1940, le cinéaste Veit Harlan réalise *Le Juif Süss*, avec le soutien de Goebbels, ministre de la Propagande. Dévoyant l'histoire de J. Süss Oppenheimer, financier du duc de Wurtemberg au XVIII^e siècle, c'est en fait une incitation au meurtre des Juifs. La scène finale montre l'exécution de Süss, sous les acclamations de la foule (à gauche). Himmler ordonne que «la S.S. et la police voient ce film». Lorsque se prépare une déportation, une projection est organisée, sans doute pour décourager tout sentiment de pitié à l'égard des Juifs. Ci-dessous, le «drapeau du sang», symbole d'honneur et de pureté selon les nazis.

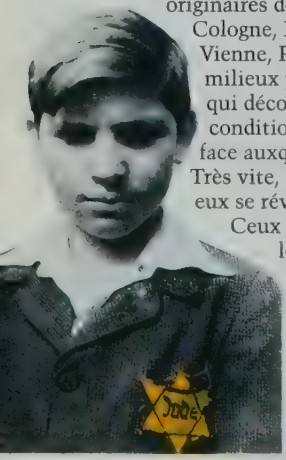


venge par avance d'une défaite possible». Le fanatisme idéologique se conjugue aux difficultés de la situation – impasse militaire et impossibilité de toute solution territoriale –, que les nazis ne contrôlent plus même si ce sont eux qui l'ont créée.

Premières déportations des Juifs du Reich

L'ordonnance du 21 septembre 1941 stipule que, dans tout le Reich, les Juifs de plus de six ans devront désormais porter sur leur vêtement un signe distinctif, une étoile jaune à six branches avec en son centre la mention *Jude*. Le 23 octobre, l'émigration des Juifs est interdite à travers toute l'Europe soumise à la domination allemande.

Organisées directement par Heydrich et Eichmann, les déportations des Juifs du Reich commencent dès la mi-octobre 1941, sans que les populations locales, muselées politiquement et affaiblies par les privations de la guerre, n'émettent de protestations. Plus de 20 000 Juifs sont transférés dans le ghetto de Lodz, déjà surpeuplé et où la population souffre cruellement de la faim. Quelques semaines plus tard, 30 000 Juifs allemands, autrichiens et tchèques sont déportés vers Riga. Il s'agit, pour la plupart, de Juifs originaires de grandes villes (Berlin, Cologne, Francfort, Hambourg, Vienne, Prague...), souvent de milieux plutôt aisés et acculturés, qui découvrent avec stupeur les conditions de vie dans les ghettos, face auxquelles ils sont mal armés. Très vite, le taux de mortalité parmi eux se révèle particulièrement élevé. Ceux qui survivront subiront le sort des Juifs polonais.



Dans les dernières semaines de 1941, on commence la construction de deux nouveaux camps en Pologne, Belzec et Chelmno (là, les premiers gazages ont lieu le 8 décembre).

Sur le territoire du Reich, les rafles sont du ressort de la Gestapo; mais, dans la mesure où elle ne peut mener à bien cette tâche énorme, elle s'appuie sur la Police criminelle, la Police d'ordre, les S.S. et les S.A. des diverses villes. Elle exige également des responsables des communautés juives qu'ils établissent des listes et distribuent des convocations sur les lieux de rassemblement. Ci-dessus : en novembre 1941, ces Juifs de Stuttgart ont été rassemblés avant d'être déportés dans le ghetto de Riga.

Dans une première étape, les dirigeants des communautés juives peuvent parfois demander des sursis ou l'exemption pour certaines personnes. Puis les listes sont établies par les commissariats. On signifie aux Juifs que toute tentative de fuite est inutile et risque d'entraîner des mesures plus sévères. Ce jeune garçon et ce couple portant l'étoile jaune font partie des 73 000 Juifs vivant à Berlin à la fin de l'été 1941. La première «transplantation» (*Umsiedlung*) a lieu en octobre 1941 : un convoi d'un millier de Juifs de la capitale part pour Lodz.

Au moins 250 000 Juifs ont été déportés du territoire du *Reich-Protektorat* : 120 000 de l'ancien Reich, 50 000 d'Autriche et le reste du protectorat de Bohême-Moravie. On estime à moins de 2 000 le nombre de ceux qui ont échappé à la persécution.

La conférence de Wannsee : mise en place des rouages de l'extermination des Juifs d'Europe

Le processus d'extermination est donc déjà en cours de décision, sinon d'application pratique, lorsque Heydrich convoque une conférence interministérielle réunissant une quinzaine de hauts dignitaires de l'Etat et de «spécialistes» de la «question juive» – membres de l'administration, de la police, de la S.S., fonctionnaires des Affaires étrangères... – à Wannsee, dans les faubourgs de Berlin, le 20 janvier 1942. La réunion avait été initialement prévue pour le 9 décembre 1941, mais elle a dû être reportée en raison de la défaite allemande à l'ouest de Moscou et de l'entrée en guerre des Etats-Unis, à la suite de l'attaque japonaise de Pearl Harbor, le 7 décembre 1941. En l'absence de Himmler, Heydrich préside la conférence. Eichmann tient le rôle de secrétaire; revues par Heydrich, ses notes constitueront le procès-verbal officiel de la conférence de Wannsee.

Parmi les quinze participants à la conférence de Wannsee : le général S.S. Reinhard Heydrich (ci-dessous) et (au centre, de gauche à droite) le secrétaire d'Etat du Gouvernement général Josef Bühler, le lieutenant général S.S. Heinrich Müller, le lieutenant colonel S.S. Adolf Eichmann. En haut, à droite, la villa où se tient la conférence.

Chef der Sicherheitspolizei und des SD, ~~Obergruppenführer~~ H e y d r i c h , teilte eingangs seine Bestellung zum Beauftragten für die

Heydrich annonce d'emblée qu'avec l'aval du *Führer* la politique d'émigration des populations juives doit maintenant faire place à leur évacuation systématique «vers l'Est», où elles seront astreintes au travail forcé, dans le cadre de «grandes colonnes

Des extraits du procès-verbal de la conférence de Wannsee : ci-dessous, l'objet de cette conférence, présidée par Heydrich, est de «préparer la solution finale de la question juive». En bas : les Juifs seront organisés en «colonnes de travail»; les plus faibles seront «naturellement» éliminés. Page suivante, «le résidu devra être traité de manière appropriée».

Vorbereitung der Endlösung der europäischen Judenfrage durch den Reichsmarschall mit und wies darauf hin, daß zu dieser Besprechung geladen wurde,

de travailleurs, séparés selon le sexe, [...] avec l'encadrement voulu et des méthodes appropriées». Etant donné les conditions auxquelles elle sera soumise, il est certain qu'une grande partie de cette main-d'œuvre «s'éliminera tout naturellement par son état de déficience physique», au terme d'un «processus de sélection naturelle». Quant aux autres, «les éléments les plus résistants», il faudra éviter qu'ils puissent jamais constituer «les germes d'une nouvelle renaissance juive» et, pour ce faire, il importera de «leur appliquer un traitement approprié». Quant aux «inaptes au travail» – les enfants, les personnes faibles physiquement, les vieillards –, il est prévu de les parquer dans des «camps de transit» avant de les évacuer «plus loin encore vers l'Est».

«Personne ne réussira jamais à établir de façon précise combien, dans l'appareil nazi, *ne pouvaient pas ne pas savoir* les épouvantables atrocités qui étaient commises, combien savaient quelque chose, mais étaient en mesure de feindre l'ignorance, et combien encore avaient eu la possibilité de tout savoir, mais choisi le parti plus prudent de garder les yeux et les oreilles (et surtout la bouche) bien fermés.»
P. Levi, *Les Naufragés et les Rescapés*, 1989

im Zuge der Endlösung die Juden in geeigneter Weise im Osten zum Arbeitseinsatz kommen. In großen Arbeitskolonnen, unter Trennung der Geschlechter, werden die arbeitsfähigen Juden straßenbauend in diese Gebiete geführt, wobei zweifellos ein Großteil durch natürliche Verminderung ausfallen wird

Der allfällig endlich verbleibende Rest-
bestand wird, da es sich bei diesem zweifellos um
den widerstandsfähigsten Teil handelt, entsprechend
behandelt werden müssen, da dieser, eine natürliche
Auslese darstellend, bei Freilassung als Keimzelle

«Clarifier certains points fondamentaux [...] d'ordre organisationnel, pratique et matériel»

Les modalités de l'«évacuation» massive des Juifs sont précisées : il faudra commencer par le *Reich-Protektorat* et par le Gouvernement général de Pologne – où les nazis peuvent opérer librement –, puis «passer l'Europe au peigne fin», d'ouest en est, de façon à rafler tous les Juifs.

En effet, Heydrich prévoit d'élargir son champ d'action à l'ensemble de la population juive du continent, qu'il estime à 11 millions de personnes environ. S'il craint quelques difficultés dans les Etats du Nord, il n'envisage pas «de gros problèmes» en Europe de l'Ouest ni dans les pays méditerranéens.

Il aborde également les traitement spécifiques qui seront réservés à certaines catégories particulières : les Juifs allemands de plus de soixante-cinq ans ayant participé à la Première Guerre mondiale au sein de l'armée allemande, par exemple, seront acheminés vers un ghetto spécial établi dans le protectorat de Bohême-Moravie, à Theresienstadt (Terezin). Les participants à la conférence discutent d'autres points

zeit laufenden Evakuierungsaktionen ohnedies nicht evakuiert würden.

Staatssekretär Dr. B ü h l e r stellte fest, daß das Generalgouvernement es begrüßen würde, wenn mit der Endlösung dieser Frage im Generalgouvernement begonnen würde, weil einmal hier das Transportproblem keine übergeordnete Rolle spielt

précis, comme le sort à réserver aux *Mischlinge*, les «sang-mêlé», – qui pourraient avoir le «choix» entre l'évacuation ou la stérilisation –, et aux Juifs ayant contracté des unions exogamiques.

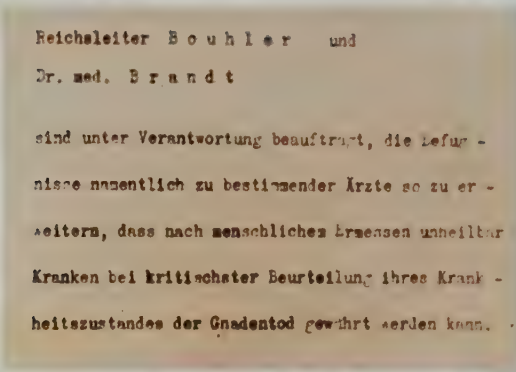
« Ces personnes âgées, parmi lesquelles de nombreux vétérans de la Première Guerre mondiale, sont des Juifs allemands partant pour Terezin en août 1942. Deux autres catégories les rejoindront : des Juifs du protectorat et des «Juifs importants», personnalités connues dont la disparition risquerait de soulever des questions gênantes. Il y aura ainsi de nombreux artistes à Terezin.

Le procès-verbal ne fait mention d'aucune protestation, d'aucune objection émanant des participants à la conférence. Les intervenants prennent la parole sur des «points pratiques» : le représentant du ministère de l'Intérieur propose la stérilisation d'office pour les *Mischlinge*, afin d'éviter «un travail administratif sans fin»; un autre insiste pour que les Juifs employés dans des entreprises importantes pour la production de guerre ne soient pas déportés tous ensemble, massivement, avant que l'on ait trouvé des remplaçants, afin de ne pas désorganiser le travail.

L'«opération T4», première opération de purification du Reich

Même s'il n'y a aucune comparaison possible sur le plan numérique, ni sur les raisons profondes qui ont été à l'origine de cet assassinat, il faut

Terezin va permettre aux nazis d'accréditer la version du transfert des Juifs dans des camps de travail, dont les vieillards sont «naturellement exemptés». Cette «ville-ghetto» sera présentée à des visiteurs officiels de la Croix-Rouge. La plupart des 140 000 Juifs expédiés là seront peu à peu transférés vers Auschwitz-Birkenau ou Treblinka et exterminés.



Reichsleiter Bouhler und

Dr. med. Brandt

sind unter Verantwortung beauftragt, die Befugnisse namentlich zu bestimmender Ärzte so zu erweitern, dass nach menschlichem Ermessen unheilbar Kranken bei kritischster Beurteilung ihres Krankheitszustandes der Gnadentod gewährt werden kann.

«Le *Reichsleiter* Bouhler et le docteur Brandt sont chargés, sous leur responsabilité, d'étendre les attributions de certains médecins qui devront être désignés nominativement. Ceux-ci pourront accorder une mort miséricordieuse aux malades qui auront été jugés incurables selon une appréciation aussi rigoureuse que possible.»

Adolf Hitler,
1er septembre 1939

signaler cependant que, dès l'été 1939, le gouvernement hitlérien a entamé la première opération concrète d'un «processus de purification» du Reich, en décidant la mise à mort des malades mentaux. Considérés comme des «enveloppes humaines vides», ces derniers apparaissent en effet aux tenants de la pureté raciale comme des «fardeaux vivants» indignes d'exister et nuisibles à la nation. Il est donc décidé de mettre fin à leur vie, dans le plus grand secret – d'où le nom de code, «opération T4», ainsi dénommée d'après l'adresse de ses bureaux, 4 Tiergartenstrasse, à Berlin. Depuis 1934 déjà, des «tribunaux de la santé héréditaire», composés surtout de médecins, ont mis en place un programme de stérilisations forcées que l'on estime avoir été appliqué à 360 000 personnes.

Désormais, il faut aller plus loin encore pour «préserver la santé de la nation». Les malades sont sélectionnés par une commission de contrôle constituée à la fois de médecins et de membres de l'administration nazie, surtout de la S.S. Très vite, les catégories

Les familles reçoivent des lettres circulaires les informant du décès de leur proche et de son incinération immédiate, «à cause des dangers de contamination».

visées sont de plus en plus nombreuses : malades mentaux, handicapés profonds, êtres porteurs de maladies congénitales et d'affections héréditaires, psychopathes, vieillards grabataires, «asociaux».

Ces personnes sont transférées dans l'un des six centres d'euthanasie dispersés à travers le pays, puis assassinées : après des essais d'injection de morphine ou de scopolamine, jugés peu concluants, on adopte la méthode du gazage au monoxyde de carbone, dans des chambres à gaz aménagées à cet effet. Les cadavres sont alors transportés dans un crematorium et brûlés.

Malgré la discrétion qui entoure cette opération, des rumeurs commencent à circuler. Les familles s'interrogent. Les cas de décès subit de malades se multiplient. Des membres du personnel parlent... Les Eglises allemandes s'émeuvent et, tant du côté catholique que protestant, des prélats prennent clairement position. Hitler doit se résoudre à ordonner l'arrêt de l'«opération T4», qui a déjà causé la mort de 70 000 personnes. Ce programme se poursuivra à une échelle plus petite : il fera, en tout, 100 000 victimes.

Même si elle n'a pas été menée jusqu'à son terme, l'«opération T4» est d'une extrême importance : elle marque la première mise en application d'une politique systématique d'élimination physique sur la base de l'«hygiène raciale». Plus encore, c'est dans ce cadre qu'ont été expérimentées les chambres à gaz. Une partie du personnel sera d'ailleurs réutilisée, du moins pendant un certain temps, dans les camps d'extermination.

Le gouvernement nazi développe une campagne pour souligner auprès de l'opinion le poids social des malades mentaux (collage ci-dessus). La propagande est utilisée à tous les niveaux. Un manuel scolaire de calcul pose le problème suivant : «La construction d'un asile d'aliénés coûte 6 millions de marks. Combien de nouvelles habitations à 15 000 marks pourrait-on construire avec cette somme ?» Des films prônent ouvertement l'élimination physique des «déments, des débiles, des grabataires». A la fin d'*Existence sans vie* de Schwenninger, une voix s'élève : «N'est-ce pas l'exigence de la charité : délivre ceux que tu ne peux guérir !» Ci-contre, la fumée du crematorium, au centre d'euthanasie de Hadamar, au cours de l'été 1941.

Secret et fiction autour des camps de travail «à l'Est»

En mars, puis en octobre 1942, deux autres conférences précisent les modalités pratiques de la «solution finale». Selon l'expression de Himmler, l'objectif est désormais d'«envoyer à l'Est autant de Juifs que cela est humainement possible», compte tenu, en particulier, des problèmes de transport. On utilise le chemin de fer et il faut mobiliser des milliers de convois, alors que le réseau de communications allemand est déjà surchargé. Il arrivera fréquemment que les priorités de la «solution finale» se heurtent aux nécessités militaires ; ce sont les premières qui l'emporteront.

On veille à maintenir le plus grand secret autour de la véritable finalité des transferts de Juifs «vers l'Est». Non seulement tous les documents et toutes les instructions concernant la «solution finale» sont marqués du tampon «très secret», mais on utilise un langage codé : «évacuation», «transport», «réinstallation» sont en réalité synonymes de déportation, et l'expression «traitement spécial» désigne en fait la liquidation physique.

Les Juifs de Lublin (ci-dessous) sont déportés entre le 17 et le 20 avril 1942, les derniers Juifs de Lodz le sont en 1944 (ci-dessus).

Les destinations ne sont pas dévoilées, la fiction des camps de travail est soigneusement entretenue.

Les déportations des Juifs d'Europe vers les centres de mise à mort s'organisent selon le schéma prévu, commençant par la Pologne et par les pays satellites – Slovaquie et Croatie. Les autorités nazies procèdent ensuite au rassemblement des Juifs d'Europe occidentale, tout en exerçant des pressions sur les différents gouvernements alliés ou «clients» de l'Allemagne, afin de s'assurer leur collaboration effective.

Mars 1942 : début de la déportation massive des Juifs de Pologne vers les camps d'extermination

Dans le Gouvernement général, l'«opération Reinhard» s'accompagne d'un gigantesque massacre perpétré sur place, à l'intérieur même des ghettos. Les autres Juifs de Pologne sont expédiés vers les camps d'extermination : au cours du printemps et de l'été 1942, les ghettos sont pratiquement vidés de leurs habitants. La déportation des Juifs de Varsovie commence à la fin du mois de juillet 1942, celle des Juifs de Lodz se poursuit pendant de longs mois. On considère que les cinq

Entre le 23 juillet et le 3 octobre 1942, 310 000 Juifs de Varsovie sont conduits sur l'*Umschlagplatz*, puis déportés dans le camp d'extermination de Treblinka. A l'automne, les différentes organisations politiques constituées dans le ghetto réussissent à s'entendre pour mettre à la tête de l'Organisation juive de combat Mordechai Anielewicz, jeune militant sioniste de gauche. Une deuxième vague de déportations commence le 18 janvier 1943. L'OJC ouvre le feu, bientôt rejointe par l'Association militaire juive : il y a des morts du côté allemand. Le 19 avril 1943 marque le début de l'insurrection des Juifs de Varsovie. Malgré l'inégalité des forces en présence, il faudra presque un mois au général S.S. Stroop pour l'écraser. Mais

finalement, les survivants devront se rendre (ci-dessus).

sixièmes des Juifs polonais ont été déportés au cours de la seule année 1942.

Entre mars et juin 1942, 55 000 Juifs de Slovaquie environ sont déportés, en deux tranches successives. La Roumanie compte, quant à elle, 700 000 Juifs et elle se caractérise par une tradition antisémite autochtone profondément enracinée. Ne voulant pas apparaître ouvertement comme un pays satellite de l'Allemagne nazie et sous l'influence de certains politiciens, elle répugne cependant à accepter la déportation des Juifs, à l'exception de ceux qui se trouvent dans les provinces annexées en 1918. C'est ainsi que les 300 000 Juifs de Bessarabie et de Bukovine sont emmenés vers la Transnitrie. Hitler accepte cette demi-mesure, vraisemblablement parce qu'il a besoin des troupes roumaines engagées sur le front de l'Est.

Les Juifs de Bessarabie et de Bukovine tombent entre les mains des nazis. 8 000 habitants de Iasi sont massacrés et les survivants déportés (à gauche). A partir du printemps 1943, les Juifs de la région de Salonique, la «métropole juive» (*Judenmetropole*) de Grèce, sont massivement déportés. A droite, les Juifs de Didimoteichon partant pour Treblinka.

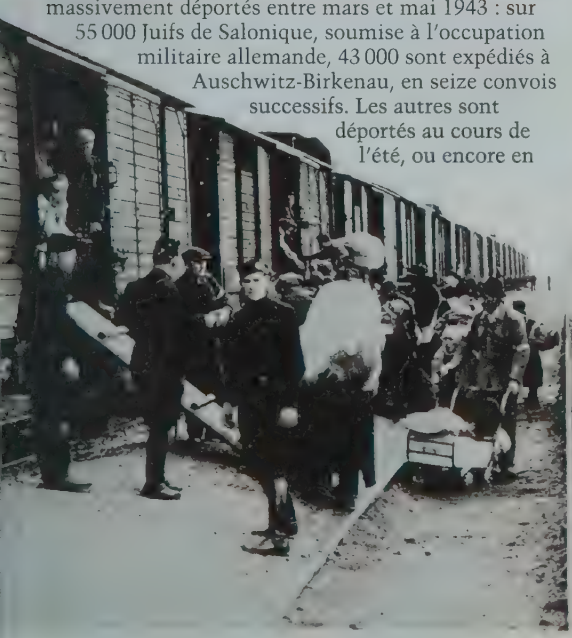
Juifs de Croatie, de Serbie, de Bulgarie et de Grèce

Déjà victimes, depuis l'été 1941, des Oustachis fascistes, et gazés dans des camions, les Juifs de Croatie sont déportés, à partir d'août 1942 et transférés «à l'Est». La Serbie est touchée à son tour en septembre 1942, mais relativement peu de Juifs sont déportés, la plupart étant assassinés sur place.

Allié au Troisième Reich, grâce auquel il a pu réaliser une grande partie de ses ambitions territoriales, le gouvernement bulgare adopte des lois antijuives mais, les projets de déportation soulèvent les protestations indignées d'une grande partie de l'opinion publique, relayée par des politiciens et des membres du clergé. Le roi Boris en personne intervient. Au début de 1943, Theodor Dannecker, jusqu'alors en poste à Paris, est chargé de vaincre ces réticences. Les déportations commencent au mois de mars, en Thrace et en Macédoine, récemment

La déportation des Juifs de Slovaquie (ci-dessous) débute le 26 mars 1942 ; les rafles sont effectuées par des S.S., aidés par la gendarmerie régulière slovaque et par des gardes Hlinka, mercenaires locaux payés à la journée. Craignant que les Eglises, en particulier, ne protègent les Juifs, le ministre de l'Intérieur prononce le jour même une allocution radiodiffusée incitant la population à ne pas se laisser attendrir par leurs «pleurnicheries».

rattachées à la Bulgarie. Les Juifs grecs sont massivement déportés entre mars et mai 1943 : sur 55 000 Juifs de Salonique, soumise à l'occupation militaire allemande, 43 000 sont expédiés à Auschwitz-Birkenau, en seize convois successifs. Les autres sont déportés au cours de l'été, ou encore en



Ainsi que vous en avez été informé verbalement, les Autorités Allemandes ont décidé de transférer dans les territoires de l'Est les Juifs résidant dans la région parisienne et appartenant aux catégories suivantes : apatrides allemands, autrichiens, tchécoslovaques, polonais, russes, réfugiés sarrois. Elles ont invité les Autorités Françaises à effectuer le rassemblement des Juifs appartenant à ces catégories dans des camps de la zone occupée d'où elles procèderont à leur transférement.

Pour le Chef du Gouvernement
Le Secrétaire Général à la Police

juillet 1944. Plusieurs centaines de Juifs de Rhodes (dépendante de l'Italie) sont noyés en mer.

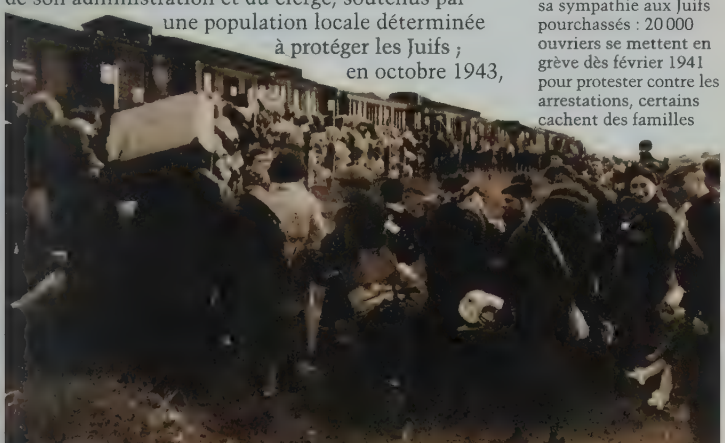
Les Juifs d'Europe occidentale ne sont pas épargnés

Le premier convoi de déportation quitte la France le 27 mars 1942 et le processus s'intensifie à partir de juillet. Le 22 juin 1942, Eichmann a informé le ministère allemand des Affaires étrangères du projet de déportation massive des Juifs des territoires occupés à l'ouest de l'Europe. Il concernerait près de 40 000 Juifs de France, 40 000 Juifs des Pays-Bas et 10 000 Juifs de Belgique. Ces effectifs feront plus que doubler au cours des mois suivants.

La Norvège, le Danemark et la Finlande ne comptent guère plus de 10 000 Juifs mais il ne peut être question, pour les nazis, de les laisser échapper. En novembre 1942 commencent les déportations de Norvège, occupée depuis le printemps 1941 : 760 Juifs de ce pays sont expédiés vers Auschwitz-Birkenau, avec l'accord du Premier ministre Quisling favorable à la collaboration avec le

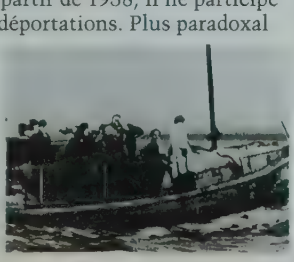
Note de René Bousquet, chef de la police du gouvernement de Vichy, en date du 15 juillet 1942, juste avant la rafle du Vél' d'Hiv.

Reich. 900 autres réussissent cependant à se réfugier en Suède, pays neutre qui leur ouvre ses frontières. Les nazis prévoient d'organiser la déportation des Juifs du Danemark, également asservi, mais ils se heurtent à l'opposition résolue du roi Christian, de son administration et du clergé, soutenus par une population locale déterminée à protéger les Juifs ; en octobre 1943,



500 d'entre eux sont envoyés à Terezin, mais les Danois mettent sur pied une gigantesque opération de sauvetage, par mer, et aident les autres à passer en Suède. A l'exception d'une dizaine de Juifs étrangers déportés en octobre 1942, *via* l'Estonie, les Juifs de Finlande ne sont pas inquiétés.

Même si le régime de Mussolini a adopté une législation antisémite à partir de 1938, il ne participe pas à l'organisation des déportations. Plus paradoxal encore, il protège systématiquement les Juifs des territoires étrangers soumis à son commandement militaire : la Grèce méridionale et le sud-est de la France, notamment. Après la



L'administration allemande se montre d'une particulière efficacité aux Pays-Bas. Pourtant, une grande partie de la population manifeste sa sympathie aux Juifs pourchassés : 20 000 ouvriers se mettent en grève dès février 1941 pour protester contre les arrestations, certains cachent des familles entières – comme celle d'Anne Frank. Raflés (tels cet homme et son fils), rassemblés dans le camp d'internement de Westerbork, 105 000 Juifs hollandais sont déportés (ci-dessus). Parmi eux, Etty Hillesum, écrit, le 15 septembre 1943 : « Je suis assise sur mon sac à dos, au milieu d'un wagon de marchandises bondé. Papa, maman et Misha sont quelques wagons plus loin. [...] Nous allons voyager trois jours. [...] Peut-être est-ce ma dernière longue lettre ? » Ci-contre : le sauvetage des Juifs danois.

chute du *Duce* et la capitulation italienne, à l'automne 1943, la déportation des Juifs italiens s'organise, tandis que le pape Pie XII offre aux nazis la caution de son silence.

Les Juifs de Hongrie sont d'abord protégés, puis éliminés

La déportation de Juifs de Hongrie, soumis à une stricte législation antisémite depuis 1938, est envisagée pour la première fois à l'automne 1942, mais le gouvernement hongrois s'y oppose ; le Premier ministre Miklos Kallay invoque l'influence des Juifs dans l'économie du pays, dont 80 % des produits sont acheminés vers l'Allemagne. En avril 1943, la question est abordée à nouveau, mais le régent, l'amiral Horthy, refuse cette ingérence directe de l'Allemagne dans ce qu'il considère comme une affaire intérieure hongroise.

Jusqu'à l'occupation du pays par la *Wehrmacht*, les Juifs de Hongrie ne sont donc pas déportés. Après cette date, Eichmann en personne arrive à Budapest et, en sept semaines, entre le 15 mai et le 9 juillet 1944, 450 000 Juifs de Hongrie sont déportés vers Auschwitz-Birkenau ; seuls les Juifs de la capitale sont temporairement épargnés, leur transfert étant prévu un peu plus tard. Entre-temps, les Alliés débarquent en Normandie et les dirigeants nazis les plus clairvoyants s'interrogent sur leurs chances réelles de victoire.

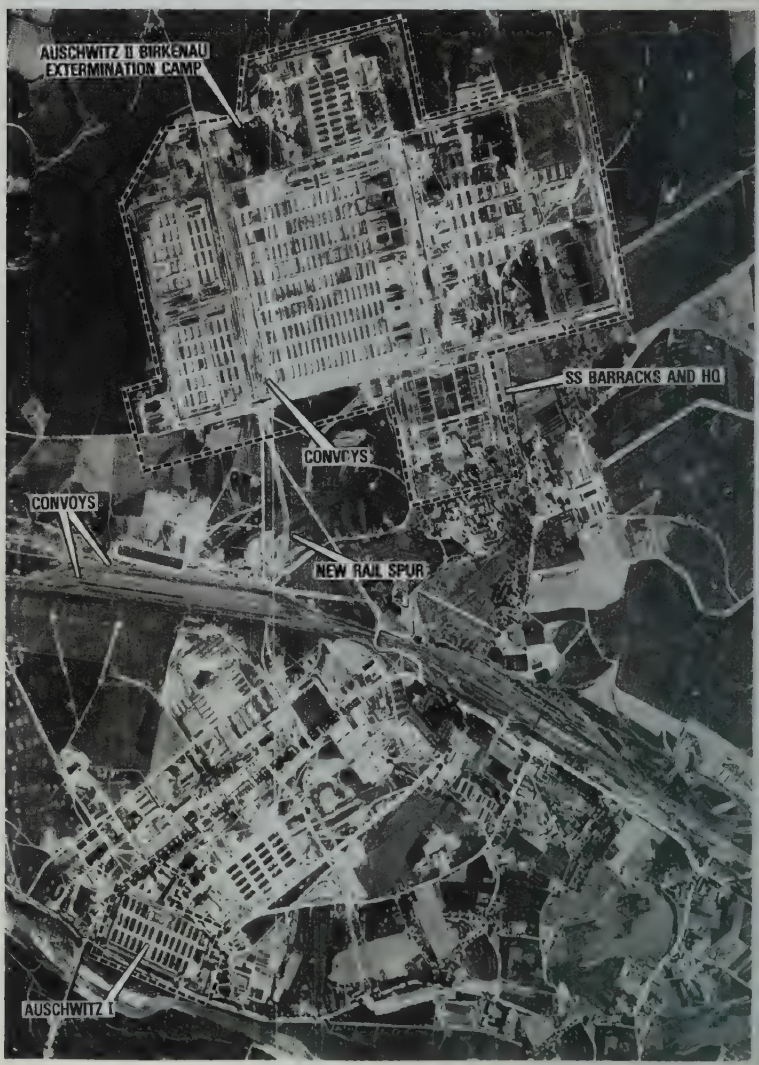
Aussi Himmler prête-t-il attention aux interventions de la Suisse et de la Suède, qui proposent de délivrer des passeports aux Juifs de Budapest. Raoul Wallenberg est chargé de cette mission. L'*American War Refugee Board* envisagerait d'échanger des Juifs de Hongrie contre des fournitures américaines – camions ou médicaments. A l'insu de Hitler, le *Reichsführer* S.S. donne l'ordre de suspendre la déportation des Juifs de Budapest, considérés comme monnaie d'échange. Les gouvernements alliés ne donneront finalement pas suite à cette tractation qui contribuera cependant à l'exclusion de Himmler et de Goering du Parti nazi par Hitler, furieux qu'ils aient tenté de conclure une paix

L'*Aktion* contre les Juifs de Rome est déclenchée le 15 octobre 1943 ; elle s'étend à toute l'Italie fin novembre. On procède d'abord à des internements dans des camps locaux, et les premiers convois de déportation sont organisés au début de décembre, en direction d'Auschwitz-Birkenau.

séparée. 70 000 Juifs restent à la merci des Croix fléchées hongroises pro-nazies et antisémites qui leur font subir les pires sévices.

Raflés, brutalisés, les Juifs sont entassés dans des trains à travers l'Europe entière. Ceux qui arrivent vivants au bout du voyage, après des jours et des nuits de souffrances atroces, découvrent un univers d'épouvante : celui des camps, que les planificateurs du massacre ont considérés comme le moyen technique le plus efficace pour mettre en application leur entreprise de mise à mort.

Tardive, la déportation des Juifs de Hongrie (ci-dessous) ne peut être tenue secrète. Le 23 juin 1944, les dirigeants de l'Union des Juifs hongrois envoient une lettre à Horthy pour le supplier d'empêcher «le voyage fatal dont ils [les déportés juifs] ne reviendront jamais».

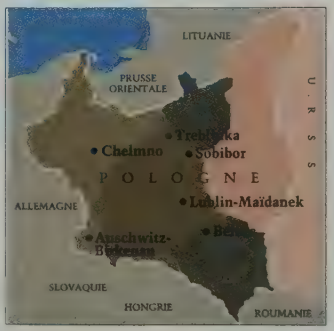

AUSCHWITZ II BIRKENAU
EXTERMINATION CAMP
SS BARRACKS AND HQ
CONVOYS
CONVOYS
NEW RAIL SPUR
AUSCHWITZ I

« Nous étions pétrifiés.
– Qu'est-il arrivé à la femme, à l'enfant ?
– Quelle femme ? Quel enfant ? Il n'y a plus personne.
Plus personne ! Mais comment ont-ils tué, comment ont-ils gazé tant de gens à la fois ?
Mais ils avaient leur méthode… »

Témoignage d'Abraham Bomba,
survivant de Treblinka,
cité dans *Shoah* de Claude Lanzmann

CHAPITRE VI
LES CAMPS D'EXTERMINATION

Vue aérienne d'Auschwitz-Birkenau. En haut, Birkenau (Auschwitz II), le camp d'extermination. La rampe des sélections, les baraques des S.S. et le quartier général sont indiqués, ainsi que l'embranchement de la voie ferrée, construit au printemps 1944. Auparavant, les convois arrivaient sur la voie principale entre les deux camps (au milieu, à gauche); les déportés partaient ensuite à pied ou en camions. En bas, Auschwitz I, le camp de concentration. Ce cliché, pris par l'aviation américaine en juin 1944, montre que les gouvernements alliés n'ignoraient pas l'existence des camps, même s'ils ne connaissaient pas l'ampleur exacte du massacre. A droite, la carte des centres de mise à mort, tous situés dans l'ex-Pologne.

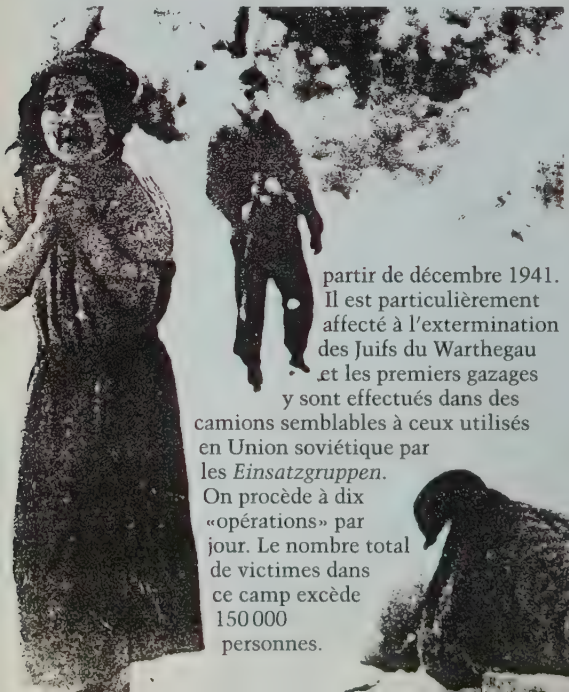


Certes, des gazages ont parfois été pratiqués dans certains camps de concentration, en particulier ceux de Mauthausen, Stutthof, Natzweiler-Struthof. Mais il s'agit essentiellement de camps répressifs mis en place pour châtier les opposants et les «asociaux», et pour tenter de les «régénérer par le travail», de les rééduquer afin de les réintégrer, à terme, dans la communauté nationale allemande. En revanche, les camps d'extermination ont pour unique finalité le massacre à grande échelle des «êtres biologiquement inférieurs», considérés comme intrinsèquement irrécupérables. Ils sont au nombre de quatre.

Ce type de camion a été utilisé pour les gazages, en Union soviétique, en Croatie et en Serbie, puis à Chelmno dans le Warthegau. Les déportés des environs sont emmenés à Chelmno en camion. Ceux qui viennent en train doivent descendre sur une voie de traverse afin que la population locale ne les voie pas (en haut, à droite, l'arrivée d'un convoi). Au début, on enterre les corps dans des fosses communes, puis, à cause de l'odeur pestilentielle, on construit des bûchers et, finalement, un crematorium. Fermé en septembre 1942, Chelmno est rouvert à l'été 1944, avant d'être liquidé le 17 janvier 1945. Les détenus présents sont fusillés et les installations incendiées.

Chelmno, premier camp d'extermination

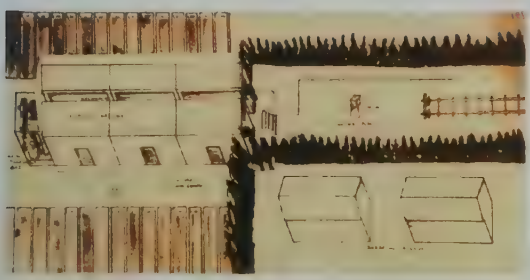
Situé à une soixantaine de kilomètres de Lodz, le camp de Chelmno (Kulmhof en allemand) fonctionne à partir de décembre 1941. Il est particulièrement affecté à l'extermination des Juifs du Warthegau et les premiers gazages y sont effectués dans des camions semblables à ceux utilisés en Union soviétique par les *Einsatzgruppen*. On procède à dix «opérations» par jour. Le nombre total de victimes dans ce camp excède 150 000 personnes.



Belzec, Sobibor, Treblinka

Belzec ouvre ses portes à la mi-mars 1942, lorsque commencent les grandes déportations de Lublin et de Lvov. On a construit six chambres à gaz, où plus de 5 000 êtres humains peuvent être liquidés chaque jour. On estime à 560 000 le nombre de Juifs assassinés à Belzec, originaires surtout de la partie orientale du Gouvernement général de Pologne, de Bohême-Moravie et d'Allemagne.

Sobibor se trouve à la limite de la zone annexée en 1939 par l'Union soviétique et ce camp est plus particulièrement destiné aux Juifs de cette région,



Quand des femmes arrivent à Belzec, on les fait avancer en courant, à coups de fouet ou de baïonnette (page de gauche). Ce camp fonctionne entre mars et décembre 1942. Au cours de l'été, on y développe les constructions : dans les nouveaux bâtiments, les chambres à gaz s'alignent de part et d'autre d'un couloir (ci-contre). Les convois pénètrent en marche arrière dans le camp où se tient, sur la rampe, un orchestre composé de dix prisonniers. A partir de l'été 1942, plusieurs centaines de déportés, pressentant le sort qui les attend, tentent de sauter du train après le passage à Rawa Ruska, carrefour ferroviaire.

à partir du mois d'avril 1942. Y sont également déportés des Juifs des Pays-Bas et de Belgique, ainsi qu'un petit nombre de Juifs venus de France. Le nombre total de victimes est de 200 000 environ, et il faut ajouter à ce chiffre celui – encore indéterminé – des prisonniers de guerre soviétiques également massacrés.

Entre juillet 1942 et octobre 1943, les Juifs de Varsovie, de Radom, de Lublin, de Bialyztok sont déportés à Treblinka, situé à une centaine

de kilomètres de l'ancienne capitale polonaise. Dix chambres à gaz y ont été édifiées, d'une superficie de 50 mètres carrés chacune. Une trentaine de S.S. et quelques centaines d'auxiliaires ukrainiens, ainsi qu'un commando juif d'un millier d'hommes – contraints à travailler à la «bonne marche» du camp – y sont affectés en permanence. Des Juifs originaires du Reich, de Macédoine et de Thrace, ainsi que des internés de Terezin y sont également envoyés et mis à mort. Le nombre total de victimes juives gazées dans ce camp est de 750 000 environ.

La maquette de Treblinka (à droite) montre que le camp ne comporte guère que des installations de mise à mort. (1 : voie ferrée. 2 : gare. 3 : déshabillage. 4 : chambres à gaz. 5 : charniers où sont incinérés les corps.) A l'été 1942, le camp est saturé et les cadavres non incinérés s'amoncellent dehors. A gauche, la gare : les aiguilles de l'horloge, peintes, marquent toujours la même heure. Treblinka et Sobibor sont détruits en octobre 1943.

Le choix de la Pologne pour les camps d'extermination

Ces centres de mise à mort se trouvent tous les quatre sur le territoire de la Pologne d'avant septembre 1939. Il y a sans doute plusieurs raisons à ce choix : la Pologne est le pivot géopolitique de la campagne de l'Est et le lieu d'implantation des plus importantes communautés juives, qui peuvent donc y être acheminées rapidement, d'autant plus que la Pologne dispose d'un bon réseau ferroviaire.

Par ailleurs, le pays est doté de nombreuses forêts et de vastes régions quasi inhabitées, propices à la préservation du secret qu'il faut maintenir à tout prix autour de l'extermination des Juifs. Peut-être aussi l'antisémitisme traditionnel

Il y a à Sobibor (au centre, une vue aérienne du camp) d'abord, puis à Treblinka, un énorme chien, dressé à mutiler les détenus au seul cri de : «Homme, attaque ce chien !»

des populations polonaises – ancré sur le terreau d'un antijudaïsme catholique très profond – constitue-t-il pour les nazis un argument favorable : les Polonais ne devraient éprouver que de l'indifférence devant la mise à mort des Juifs.

Telle est bien, en effet, la raison d'être de ces camps, dont la mise en service est placée sous l'autorité du général S.S. Odilo Globocnik. La plus grande partie des déportés est gazée dès son arrivée. En dehors des quelques centaines de déportés nécessaires au fonctionnement de ces camps – et dont le sursis n'excède pas quelques semaines, quelques mois tout au plus –, il n'y a pratiquement pas de survivants. La situation n'est pas exactement la même dans les deux camps mixtes du WVHA, également situés en Pologne : Auschwitz-Birkenau et Maïdanek.

Le général Globocnik (ci-dessous), ancien *Gauleiter* de Vienne, est devenu chef suprême de la S.S. et de la police du district de Lublin. A partir d'août 1942, son subordonné, le capitaine S.S. Christian Wirth, est nommé inspecteur des camps de Belzec, Sobibor et Treblinka.

Auschwitz-Birkenau : un véritable complexe concentrationnaire

Oswiecim – Auschwitz en allemand – est une ville d'importance moyenne (10 000 habitants en 1939,

dont 4 000 Juifs), située dans la partie orientale de la Haute-Silésie. Elle est entourée de vastes terres en friche, marécageuses, faiblement peuplées et peu fréquentées. Elle se trouve cependant sur la ligne ferroviaire Katowice-Cracovie et elle est reliée au reste de la Pologne par un bon réseau de voies de communication. En outre, se dressent non loin de là des baraques de l'artillerie polonaise, qui pourront abriter les prisonniers affectés à l'édification d'un nouveau camp, décidée en février 1940.

Auschwitz est en effet, à l'origine, un camp de concentration conçu sur le modèle de Dachau ou de Mauthausen. Construit effectivement à partir du mois de mai 1940, il est prévu comme lieu de détention pour les prisonniers politiques polonais, dont le nombre est important : dans l'élan des succès de la *Blitzkrieg*, les nazis déciment les élites polonaises.

Sous la responsabilité du capitaine S.S. Rudolf Höss

Jusqu'alors adjudant au camp de Sachsenhausen, Höss est nommé responsable du nouveau camp. Il réquisitionne une partie des habitants juifs d'Oswiecim, auxquels il adjoint des détenus venus de Dachau et quelques prisonniers de droit commun internés à Sachsenhausen, qu'il emploie comme gardes auxiliaires, chargés de faire accélérer les cadences : le camp est construit en quelques semaines et les premiers prisonniers polonais y arrivent à la mi-juin 1940. Ils constituent une main-d'œuvre quasi gratuite, renouvelable à loisir; autant de

Plan du camp d'Auschwitz II-Birkenau (à droite) :
A : entrée du camp, mirador principal
B I a : camp des femmes
B I b : camp d'hommes devenu un camp de femmes après 1943
B II a : secteur de mise en quarantaine
B II b : camp des familles juives en provenance de Terezin
B II c : camp des Juives hongroises
B II d : camp d'hommes
B II e : camp de Tsiganes
B II f : hôpital (*Revier*)
B III : secteur III du camp (en construction)
C : quartier général et baraques des S.S.

conditions idéales pour des entreprises industrielles dont plusieurs se laissent séduire par la propagande de Himmler, désireux de développer la «fonction industrielle» d'Auschwitz : c'est ainsi que I.G.-Farben installe tout près du camp une nouvelle usine de caoutchouc synthétique, tandis que les dirigeants de Krupp évaluent les possibilités d'utiliser aussi la force de travail des déportés.

Au printemps 1941, Himmler ordonne à Höss d'agrandir le camp d'Auschwitz afin de porter les effectifs à 30 000 détenus, et d'entreprendre la construction d'un camp annexe susceptible d'accueillir 100 000 «prisonniers de guerre». Les premiers bâtiments de Birkenau, situé à 3 kilomètres du camp d'Auschwitz, sont édifiés à l'automne 1941. Les premières expérimentations de gazage au

D : le «Canada» (entrepôt contenant les vêtements et objets des déportés)
E : rampe de débarquement des convois et de sélection
G : fosses et bûchers
H : fosses communes des prisonniers de guerre soviétiques
I et J : chambres à gaz provisoires
K II, K III, K IV, K V : chambres à gaz et crématoires (en brun sur le plan ainsi que les chemins y menant)
L : le Birkenwald (petit bois de bouleaux)
A gauche, déportés construisant un crématoire à Birkenau.

zyklon B sont pratiquées à Auschwitz au mois de décembre sur des prisonniers de guerre soviétiques, considérés comme des «communistes fanatiques». Le rythme augmente après février 1942.

Immédiatement emmenés vers les chambres à gaz

Au début du mois de juin 1942, Himmler convoque Höss à Berlin pour l'informer de sa décision de choisir Auschwitz-Birkenau comme centre d'anéantissement massif des Juifs. Les travaux d'aménagement des chambres à gaz s'intensifient. Le printemps 1942 marque en effet le début des arrivées massives

L'arrivée d'un convoi à Auschwitz-Birkenau et la sélection entre aptes et inaptes au travail : «Les déportés avancent vers l'extrémité du qua Deux S.S. sont au milieu ; l'un d'eux officier-médecin. Les déportés défile devant lui. Avec le pouce ou avec une badine, il dirige les détenus, soit à droite, soit à gauche» (R. Waitz, *Témoignages strasbourgeois*, 1947). De l'autre côté de la voie ferrée, on peut voir une longue colonne de déportés qui a presque atteint le crématoire II.

de déportés juifs en provenance de toute l'Europe. Lorsque les convois s'arrêtent à l'entrée du camp, les S.S. procèdent à une «sélection», qui épargne environ, selon Höss, 25 % des arrivants : hommes et femmes jeunes et apparemment en bonne santé, susceptibles de travailler. Ceux-là sont alors rasés et tatoués : désormais privés de toute identité, ils ne sont plus identifiés que par leur numéro matricule. Quant aux autres – les malades, les personnes âgées, les femmes enceintes, les enfants… –, ils sont immédiatement emmenés vers la chambre à gaz. Pour tenter d'échapper à l'étouffement, les plus forts piétinent les autres ; mais tous décèdent.

Les détenus présents au moment des sélections (page de gauche, en bas) glissent parfois des conseils aux arrivants : se rajeunir ou se vieillir quand il s'agit d'un adolescent, avoir l'air en bonne santé. Car les vieillards, les malades, les femmes avec des enfants sont voués à une mort immédiate (ci-dessus). Ces femmes au crâne rasé ont momentanément la vie sauve : «Une fois ce choix terminé, nous sommes une soixantaine de femmes, presque toutes des jeunes filles entre dix-huit et vingt-cinq ans. Nous nous retrouvions soixante femmes sur un convoi de 1 200 prisonniers. […] Nous ne savions pas encore que tous les autres étaient dirigés vers la chambre à gaz. […] Nous ne sommes plus que des numéros» (Nadine Heftler, *Si tu t'en sors… Auschwitz 1944-1945*).

A gauche, au premier plan, l'orifice par lequel les granules de zyklon B (ci-contre) sont versés dans la chambre à gaz, dont on voit la cheminée. En bas, une chambre à gaz de Maïdanek avec, en bleu, des traces laissées par les émanations de gaz.

Elaboré par la direction des constructions du camp et la firme Topf, le crématoire III de Birkenau (ci-contre) entre en fonction fin juin 1943, pour faire face à l'augmentation des effectifs. Auparavant, il servait à l'épouillage contre le typhus, explique J.-C. Pressac, qui a analysé longuement les archives et les plans. A gauche, à côté des arbres, l'entrée du vestiaire et de la chambre à gaz, souterrains. G. Wellers, scientifique, ancien déporté et historien, a analysé ce plan du crématoire II ou III : «Partie centrale : l'emplacement de cinq fours crématoires avec les tuyaux d'évacuation aboutissant à la cheminée commune. Les carrés, entre les crématoires, représentent sans doute l'emplacement des générateurs au coke. Les deux longues salles sont sous terre. Celle qui est orientée verticalement (sur le plan sous le nom de *Leichenkeller I*) est la chambre à gaz, pourvue d'un dispositif d'aération ou de ventilation. Celle qui est orientée horizontalement (*Leichenkeller II*) est en réalité une salle de déshabillage» (*Les Chambres à gaz ont existé*, 1981). En bas, la salles des cinq fours trimoufle du crématoire II.

Deux témoignages exceptionnels : ci-contre, un dessin de David Olère, membre du *Sonderkommando*, représentant le travail du «commando spécial» au crématoire II. En bas, une photographie clandestine prise d'une chambre à gaz, montrant les corps brûlés dehors quand les crématoires ne suffisent plus.

C'est ce que les nazis appellent le «traitement spécial» (*Sonderbehandlung*).

La mystification est entretenue jusqu'au bout par les nazis : les déportés voués à la mort sont emmenés dans une salle de déshabillage attenante à une prétendue «salle de douches»; on leur distribue du «savon» fait de pierre de sable... Une fois les portes fermées, un S.S. protégé par un masque à gaz introduit par le toit la quantité nécessaire de zyklon B. Quelques minutes plus tard, les cadavres sont emportés au crematorium par les membres du *Sonderkommando*, déportés affectés autoritairement à cette tâche, également chargés de récupérer les chevelures et les dents en or. L'incinération dure environ une demi-heure.

C'est en voyant les volutes de fumée s'échapper des cheminées que les survivants comprennent le sort de leurs proches. Les cendres

sont jetées ensuite dans des fosses creusées dans le camp, ou dans la Vistule toute proche. Au total, 1 million de Juifs ont été assassinés dans ce camp jusqu'en novembre 1944, date à laquelle Himmler donne l'ordre de mettre fin aux gazages et de détruire les installations de la *Bauleitung* d'Auschwitz, le service des constructions, révélatrices de la «solution finale». «Les cendres devaient être éliminées de manière à ce que, par la suite, personne ne puisse en tirer des conclusions sur le nombre de personnes brûlées, témoignera Rudolf Höss. [...] Les cendres ont été éparpillées dans des régions boisées.»

“Une montagne m'est apparue. [...] Nous sommes les souliers, derniers témoins, nous sommes les souliers des pères et des fils de Paris, Prague ou Amsterdam.
Moshé Szulstejn, *Un arbre dans les ruines*, 1947

[Ci-dessous, au «Canada», des détenus triant les chaussures après l'arrivée d'un convoi.]

Auschwitz III, ensemble des camps satellites où des dizaines de milliers de détenus travaillent pour des entreprises industrielles allemandes

Arbeit macht frei, «le travail rend libre». Ces détenus du camp d'Auschwitz III-Monowitz vont travailler pour l'industrie allemande ou sont affectés à des travaux d'extérieur. Epuisés, nombre d'entre eux deviendront des «musulmans», moribonds privés de toutes forces. Ci-dessous, enfants tsiganes ayant subi des mutilations et, à côté, le docteur Mengele.

Auschwitz-Birkenau comprend également un autre ensemble, désigné sous l'appellation Auschwitz III-Monowitz : c'est, selon l'expression de Léon Poliakov, l'«Auschwitz des forçats». Certes, ces travailleurs ont une productivité nettement inférieure à celle des ouvriers allemands et les résultats de leur travail sont médiocres, mais leur prix de revient est quasi nul. Et leur utilisation par des entreprises industrielles allemandes, publiques ou privées, constitue donc un profit assuré pour leur employeur. Logés dans des conditions extrêmement rudimentaires, sous-alimentés, maltraités, les détenus ne survivent en général que quelques semaines, comme ceux qui sont affectés à des travaux d'extérieur, défrichage des forêts ou enlèvement des pierres dans les carrières. Il faut signaler aussi que d'autres déportés, adultes et enfants, meurent dans des souffrances atroces à la suite de pseudo-expériences médicales. Tel est le cas, par

exemple, des jumeaux sélectionnés par le docteur Joseph Mengele. Parmi les victimes, figurent de nombreux Tsiganes, que des pseudo-scientifiques, tel le docteur Ritter, médecin et anthropologue, ont qualifiés d'«être biologiquement inférieurs» et d'«asociaux».

Des milliers de Tsiganes eux aussi «transférés vers l'Est», par familles entières, internés puis massacrés. En mai 1943, 2 500 Tsiganes tchèques ont été gazés à Chelmno. Dans la nuit du 1er août 1944, tous les détenus du camp tsigane de Birkenau subissent le même sort. D'autres ont été massacrés par les *Einsatzgruppen*, et il est très difficile d'évaluer précisément le nombre total de Tsiganes victimes du nazisme : au moins 250 000, soit le tiers de ceux qui vivaient en Europe en 1939.

Quelques jours après la libération d'Auschwitz-Birkenau, en janvier 1945, ces femmes (ci-dessus) ont été photographiées sur les bat-flanc d'une baraque par des soldats de l'Armée Rouge. Peut-être y a-t-il une part de mise en scène, visant à prouver la chaleur de l'accueil fait aux libérateurs.

Un pogrome à Maïdanek

Maïdanek constitue le deuxième «camp mixte». Il est construit à la fin de l'été 1941, à quelques kilomètres de Lublin, sur la route qui mène de Zamosc à Lvov. Et, à partir de l'automne 1942, il reçoit 25 000 Juifs de Varsovie et d'autres ghettos du Gouvernement général, considérés comme «aptes au travail». Y convergent également des Polonais non juifs, des Biélorussiens et des Ukrainiens, qui sont employés dans des usines du secteur textile ou dans une usine aéronautique appartenant à la firme Heinkel, installée tout près du camp. Après la liquidation du ghetto de Varsovie, d'autres prisonniers de Maïdanek y sont envoyés pour démolir les dernières habitations, afin de récupérer les matériaux de construction.

A partir de septembre 1942, on procède à des gazages (plus de 50 000 en tout) à Maïdanek, qui est aussi un camp d'extermination. D'autres détenus sont abattus dans les forêts voisines. Et, le 3 novembre 1943, plusieurs milliers de S.S. – rendus furieux à la fois par l'insurrection du ghetto de Varsovie et par les sursauts de révolte qui viennent de se produire parmi les déportés de Treblinka et de Sobibor – se livrent à un véritable pogrome à l'intérieur même du camp : la plupart des prisonniers juifs de Maïdanek – ainsi que ceux des camps annexes tout proches de Poniatowa et Trawniki – sont massacrés : plus de 30 000 personnes au total.

Au cœur même du processus d'extermination, il se produit plusieurs tentatives de rébellion,

La fumée du crematorium de Maïdanek est visible du village voisin de Dziesiata (ci-dessus et ci-dessous).

Edek Galinski, Mala Zimetbaum, Alexandre Pietchorski : trois grandes figures de la résistance dans les camps de la mort (de gauche à droite). Le 24 juin 1944, Mala Zimetbaum, d'Anvers, réussit à s'enfuir d'Auschwitz-Birkenau avec son compagnon, Edek Galinski, détenu politique polonais. Repris peu après, ils sont torturés. Ayant pu dissimuler une lame de rasoir, elle se tranche le poignet puis gifle un S.S. Rouée de coups, elle meurt au pied de la potence. Alexandre Pietchorski, «Sacha», musicien et officier dans l'Armée Rouge, est à l'origine de la révolte de Sobibor.

individuelles ou en groupe. Certains se révoltent à l'entrée de la chambre à gaz. Des membres du *Sonderkommando* de Birkenau se soulèvent en octobre 1944. Ils sont massivement massacrés, ainsi que les quatre prisonnières qui leur avaient procuré des armes et du matériel explosif. Le concept même de résistance doit être abordé dans le cadre de l'«expérience limite» des camps. Le refus de désespérer, un geste de solidarité au quotidien sont aussi des actions résistantes.

Destruction des installations compromettantes et évacuation des camps d'extermination

Devant la menace que constitue pour eux l'avance de l'Armée Rouge, les responsables des camps d'extermination et des «camps mixtes» de Pologne prennent peur. A partir du printemps 1944, ils brûlent des documents compromettants, détruisent plusieurs installations comme les chambres à gaz de Birkenau et décident d'évacuer leurs prisonniers vers des camps situés plus à l'ouest. C'est le début des «marches de la mort», auxquelles sont astreints des dizaines de milliers de survivants, dans des conditions dramatiques. Une grande partie d'entre eux succombe en cours de route, de faim, de froid, d'épuisement ; ceux qui ne suivent pas le rythme ou qui trébuchent sont abattus sur place. Au terme de ce cauchemar qui dure parfois plusieurs semaines, les prisonniers sont entassés dans des camps comme Gross-Rosen, Bergen-Belsen, Buchenwald, Dachau ou Ravensbrück, de plus en plus surpeuplés, en proie à la famine

«Nous avancions dans la nuit, glissant dans la neige, nous soutenant les uns les autres. [...] Les traînards étaient assassinés sans merci. Les coups de feu crépitaient de façon ininterrompue et, chaque fois, nous savions qu'un des nôtres avait cessé de vivre. [...] Courtes haltes et marches épuisantes, coups de feu et chutes dans le néant. Les S.S. hurlent et les forces nous abandonnent. Mais on fait appel à ses dernières énergies et l'on continue de marcher.»

Henry Bulawko, *Les Jeux de la mort et de l'espoir*, 1954

et parfois à des épidémies, comme le typhus qui ravage Bergen-Belsen.

Comment expliquer ce dernier chapitre du massacre des Juifs d'Europe ? Sans doute, en partie, par le chaos qui règne alors. Il semble néanmoins – d'après l'historien allemand Martin Broszat – que ces évacuations aient été ordonnées par le *Führer* lui-même, afin que les Soviétiques ne soient pas les premiers à pénétrer dans les camps. Selon Yehuda Bauer et Michaël Marrus, les responsables nazis locaux sont restés «remarquablement fidèles à leur idéologie» : «Certains S.S. ont peut-être voulu empêcher les survivants de raconter leur odyssée aux armées de libération ; d'autres obéissaient encore à l'impératif de tuer tous les ennemis du Reich, en particulier ceux qui étaient incapables de travailler.» Quoi qu'il en soit, la dynamique de meurtre est maintenue jusqu'aux derniers jours du Reich.

Le bilan

Entre janvier – date de la libération d'Auschwitz-Birkenau – et mai 1945 – ouverture des portes de Mauthausen –, les troupes alliées découvrent la réalité du système concentrationnaire nazi. Les Soviétiques n'ébruitent guère ce qu'ils ont vu, contrairement aux officiers anglais et américains, qui manifestent un «mélange détonant d'horreur, de colère, de honte, de culpabilité et de peur».

Fin novembre 1944, Himmler ordonne le démantèlement des installations de mort à Auschwitz-Birkenau (ci-dessus, à gauche) : les nazis veulent faire disparaître les preuves de leurs crimes. Le 23 janvier, après le dernier départ des «marches de la mort», les S.S. incendient le «Canada». Le 27, ils font sauter le dernier crematorium. Le même jour, les Soviétiques arrivent dans le camp.

Le 12 avril 1945, le général Eisenhower se rend dans le camp d'Ohrdruf, annexe de Buchenwald, avec les généraux Patton et Bradley (ci-dessus, à droite). Il ordonne que tous les soldats qui ne sont pas indispensables sur le front voient le camp, «afin de savoir contre quoi ils se battent». Et il câble à Londres et à Washington pour que viennent au plus vite des délégations officielles et des journalistes.

Des dizaines de milliers de détenus ont été transférés des camps de l'Est à Bergen-Belsen. Beaucoup y meurent d'épuisement, de faim, de la dysenterie et du typhus qui ne cessent de se répandre, comme Anne Frank, décédée quelques semaines avant la libération du camp par les Britanniques, le 15 avril 1945. A Bergen-Belsen : en haut, le docteur Fritz Klein (médecin chef du camp qui avait exercé les mêmes fonctions à Auschwitz) au milieu des cadavres de plusieurs milliers de victimes ; au centre, déportés aidant à entasser les corps ; en bas, gardiennes membres de l'administration du camp, obligées par les Alliés de transporter les corps et de les enterrer dans des fosses communes.

L'organisation du rapatriement des rescapés prend plusieurs semaines – en particulier, semble-t-il, celui des déportés raciaux. Simone Jacob-Veil avait alors dix-sept ans, et elle se souvient avec amertume de cette libération : «Nous avons eu le sentiment que nos vies ne comptaient pas, alors que, pourtant, il y avait déjà si peu de survivants.»

Le général Eisenhower déclare avoir subi «le plus grand choc de sa vie». L'épuisement physique continue à faire des victimes et sans doute l'organisation médicale des Alliés n'est-elle pas suffisamment efficace : sur les 25 000 détenus de Bergen-Belsen hospitalisés, 13 000 succombent dans les jours qui suivent.

Des médecins examinent des survivants pour les soigner et pour évaluer les sévices subis. Ci-dessous, la libération d'Auschwitz-Birkenau : il s'agit peut-être d'une reconstitution, pour le photographe, mais de nombreux témoins évoquent la fraternité des soldats soviétiques.

Incrédule, le monde fait le décompte des morts, des disparus

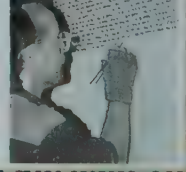
Il faut admettre qu'on ne connaîtra sans doute jamais le nombre des victimes de la Shoah avec une absolue précision. Son importance numérique, la dispersion géographique des opérations meurtrières perpétrées pendant cinq années, sous des formes diverses, expliquent qu'on ne puisse aboutir qu'à des estimations – et cela d'autant plus que les autorités nazies se sont toujours employées à entourer du plus

grand secret la mise en pratique de la «solution finale de la question juive».

Mais qui dit estimation ne veut pas dire approximation empirique et seuls ceux qui veulent nier ou minimiser l'ampleur du massacre des Juifs d'Europe au cours de la Deuxième Guerre mondiale arguent de calculs prétendument fantaisistes. En réalité, deux méthodes différentes, minutieusement élaborées, aboutissent à des chiffres très proches les uns des autres.

On a procédé d'une part par addition en ajoutant, sur la base des archives allemandes, le nombre des victimes de rafles, de fusillades, de déportations et de gazages… Jusqu'au 31 mars 1943, on dispose du rapport établi, à la demande de Hitler, par un inspecteur de la S.S. chargé des statistiques, Richard Korherr, qui fournit des indications extrêmement fiables – malgré le recours à des expressions codées qui ne sont pas toujours clairement éclaircies.

On a également procédé par soustraction, en retranchant, pour chaque pays, le nombre de survivants en 1945 du nombre total de Juifs vivant là à l'aube de la guerre. Cette méthode présente des difficultés, diverses selon les pays – particulièrement aiguës pour l'Union soviétique, par exemple. Et comment quantifier les dizaines de milliers de chrétiens tenus pour Juifs par les nazis, en fonction d'une définition raciale de l'identité de leurs ascendants ?



Le tribunal de Nuremberg, parvenu au chiffre de 5 700 000 victimes juives, a employé le chiffre emblématique de 6 millions, longtemps repris depuis lors. Par la suite, plusieurs chercheurs ont retravaillé

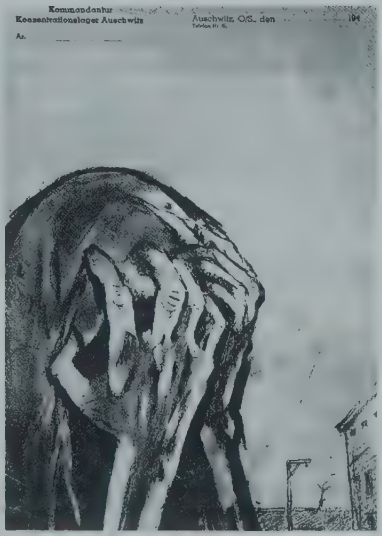
sur ces évaluations numériques. Jacob Robinson aboutit à 5 800 000, tandis que Raul Hilberg conclut au chiffre de 5 100 000.

Dans le silence du monde, les deux tiers des Juifs d'Europe, hommes, femmes, enfants, ont été assassinés par les nazis, en fonction d'un plan délibéré d'extermination. Leur faute ? Être coupables du «crime d'être nés». Malgré le terme toujours employé par les Anglo-Saxons, il ne s'agissait pas d'un «holocauste», car ce meurtre massif et prémédité ne revêt aucun caractère de sacrifice religieux. Ce fut bien un génocide, mais il faudrait apporter à ce terme davantage de précisions. Ce fut, pour les Juifs d'abord mais, au-delà, pour tous les hommes du XX^e siècle, la Catastrophe, en hébreu *Shoah*.

Hitler se suicide le 30 avril 1945. Himmler s'empoisonne après son arrestation. Le procès de Nuremberg s'ouvre le 20 novembre 1945 devant un tribunal militaire international chargé de juger les principaux criminels nazis – vingt et un accusés (ci-contre). Pour la première fois, on définit le concept de «crime contre l'humanité». Dix inculpés sont condamnés à mort. Mais nombreux sont les responsables nazis qui arrivent à échapper à toute poursuite. Ainsi Martin Bormann et Joseph Mengele ne seront jamais arrêtés.

Depuis 1959, la synagogue Pinkas de Prague est devenue un mémorial aux Juifs de Bohême et de Moravie assassinés dans les camps d'extermination. Près de 80 000 noms – avec, pour chacun, la date de naissance et celle du décès – sont inscrits sur ses murs. Page suivante, le camp d'Auschwitz-Birkenau.

TÉMOIGNAGES ET DOCUMENTS



NOMBRE DES VICTIMES PAR PAYS

Pologne	jusqu'à 3 000 000	Yougoslavie	60 000
URSS	plus de 700 000	Grèce	60 000
Roumanie	270 000	Autriche	plus de 50 000
Tchécoslovaquie	260 000	Belgique	24 000
Hongrie	plus de 180 000	Italie (Rhodes inclus)	9 000
Lituanie	jusqu'à 130 000	Estonie	2 000
Allemagne	plus de 120 000	Norvège	moins de 1 000
Pays-Bas	plus de 100 000	Luxembourg	moins de 1 000
France	75 000	Dantzig	moins de 1 000
Lettonie	70 000		

Les frontières sont celles de 1937. Les Juifs convertis au christianisme sont compris dans ces chiffres et les réfugiés sont comptés dans les pays à partir desquels ils ont été déportés.

Débats d'historiens

Tous les historiens s'accordent sur la nature et l'ampleur des crimes nazis. En revanche, un débat s'est développé depuis les années 1970 sur la genèse de la «solution finale de la question juive». D'autre part, les analyses divergent sur la singularité absolue de la Shoah.

Edition de *Mein Kampf*, 1925.

Les «intentionnalistes»

Pour un groupe considérable d'historiens, les questions sur l'émergence de la «solution finale» trouvent aisément leur réponse dans la rhétorique antisémite de Hitler qui, bien que prise à différents moments de sa carrière, reflète selon eux un objectif constant. Vu ainsi, Hitler apparaît comme le moteur de la politique antisémite nazie, lui dont les opinions dénotent très tôt une ligne de pensée cohérente. Il est aussi considéré comme le seul stratège à avoir eu assez d'autorité et de détermination pour enclencher la réalisation de la «solution finale». Dans ce qui est peut-être l'ouvrage le plus lu sur ce sujet (*La Guerre contre les Juifs*), Lucy Dawidowicz soutient que le *Führer* préparait déjà le terrain de l'extermination de masse en septembre 1939, lors de l'invasion de la Pologne. «L'anéantissement des Juifs et la guerre étaient interdépendants, écrit-elle. Les désordres de la guerre fournissaient à Hitler la couverture nécessaire pour commettre des meurtres effrénés. De telles opérations demandaient une arène où les règles de morale et les codes de guerre habituels n'avaient plus cours.» Septembre 1939 vit donc se développer une «guerre double» : d'une part, une guerre de conquête ayant pour buts traditionnels la mainmise sur des matières premières et la création d'un empire ; de l'autre, une «guerre contre les Juifs», la confrontation décisive avec le plus grand ennemi du Troisième Reich. Dans cette perspective, l'ordre d'enclencher l'extermination de masse à l'échelle européenne, lancé à la fin du printemps ou dans le courant de l'été 1941, découle directement des idées de Hitler sur les Juifs, idées qu'il exprimait déjà en 1919.

Il a pu, à diverses occasions, camoufler ou minimiser l'importance de son « programme d'annihilation ». Mais, insiste L. Dawidowicz, ses intentions n'ont jamais varié : « Il avait formulé des plans à long terme pour réaliser ses buts idéologiques, et la destruction des Juifs était au centre de ceux-ci ! »

Empruntant l'expression à l'historien britannique Tim Mason, Christopher Browning fut le premier à qualifier d'« intentionnaliste » cette interprétation [...] qui met l'accent sur le rôle qu'a joué Hitler dans la mise en œuvre de l'assassinat des Juifs d'Europe, détectant un haut degré d'obstination, de cohérence et de logique dans le déroulement de la politique antijuive nazie, dont le but fut très tôt l'extermination de masse.

Les « fonctionnalistes », qui critiquent cette approche, insistent plutôt sur l'évolution des buts nazis, le cours parfois hasardeux de la politique allemande et l'interaction entre celle-ci et les mécanismes internes du Troisième Reich.

Michaël Marrus,
L'Holocauste dans l'Histoire,
Eshel, 1990

Les «fonctionnalistes»

L'école fonctionnaliste s'est développée autour de grands historiens allemands, dont Martin Broszat. [...]

Les travaux de Martin Broszat, de Hans Mommsen et de bien d'autres ont remis en cause l'idée selon laquelle l'évolution du Troisième Reich résulterait de l'application d'un plan préétabli, annoncé dans *Mein Kampf* et mûrement préparé durant la « période de lutte » jusqu'à la prise de pouvoir, en 1933. Ils ont contesté le fait qu'un tel « programme » ait pu s'imposer sans coup

Premières opérations militaires : l'invasion de la Pologne en septembre 1939.

férir à toutes les composantes de la société allemande et plus encore au monde extérieur. Ils ont critiqué le postulat de base de cette analyse, dite intentionnaliste, à savoir que Hitler aurait été le facteur déterminant du système criminel mis en place par les nazis, la violence extrême et une position omnipotente lui permettant de concrétiser sa vision du monde raciste.

Face à cette perspective, les fonctionnalistes ont repris et développé une idée suggérée dès 1942 par le sociologue en exil, Franz Neumann. Loin d'être un bloc, le régime nazi a été soumis à des forces centrifuges qui constituent autant d'isolats dont l'interaction définit sa spécificité : l'appareil du parti nazi proprement dit, ses multiples organisations satellites (professionnelles, culturelles, de jeunesse etc.), l'armée, les forces économiques, auxquelles s'ajoutent des appareils totalitaires (tel le RSHA de Himmler) qui échappent au contrôle du parti comme de l'Etat.

Deux faits essentiels émergent de cette interprétation. D'une part, le système nazi s'est construit sur la dynamique d'un mouvement discontinu. L'étape finale – la radicalisation meurtrière – ne doit pas constituer le point de départ de toute analyse, en une sorte d'approche téléologique, car le

Troisième Reich a été soumis à une temporalité propre, il est le produit d'une histoire qu'il s'agit précisément de mettre à jour. Loin d'être un système rigide et fermé, l'Etat hitlérien a été un système relativement ouvert, voire anarchique, en évolution permanente et dont l'un des ressorts a été l'existence de fortes rivalités entre les diverses sources de pouvoir, ce que Broszat appelle la «polycratie nazie». D'autre part, dans ce système, la «fonction» de Hitler, qui est loin d'avoir été ce dictateur tout-puissant tant de fois décrit, était de garantir la cohésion du système. Sa volonté personnelle a été un facteur moins déterminant que le «mythe du *Führer*», élaboré par une propagande efficace et omniprésente. Ce mythe ou cette mystique avait comme objectif de mobiliser les énergies, d'intégrer les différentes strates sociales (par la terreur, la persuasion et l'exclusion) et de légitimer un régime dont les mécanismes internes ont en partie échappé à ses dirigeants.

Cette grille de lecture a été particulièrement féconde pour étudier la genèse de la solution finale, les processus de décision et les ressorts complexes de son application. Sur ce point encore, les historiens du courant fonctionnaliste ont réévalué à la baisse le poids personnel de Hitler au profit d'autres instances de décision centrales ou locales, et ils ont surtout insisté sur l'importance décisive des circonstances politiques et militaires de 1940-41. Une fois opérées la déportation et la concentration à grande échelle des populations juives à l'Est, et tout particulièrement des Juifs polonais, les responsables nazis, notamment ceux de Pologne occupée, se sont trouvés devant une situation matérielle ingérable que l'invasion de l'URSS, en juin 1941, et l'avancée des troupes allemandes sur le front oriental ont rendue encore plus critique. La décision d'exterminer les Juifs en masse, qui se situe selon eux à l'automne 1941, résulterait ainsi de la conjonction de plusieurs facteurs : le fanatisme idéologique extrême (la condition nécessaire), les divergences d'appareils bureaucratiques, les surenchères radicales qui en ont résulté et l'anarchie d'une situation que les nazis ne contrôlaient plus, bien qu'ils l'aient eux-mêmes créée.

Henry Rousso,
Préface à Norbert Frei,
L'Etat hitlérien et la société allemande,
Le Seuil, 1994

Facteurs de convergence

Pour Philippe Burrin, les victimes du nazisme peuvent être réparties en trois catégories, quant à la genèse du massacre qu'elles ont subi. Dans l'extermination des malades mentaux, de l'intelligentsia polonaise, des communistes soviétiques ou des Juifs, «il faut parler non d'un processus, mais d'une décision, quelles qu'aient été par ailleurs les initiatives émanant de l'appareil nazi et les suggestions de la conjoncture». Les Tsiganes n'ont pas été assassinés directement à la suite d'une décision de Hitler, mais dans le cadre du développement de la machine d'extermination de la S.S. En ce qui concerne les prisonniers de guerre soviétiques, morts par milliers de faim et de froid, il faut imputer leur sort, selon l'historien, «à la négligence et au mépris de la Wehrmacht*». Et Philippe Burrin de conclure :*

Il apparaît clairement que l'hitlérisme est une composante cruciale du nazisme mais il n'est pas, et de loin, tout le nazisme. La structure et la dynamique du régime font aussi que la criminalité à

Déportations vers le Gouvernement général de la Pologne, en 1941.

grande échelle devient une modalité de son fonctionnement et qu'elle se diffuse jusque dans des corps qui ne s'identifient pas complètement avec le pouvoir. Pour faire du mal une banalité et du crime une normalité, il faut davantage que le fanatisme d'un *Führer*, mais dans la barbarie, il est des abîmes que parfois la volonté d'un homme fait seule atteindre.

« Programme ou engrenage : un grand débat historiographique », *in* François Bédarida, *La Politique nazie d'extermination*, Albin Michel, 1989

La « querelle des historiens »

La polémique s'enclenche à la suite de la vive réaction du philosophe Jürgen Habermas face aux propos de trois universitaires de renom, qui ne s'étaient d'ailleurs pas concertés. Dans un article paru dans le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* le 25 avril 1986, l'historien Michaël Stürmer [...] avait invité les Allemands à revendiquer un passé dont les racines remonteraient bien avant la date fatidique de 1933, manière à peine déguisée de plaider pour la construction d'une mémoire nationale qui ne serait pas polarisée par la période nazie. Le 6 juin 1986, dans le même journal, le politiste Ernst Nolte, mondialement connu pour ses travaux sur le fascisme, avait exposé des thèses déjà développées quelques années plus tôt. Il voyait dans l'extermination des Juifs par les nazis une forme de réaction aux crimes staliniens des années trente, prétendant même que les nazis auraient commis là un crime par anticipation, car ils se considéraient comme des « victimes potentielles » de la barbarie soviétique. Enfin, au même moment, un autre

historien, Andreas Hillgruber, publiait un essai sur le « double anéantissement » et mettait en parallèle la « destruction du Reich allemand » et la « fin du judaïsme européen ». [...] Il développait l'idée selon laquelle les Alliés portaient une responsabilité au moins égale à celle des nazis dans la « tragédie allemande », car leur objectif fut la destruction de la nation allemande.

C'est contre ces trois approches apologétiques que réagit Habermas. Il voyait dans ce courant qualifié de « révisionniste » la volonté de mettre fin à la culpabilité sur laquelle s'était fondée la République fédérale. Il dénonçait là, sous couvert d'une quête d'identité, un renouveau du nationalisme allemand, tabou majeur en RFA.

Presque tous les historiens allemands critiquèrent, parfois avec violence, les thèses de Nolte et de Hillgruber et l'article de Stürmer. Sans former un véritable courant, les positions de ces trois universitaires s'enracinaient néanmoins dans un état d'esprit ambiant, une interrogation renouvelée – innocente ou non – sur le statut du nazisme dans la mémoire collective allemande. La question centrale était celle de la singularité du génocide des Juifs. Mais, à sa périphérie, les intellectuels allemands s'affrontèrent aussi sur la manière d'écrire l'histoire du nazisme, sur les parts respectives du discours moral et du discours scientifique, sur l'insertion de l'histoire du Troisième Reich dans celle de l'Allemagne depuis 1870. [...]

A aucun moment l'objet du litige n'a porté sur la contestation des faits eux-mêmes – ce qui empêche par définition toute comparaison avec le phénomène négationniste qui s'est développé en même temps. La querelle s'est située exclusivement sur le terrain de l'interprétation, et plus encore sur celui de la philosophie de l'histoire.

Henry Rousso,
Préface à Norbert Frei, *op. cit.*

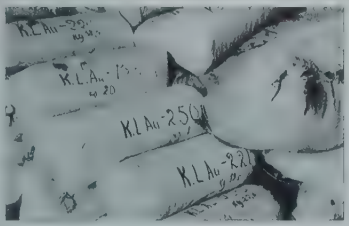
Dans tous les ouvrages consacrés au national-socialisme, il y a une lacune frappante : ils ne savent pas ou ils préfèrent ne pas savoir à quel point tous les actes commis sous le national-socialisme avaient déjà été décrits par de nombreux auteurs au début des années 20, à la seule exception de la technique du gazage : les déportations et les fusillades de masse, les tortures, les camps de la mort, l'élimination physique de groupes entiers selon des critères purement objectifs, l'exigence déclarée de l'extermination de millions de personnes innocentes, mais considérées comme des ennemis. [...] L'archipel du Goulag n'est-il pas plus originel qu'Auschwitz ?

Ernst Nolte,
Un passé qui ne veut pas passer,
conférence qui ne fut jamais prononcée,
Cité in *Devant l'histoire.*
Les Documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi, Le Cerf, 1988

J'affirme que l'assassinat des Juifs par les nazis a été quelque chose d'unique parce que jamais encore auparavant un Etat n'avait décidé et annoncé, sous l'autorité de son responsable suprême, qu'un certain groupe humain devait être exterminé, autant que possible dans sa totalité, les vieux, les femmes, les enfants et les nourrissons inclus, décision que cet Etat a ensuite appliquée avec tous les moyens qui étaient à sa disposition.

Eberhardt Jäckel,
Die Zeit, 3 octobre 1986

Jamais, pas même sous Staline, l'Union soviétique n'a mené une politique



Dans ces sacs de jute, les cheveux des déportés de Birkenau.

d'extermination systématique, exécutée avec précision, à l'encontre de citoyens nationaux et étrangers, y compris les vieillards, les femmes, les enfants et les nouveau-nés; seul le pouvoir nazi (avec le concours des trusts de la chimie) s'est livré à l'extermination industrielle de vies humaines; seule l'Allemagne nazie a utilisé les cheveux des victimes pour fabriquer des pantoufles et des joints d'étanchéité de sous-marins, a donné leurs vêtements et leurs autres biens au « secours d'hiver », a arraché les dents en or des personnes assassinées et les a transférées à la Banque nationale pour les exploiter, s'est servi des cendres humaines comme engrais pour la culture maraîchère. Le génocide dicté par la démence raciste des nazis, organisé de façon bureaucratique, qui fut perpétré à Auschwitz, Treblinka, Maïdanek et dans d'autres camps, est sans exemple et sans précédent dans l'histoire humaine.

Walter Grab,
in *L'Histoire escamotée*,
La Découverte, 1988

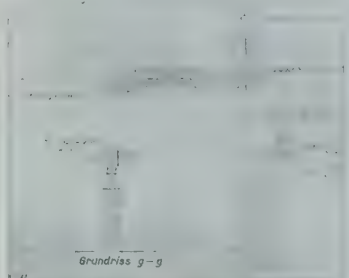
L'« unicité » de la Shoah face à d'autres génocides contemporains ?

Faire du judéocide un chapitre complètement à part de l'histoire du Troisième Reich revient à entretenir artificiellement son inintelligibilité en le détachant du contexte global en lequel il s'inscrit. Plus généralement, en dehors de l'historiographie du nazisme, la méfiance exercée à l'endroit de toute perspective comparatiste freine considérablement le développement des recherches en sciences politiques et sociales qui seules pourraient pourtant, à travers l'élaboration de théories consistantes des phénomènes génocidaires, fournir des instruments pour une politique préventive efficace. [...] Catastrophe historique inexplicable, le judéocide se prête aux larmes, mais les larmes sèchent vite. C'est bien plutôt par la réflexion, à la faveur du jour nouveau jeté par Auschwitz, sur les multiples liens entre la normalité et le crime, que sa mémoire peut devenir l'affaire de tous à tout moment. Non qu'il faille sans cesse en ressasser l'horreur mais que, ayant toujours à l'esprit ce qui est arrivé hier, nous traquions à tous les niveaux – familial, professionnel, social, juridique, politique – les manifestations mineures dont le cumul peut faire qu'on se retrouve un jour affublé, sinon d'un uniforme SS, du moins d'un de leurs auxiliaires. Dans cette optique, où l'éclairage du pire guide l'exploration du « normal », les comparaisons sont indispensables, mais elles ne banalisent nullement le terme extrême de la comparaison : elles débanalisent au contraire la violence – physique ou symbolique – contenue dans les rapports ordinaires. Elle pulvérise les pseudo-justifications par lesquelles nous nous en accommodons et la fait apparaître comme le terrain favorable – la condition non suffisante mais nécessaire – sur lequel germe la violence extrême.

Jean-Michel Chaumont,
« Connaissance ou reconnaissance ?
Les Enjeux du débat sur la singularité
de la Shoah », *Le Débat*, 1994

Les négationnistes

Même s'ils tentent de se présenter commme des historiens, les négationnistes – que l'on a pendant longtemps désignés, de manière impropre, sous le terme de révisionnistes – vont jusqu'à nier l'existence même de la Shoah. Cette réalité historique ne prêtant pas à débat, il convient de démonter la «méthode négationniste» afin de mieux en comprendre les motivations idéologiques et les objectifs partisans. Ce que fait ici l'historien Pierre Vidal-Naquet.



Plan Topf du grenier du crématoire II de Birkenau : puissances des moteurs et dimensions des souffleries prévues (mars 1942).

Des postulats de base en forme de conclusion

1. Il n'y a pas eu de génocide et l'instrument qui le symbolise, la chambre à gaz, n'a jamais existé.

2. La «solution finale» n'a jamais été que l'expulsion des Juifs en direction de l'Est européen, le «refoulement» comme dit élégamment Faurisson (*Vérité historique ou vérité politique*, p. 90). Puisque «la plupart (des Juifs de France) provenaient de l'Est», on en déduira qu'il ne s'agissait jamais que d'un rapatriement, un peu comme lorsque les autorités françaises rapatriaient les Algériens, en octobre 1961, vers leurs «douars d'origine».

3. Le chiffre des victimes juives du nazisme est beaucoup plus faible qu'on ne l'a dit : «Il n'existe aucun document digne de ce nom chiffrant la perte totale de la population juive durant la dernière guerre à plus de 200 000... Ajoutons également que l'on comprend dans le nombre total de victimes juives les cas de mort naturelle», écrit avec tranquillité l'avocat allemand Manfred Roeder, ce qui, démographiquement, signifie que le taux de mortalité des communautés juives a été exceptionnellement bas. D'autres, bons princes, poussent jusqu'au million (Rassinier, Butz), en attribuant une large part de ces morts à l'aviation alliée. Faurisson pour sa part divise, ou à peu près, ce million en deux : quelques centaines de milliers de morts sous l'uniforme (un beau témoignage de vaillance) et autant de morts tués «pour faits de guerre» (*Vérité*..., p. 197). Quant au chiffre des morts d'Auschwitz, Juifs et non-Juifs, il «s'est élevé à 50 000 environ» (*ibid.*).

4. L'Allemagne hitlérienne ne porte pas la responsabilité majeure de la Seconde Guerre mondiale. Elle partage

cette responsabilité, par exemple, avec les Juifs (Faurisson, in *Vérité*..., p. 187), ou même elle n'a pas de responsabilité du tout.

5. L'ennemi majeur du genre humain pendant les années trente et quarante n'est pas l'Allemagne nazie, mais l'URSS de Staline.

6. Le génocide est une invention de la propagande alliée, principalement juive, et tout particulièrement sioniste, que l'on peut expliquer aisément, mettons, par une propension des Juifs à donner des chiffres imaginaires, sous l'influence du *Talmud*. [...]

Un discours idéologique

Voici par exemple quelques-uns des principes dégagés par le Dr Austin J. App, un Germano-Américain qui enseigna dans de nombreux collèges, catholiques et laïcs : « Le Troisième Reich voulait l'émigration des Juifs, non leur liquidation. S'il avait voulu les liquider, il n'y aurait pas en Israël 500 000 survivants des camps de concentration [chiffre imaginaire] touchant des indemnités allemandes pour des persécutions imaginaires. Pas un seul Juif n'a été "gazé" dans un camp de concentration. Il y avait dans ces camps des fours crématoires pour brûler les cadavres de ceux qui étaient morts pour une raison quelconque, et particulièrement à la suite des raids génocidaires des bombardiers anglo-américains. La majorité des Juifs qui moururent dans les pogroms et ceux qui ont disparu et dont la trace n'a pas été retrouvée sont morts dans des territoires contrôlés par l'URSS, non par l'Allemagne. La majorité des Juifs qui sont supposés avoir été tués par les Allemands étaient des éléments subversifs, des partisans, des espions et des criminels et aussi, souvent, des victimes de représailles malheureuses, mais conformes au droit international.»

On discerne aisément les différentes composantes de ce discours idéologique : nationalisme allemand, néo-nazisme, anticommunisme, antisionisme, antisémitisme. Ces ingrédients se retrouvent sous des formes et dans des proportions variées selon les différents auteurs (il est évident, par exemple, que le nationalisme allemand ne joue pas de rôle direct dans l'œuvre du pacifiste Paul Rassinier). La part de l'antisémitisme, de la haine pathologique des Juifs, est énorme. Le but de l'opération est parfaitement clair : il s'agit de priver, idéologiquement, une communauté de ce qui représente sa mémoire historique. Car nous voilà obligés, à la limite de *prouver* ce qui est arrivé. Nous qui, depuis 1945, *savons*, nous voilà tenus d'être démonstratifs, éloquents, d'user des armes de la rhétorique, d'entrer dans le monde de ce que les Grecs appelaient la *Peithô*, la *Persuasion*, dont ils avaient fait une déesse qui n'est pas la nôtre. Se rend-on compte de ce que cela signifie ?

On peut en fait résumer ainsi les principes de la méthode révisionniste :

1. Tout témoignage direct apporté par un Juif est un mensonge ou une fabulation.

2. Tout témoignage, tout document antérieur à la libération est un faux ou est ignoré ou est traité de « rumeur ». Butz ou Rassinier ignorent entièrement, par exemple, les documents écrits par des membres du *Sonderkommando* d'Auschwitz, cachés par eux et retrouvés après la guerre, documents donnant une description précise et concordant avec tout ce qu'on sait par ailleurs du fonctionnement des chambres à gaz. Faurisson se contente de dauber

(*Le Monde* du 16 janvier 1979; *Vérité*..., p. 110) sur «des manuscrits – miraculeusement – retrouvés» dont il ne tente même pas de démontrer l'inauthenticité.

3. Tout document, en général, qui nous renseigne de première main sur les méthodes des nazis est un faux ou un document trafiqué. Ainsi Faurisson range-t-il d'un mot parmi les ouvrages «faux, apocryphes ou suspects» (*Vérité*..., p. 284) l'héroïque «chronique» qui accompagnait les archives du ghetto de Varsovie tenues par Emmanuel Ringelblum et une équipe dont je connais personnellement un membre. Renseignement pris, la chronique a été effectivement amputée, surtout dans son édition polonaise, lors de sa publication à Varsovie en 1952, essentiellement de quelques passages peu agréables pour l'orgueil national polonais. Ces amputations ne modifient en rien la qualité du document quant à la politique nazie.

4. Tout document nazi apportant un témoignage direct est pris à sa valeur nominale s'il est écrit en langage codé, mais ignoré (ou sous-interprété) s'il est écrit en langage direct, comme certains discours de Himmler, par exemple ceci qui date du 16 décembre 1943 : «Quand j'ai été obligé de donner dans un village l'ordre de marcher contre les partisans et les commissaires juifs – je le dis devant cet auditoire, et mes paroles lui sont exclusivement destinées –, j'ai systématiquement donné l'ordre de tuer également les femmes et les enfants de ces partisans et de ces commissaires», ou encore ceci qui figure dans le journal de Goebbels, à la date du 13 mai 1943 : «Les peuples modernes n'ont donc pas d'autre solution que d'exterminer les Juifs.» En revanche, toute manifestation de racisme de guerre dans le camp allié (et elles n'ont pas manqué, comme on peut bien penser) est prise dans son sens le plus fort.

5. Tout témoignage nazi postérieur à la fin de la guerre, qu'il soit apporté dans un procès à l'Est ou à l'Ouest, à Varsovie ou à Cologne, à Jérusalem ou à Nuremberg, en 1945 ou en 1963, est considéré comme obtenu sous la torture ou par intimidation. Je reviendrai sur ce point important, mais je note tout de suite qu'il est un peu surprenant dans ces conditions qu'*aucun* dirigeant SS n'ait nié l'existence des chambres à gaz.

La preuve «non ontologique»

Plus exactement P. Rassinier «croit savoir» (*Ulysse trahi*, p. 132) que le dernier commandant d'Auschwitz, Richard Baer, «déclare qu'il n'y avait jamais eu de chambre à gaz à Auschwitz sous son commandement», mais Baer mourut, providentiellement bien sûr, dans sa prison en juin 1963.

6. Tout un arsenal pseudo-technique est mobilisé pour montrer l'impossibilité matérielle du gazage massif. Sur ce que valent les arguments «chimiques» de Faurisson on lira ci-dessous la note d'un chimiste. Quant à ces considérations sur les chambres à gaz qui servent à l'exécution des condamnés à mort dans certains Etats américains et sur les précautions dont leur usage est entouré (*Vérité*..., p. 301-309), elles ne prouvent nullement que les gazages de masse sont irréalisables; elles reviennent à comparer des choses incomparables, aussi éloignées l'une de l'autre que la voracité d'un affamé et un dîner chez *Maxim's*. L'opération de gazer, comme celle de se nourrir, peuvent être réalisées dans des conditions immensément différentes.

7. On prouvait jadis l'existence de

Dieu par ceci que l'existence était contenue dans le concept même de Dieu. C'est la fameuse «preuve ontologique». On peut dire que, chez les «révisionnistes», les chambres à gaz n'existent pas parce que l'inexistence est un de leur attributs. C'est la preuve non ontologique. Par exemple le mot *Vergasung* signifie bien gazage s'il apparaît à la forme négative dans une lettre de l'historien Martin Broszat à *Die Zeit* (19 août 1960) : *Keine Vergasung in Dachau* (pas de gazage à Dachau), mais *Vergasungskeller* signifie «chambre de carburation» dans un document de janvier 1943 cité par Georges Wellers (Faurisson, *Vérité...*, p. 104 et 109).

8. Enfin et surtout, tout ce qui peut rendre convenable, croyable, cette épouvantable histoire, marquer l'évolution, fournir des termes de comparaison politique, est ignoré ou falsifié. Pas une ligne chez Faurisson et Thion ne rappelle les exploits des *Einsatzgruppen* (le fameux ravin de Babi Yar par exemple). Pas une ligne chez Thion et Faurisson ne rappelle que les aliénés allemands ont été exterminés de 1939 à 1941 et que certains responsables de cette opération exerceront ensuite leurs talents sur les Juifs, par exemple F. Stangl à Treblinka.

On voit peut-être mieux ce que signifie cette "méthode historique"; elle est, dans notre société de représentation et de spectacle, une tentative d'extermination sur le papier qui relaie l'extermination réelle.

Pierre Vidal-Naquet,
Les Assassins de la mémoire,
La Découverte, 1980

Coupe du crématoire II à l'emplacement des systèmes d'aération de la future chambre à gaz homicide. Plan de la firme Topf, 1941.

Légalisme et Résistance

D'aucuns ont argué d'une prétendue passivité des Juifs «se laissant mener à la mort comme des moutons à l'abattoir». Au-delà de cette formule simpliste, l'espoir et les illusions, l'isolement dans un monde indifférent sinon hostile, le manque d'armes et, sans doute, le rejet traditionnel de la violence doivent être pris en compte. Il y eut cependant des formes variées de résistance. Et la problématique légalisme/clandestinité mérite aussi d'être analysée.

Mordechai Anielewicz, dirigeant de l'insurrection du ghetto de Varsovie.

La création du Judenrat

La Gestapo exige que nous ayons des représentants. Elle veut créer une sorte de comité juif. En allemand, cela s'appelle *Judenrat*, Conseil juif. Ce comité, quelque chose comme une institution de bienfaisance, servira d'intermédiaire entre le pouvoir allemand et nous. On a déjà mis à sa disposition les locaux de la *Kehilla* et on a promis à ses membres que ni leurs logements ni leurs meubles ne leur seraient confisqués.

– C'est trop beau, cela ne me plaît pas ! dis-je, inquiet.

– A qui voulez-vous que ça plaise ? rétorqua Hurwitz. Si quelqu'un commet la moindre faute en ville, ils le paieront de leur vie, et quand je dis faute… Il suffira qu'on invente une histoire, une calomnie, et adieu la vie !

Ceux qui ont été convoqués par la Gestapo pour la création du Conseil tremblaient, figurez-vous. Chacun tentait de se défiler, de se réfugier derrière le voisin pour échapper à cette sale affaire, en invoquant n'importe quel prétexte. Seul, Szahtman a levé le doigt comme un écolier : « Je suis volontaire, messieurs ! » […] Le frêle Szperling a tenté de se dérober : « Messieurs, je suis un homme malade. » Alors, le gestapiste furieux a frappé la table avec sa cravache et l'écho du coup de fouet s'est répercuté dans le cœur de tous. Puis, il a ouvert l'étui de son revolver, et a hurlé : « Je vais te fusiller sur place, sale Juif ! Ferme ta gueule et obéis aux ordres ! » Voilà, mes amis, comment cela s'est passé.

Simha Guterman,
Le Livre retrouvé, Plon, 1991

Entre le fer et l'enclume

Le *Judenrat*, dirigé par l'ingénieur assimilé Adam Czerniakow, pouvait

espérer, en appliquant avec célérité les directives allemandes, protéger les Juifs du ghetto des pires conséquences de l'ordre nazi jusqu'à l'avènement de temps meilleurs. C'était naturellement une politique aussi vieille que la diaspora. Les persécutions revenaient périodiquement dans la vie des Juifs ; on croyait toujours qu'en baissant la tête on pourrait traverser les tempêtes et, au prix du sacrifice de quelques-uns de ses membres, sauver l'essentiel de la communauté. [...]

Ce rôle d'intermédiaire fut encore souligné par la publication, le 14 mars 1941, d'un communiqué officiel stipulant qu'« en accord avec les instructions des autorités, les Juifs de Varsovie ne peuvent s'adresser à un représentant du régime que par l'intermédiaire du *Judenrat.* Les lettres adressées directement seront laissées sans réponse ».

Le *Judenrat* tenta de jouer les médiateurs du mieux qu'il put afin d'atténuer les rigueurs de la férule allemande. C'était une tâche ingrate et l'organisation ne tarda pas à servir de cible aux attaques d'une population juive désespérée. Comme le dit Kaplan : « Le *Judenrat* est la honte de la communauté juive de Varsovie. Chaque fois qu'on en parle, le sang de chacun commence à bouillir. » Les Allemands comprenaient bien qu'en utilisant le *Judenrat* pour imposer leur volonté au ghetto, ils détourneraient une grande partie de l'hostilité des Juifs contre des membres de leur propre communauté. Comme le faisait observer avec quelque satisfaction le commissaire Auerswald dans une lettre de novembre 1941 : « La population juive incrimine plus l'appareil juif du ghetto que les autorités allemandes. »

Beaucoup de dirigeants du *Judenrat* occupaient déjà auparavant des positions en vue dans la communauté juive et se considéraient comme investis de responsabilités particulières, rendues d'autant plus lourdes par la fuite de Varsovie de nombreux dirigeants juifs (comme celle de nombreux membres de l'élite polonaise). Czerniakow lui-même avait été nommé chef de la *Kehilla* de Varsovie par Stefan Starzynski, maire de Varsovie avant que la capitale ne tombe aux mains des Allemands. Czerniakow remplaçait Maurycy Majzel, l'ancien président, qui s'était enfui vers l'est. Son journal révèle un individu plein de bonne volonté mais peu imaginatif, et ne faisant guère confiance aux capacités de l'habitant moyen du ghetto, mais il révèle aussi que ses motivations dans l'exercice de ses fonctions étaient au-dessus de tout soupçon. Il était parfaitement conscient de son impuissance.

Abraham Lewin,
Journal du ghetto de Varsovie,
Plon, 1990

Le président du Judenrat de Varsovie

17 avril 1942

A midi Brandt a fait venir chez lui Czaplinski et Lejkin du Service d'Ordre et leur a demandé de mettre à sa disposition pour le soir un détachement d'une dizaine de fonctionnaires de ce Service pour inspecter quelques locaux.

Après-midi. La panique a éclaté au ghetto. On s'est mis à fermer les boutiques. La population se rassemble dans les rues, devant les maisons. Afin d'apaiser la population je suis sorti dans la rue et j'ai fait une promenade dans quelques rues.

Le détachement du Service d'Ordre devait se présenter à 21 h 30 devant [la prison de] Pawiak. Il est maintenant 22 h 30 et j'attends le rapport du

commandant. A 7 heures du matin : le rapport. Cette nuit on a fusillé 51 personnes.

18 avril 1942
Le matin, conférence chez Hagen : problème de l'enlèvement des ordures…

J'ai réclamé un bâtiment derrière la synagogue pour le prochain transport du 20, comptant 1 000 personnes environ. Il m'a remis une liste de 78 personnes du transport précédent, pour les expédier à Treblinka. En outre, il m'a remis deux lettres d'ouvriers qui y sont déjà : l'un réclame des disques d'accordéon (*sic*), l'autre, ses outils.

21 avril 1942
Le matin chez Brandt. Il déclare que les journaux clandestins sont la cause des représailles infligées dans la nuit. Au ghetto il y a des journaux clandestins et on prendra des mesures sévères si les journaux continuent de paraître. Il m'a autorisé à faire savoir publiquement que l'action a eu un caractère unique et que la population peut se remettre au travail.

15 mai 1942
En ville, les bruits de déportations courent toujours. On parle de dizaines de milliers. Dans ces conditions, le travail méthodique surprend. Et pourtant nous le faisons tous les jours. Je dois une fois encore me répéter le mot de Dickens : « Tu ne remonteras pas la montre avec des larmes. »

23 juillet 1942
Le matin – la Communauté. Worthoff (du service de l'évacuation) est arrivé. J'ai débattu avec lui de nombreux problèmes. Il a exempté de la déportation les élèves des écoles professionnelles. Les conjoints des femmes qui travaillent – également. Quant aux orphelins, il a conseillé d'en parler avec Hoeffle. En ce qui concerne les artisans, il a également recommandé de faire des démarches.

On lui a demandé combien de jours par semaine durera l'action ; il a répondu : sept jours par semaine. En ville, création fiévreuse d'échoppes. Une machine à coudre peut sauver une vie.

Il est 3 heures. Pour le moment il y a 4 000 personnes prêtes au départ. D'ici 4 heures, selon les ordres, il doit y en avoir 4 000 à 9000. *(Fin du journal.)*

Journal d'Adam Czerniakow,
in *Le Monde juif* n° 147, avril-août 1993

Tous les présidents de Judenrat *n'ont pas la même personnalité, ni la même définition de leur rôle : si tout le monde s'accorde sur la rigueur morale d'Adam Czerniakow – qui se suicida –, Haïm Rumkowski, responsable du* Judenrat *de Lodz, se laisse griser par le « pouvoir », se faisant appeler « le roi Haïm » et frappant monnaie à son effigie.*
Les rapports entre les Judenrate *et les partisans de la Résistance diffèrent. A Kornitz, le président du* Judenrat *menace de dénoncer les auteurs d'attentats à la Gestapo, pour éviter des représailles sur l'ensemble du ghetto. Mais la quasi totalité du* Judenrat *de Piotrkow Tribunaski s'implique dans les activités clandestines.*
Leib Garfunkel, l'ancien vice-président du Judenrat *de Kovno, témoigne :*

D'une part, le *Judenrat* ne voulait absolument pas saboter les activités de la Résistance, y voyant un moyen de sauver des centaines de gens. Mais il savait qu'une évasion présentait un grand danger pour le ghetto. Il était clair que même si les organisateurs étaient extrêmement prudents, la Gestapo allait finir par tout découvrir. Mais ces craintes

n'ont pas diminué l'aide énorme et diversifiée donnée par les institutions du ghetto à ceux qui s'évadaient.

Cité par Isaiah Trunk,
«Les Judenrat et leur approche du problème de la Résistance»,
in *La Résistance pendant la Shoah*,
Yad Vashem, 1973

Un général S.S. face à l'insurrection du ghetto de Varsovie

Avant que l'action ait commencé, les limites de l'ancien ghetto furent entourées d'un barrage afin d'empêcher la fuite des Juifs. Ce barrage a été maintenu du commencement jusqu'à la fin de l'action de nettoyage, et particulièrement renforcé la nuit.

Lors de la première pénétration dans le ghetto, les Juifs et les bandits polonais réussirent, grâce à une attaque préparée, à repousser les unités participant à l'action, y compris les chars et les tanks-mitrailleurs. Lors de la deuxième attaque qui a eu lieu vers 8 heures environ, j'ai envoyé les forces par unités séparées, dans des zones de combat déterminées, pour nettoyer le ghetto tout entier. Malgré le feu des attaques répétées, on a réussi à nettoyer systématiquement, comme projeté, les pâtés de maisons. L'adversaire fut obligé d'abandonner les toits et les positions de tir élevées pour se retirer dans les caves, abris et canaux. Afin d'empêcher une fuite par les égouts, on a inondé le réseau situé sous le ghetto juif, – mesure rendue dans sa plus grande partie illusoire par les Juifs qui faisaient sauter les vannes. Vers le soir du premier jour, nous nous sommes heurtés à une résistance renforcée, qui a pu toutefois être rapidement brisée par une troupe de choc spécialement amenée. Au cours des opérations on a pu déloger les Juifs de leurs nids de résistance préparés à l'avance, de leurs tranchées, et, le 20 et 21 avril, maîtriser suffisamment la plus grande partie de ce qu'on appelait les restes du ghetto, pour qu'il ne puisse plus être question d'une résistance importante dans les limites de ces blocs de maisons.

Rapport Stroop,
in *Le Monde juif, op. cit.*

Juifs au combat

Mardi, 20 avril
A 10 heures du matin, nous déclenchons notre première attaque. Lorsqu'un bataillon de gendarmes allemands, se dirigeant vers le ghetto central, passe au carrefour des rues Leszno et Zelazna, notre groupe l'accueille à coups de revolvers et de grenades. Deux grenades tombent en plein milieu de la colonne en marche. Les Allemands se dispersent en hâte et, s'abritant sous les porches, abandonnent dix morts sur les lieux. [...]

De retour, les Allemands tirent sur nos fenêtres. Nous quittons alors notre poste pour gagner – par les greniers – le poste voisin, dans la rue Nowolipie. Les balles allemandes n'ont blessé aucun d'entre nous. [...]

Mercredi, 21 avril
Dès 6 heures du matin, tous nos groupes de combat se trouvent à leurs postes et attendent l'arrivée des Allemands. [...] L'invitation au départ et la déclaration annonçant que tous ceux qui resteront dans le ghetto seront traités en «illégaux» provoquent maintes hésitations. [...] N'est-il pas préférable de se présenter au départ et de tenter de s'évader pendant le transport ? Les gens ne savent plus que faire. Certains qui, hier encore, étaient décidés à rester dans le ghetto, choisissent, maintenant, de partir. D'autres encore, tout prêts à partir, décident – au contraire – de demeurer. L'Organisation de Combat, elle, maintient sa résolution.

Après le soulèvement de Treblinka, le camp brûle. Cette photo fut prise par un employé des chemins de fer polonais.

Quand le premier groupe d'Allemands arrive devant la porte, il est bombardé à coups de grenades. Parmi les Allemands et les Ukrainiens, il y a des tués et des blessés. [...] En même temps, le groupe de combat posté au 67 de la rue Nowolipie, auquel se joignent les groupes stationnés aux numéros 74 et 76 de la rue Leszno, attaque un détachement allemand. [...] Ici, les Allemands laissent également des tués.

Témoignage de S. Grajek,
Cité par Michel Borwicz,
L'Insurrection du ghetto de Varsovie,
Gallimard/Julliard, 1966

Dans différents ghettos, des tentatives insurrectionnelles se développent. En témoigne ce chant de partisans.

Le chant des partisans de Wilno

Ne dis pas que tu suis ton dernier chemin
Et ne perds jamais confiance en ton destin
L'heure dont nous avons tant rêvé viendra
Nos pas résonneront bien fort : nous sommes là.

Des palmeraies jusqu'aux lointains pays glacés
Nous sommes là forts de nos peines amassées
Là où coule à flots tant de sang innocent
Notre courage s'affirmera plus ardent.

Car demain le soleil luira pour aujourd'hui
Avec le passé, notre ennemi s'enfuit
Et si tarde le soleil à l'horizon
Ce chant portera notre parole aux nations.

Ce chant écrit avec le sang de cœurs blessés
N'était pas l'hymne d'un oiseau en liberté
Mais c'est un peuple uni dans son dernier combat
Qui, défiant l'ennemi, lança : nous sommes là.

Donc ne dis pas que tu suis ton dernier chemin
Et ne perds jamais confiance en ton destin
L'heure dont nous avons tant rêvé viendra
Nos pas résonneront bien fort : nous sommes là.

Texte original yiddish de Hirsch Glick,
Paroles françaises de Henry Bulawko

La révolte du Sonderkommando d'Auschwitz-Birkenau

Des révoltes éclatent même dans les centres de mise à mort.

Quelques-uns d'entre nous faisaient partie de kommandos où ils pouvaient se déplacer plus librement et visiter différentes sections du camp. Ils venaient souvent dans le camp des femmes. Ils nous mirent en contact avec les femmes qui travaillaient à l'usine « Union ». Tous les jours, nous apportions une petite quantité de poudre au technicien russe Borodine. Ce dernier la cachait, en même temps que d'autres produits chimiques, dans des boîtes de conserves vides, qu'il enterrait à différents endroits. [...]

Après la fin de l'« action Höss », ainsi qu'on désignait l'extermination des Juifs hongrois, on apprit que 160 membres du *Sonderkommando* allaient être transférés ailleurs. C'était la première fois que des membres de ce kommando n'étaient pas exécutés sur place. Mais il apparut rapidement qu'il ne s'agissait que d'une nouvelle duperie de la part des SS. Ces hommes furent séparés de leurs codétenus, pour être assassinés. L'organisation ne manqua pas de faire connaître au *Sonderkommando* le sort de leurs camarades. Cela renforça encore ces hommes dans leur décision de ne plus attendre et de se soulever sur le champ. A la suite de longs préparatifs, le kommando disposait de quelques revolvers, d'une mitraillette et de quelques grenades rudimentaires.

Témoignage d'Isaïe Eiger,
Cité in Léon Poliakov, *Auschwitz*,
Gallimard/Julliard, 1964

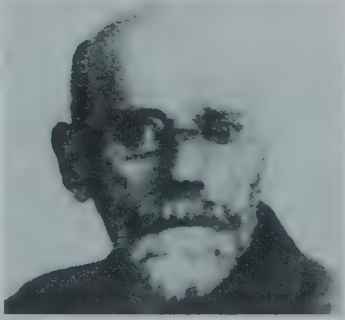
On ne connaît pas la manière dont se déroula cette révolte, ni le nom de ceux qui y participèrent – à l'exception de Jacob Handelsman et de Joseph Warchawsky – et qui furent tous massacrés.

La solidarité : une forme de résistance

La Résistance armée n'est pas la seule forme de riposte exprimée par les Juifs des ghettos et des camps. Tout geste d'humanité, de solidarité, constitue en soi une réaction à la volonté des nazis de nier jusqu'à l'identité de ceux qu'ils désignent comme des Figuren. *Le Dr Janusz Korczak, Juif très intégré dans la société polonaise et connu pour ses écrits et ses émissions de radio sur l'éducation, dirige un orphelinat dans le ghetto de Varsovie. Sa notoriété lui permettrait d'avoir la vie sauve et cela lui est proposé. Il refuse et accompagne les enfants jusqu'au train qui les conduit à Treblinka :*

Je n'oublierai jamais cette scène aussi longtemps que je vivrai. Ce n'était pas une marche vers les wagons, mais plutôt une protestation muette contre ce régime assassin.

Témoignage de Nahum Remba,
Cité in Betty Jean Lifton,
Janusz Korczak, le roi des enfants,
Robert Laffont, 1989



Le docteur Korczak.

L'«abandon des Juifs»

«On savait», «on ne savait rien» : ces deux assertions sont également crédibles selon la date, l'endroit où se trouvait le témoin, les vecteurs d'information dont il pouvait bénéficier. Cette ignorance ne pouvait pas, en tous cas, être partagée par les gouvernements d'Europe et les Etats-Unis. Que savaient-ils? Et qu'ont-ils fait?

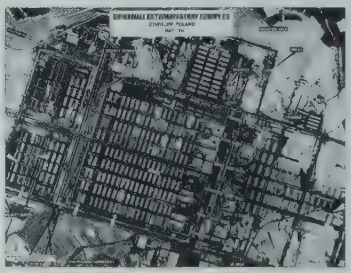


Photo aérienne du camp de Birkenau, prise par l'aviation américaine, le 31 mai 1944.

Pour aborder le problème de l'information sue, diffusée ou retenue, il faut garder à l'esprit la difficulté d'intégrer ce type de savoir et de réalité. Si s'en défendre par la dénégation a été le réflexe le plus courant, quel effort fallait-il s'imposer pour assimiler cette réalité-là, la mort pour tous et pour rien ? Il fallait de plus dépasser l'aspect «rumeur» de la nouvelle, qui ne pouvait qu'évoquer ces mensonges énormes et grossiers diffusés par les propagandes de tout bord lors de la Première Guerre mondiale. L'énormité du crime en a laissé plus d'un perplexe, hésitant et oscillant du doute au désarroi, du désarroi à la certitude enfin. Mais il y fallut du temps. [...]

Walter Laqueur cite le témoignage d'un théologien protestant, W. A. Visser't Hooft qui, au titre de premier secrétaire du Conseil œcuménique des Eglises, passa les années de guerre en Suisse. Il relate dans ses Mémoires, écrits trente ans plus tard, dans quelles circonstances il reçut, en octobre 1941, la première information sur le génocide, et le mécanisme mental de refoulement de l'horreur [...] qui se mit immédiatement en branle : «Cela se produisit quand j'entendis un jeune homme d'affaires suisse raconter ce qu'il avait vu de ses propres yeux pendant un voyage d'affaires en Russie. Il avait été invité par des officiers allemands à assister à l'une des exécutions massives de Juifs. Il nous raconta de la manière la plus réaliste et la plus directe comment les Juifs, hommes, femmes et enfants, étaient forcés, groupe après groupe, de se coucher dans les fosses communes et comment ils étaient ensuite tués et achevés à la mitrailleuse. [...] A partir de ce moment, je n'eus plus aucune excuse pour refuser d'accepter des informations qui ne pouvaient cadrer avec ma vision du monde et de l'humanité. [...] L'explication est plutôt que les gens ne

savaient pas comment loger dans leur conscience ces horreurs inimaginables et faire face. Il est possible de vivre dans une zone de pénombre, entre la connaissance et l'ignorance.»

Georges Bensoussan,
Génocide pour mémoire,
Edition du Félin, 1989

Mais cette réalité monstrueuse qu'un homme a sans nul doute beaucoup de mal à intégrer personnellement, les dirigeants politiques ne peuvent plus l'ignorer au fur et à mesure que les mois passent, apportant des informations concordantes.

Le message de Radio-Moscou

Le 24 août 1941, soit plus d'un mois avant le massacre de Babi Yar, Radio-Moscou diffuse une émission destinée «aux Juifs du monde entier». Des personnalités très connues, tels le cinéaste Eisenstein et l'écrivain Ilya Ehrenbourg, y participent. L'écrivain juif russe David Bergelson lance :

Frères juifs du monde entier !

Le sanglant Hitler veut exterminer tous les peuples qui refusent de subir son esclavage. En premier lieu, il cherche à anéantir notre peuple et nous constatons avec douleur que l'ange de mort exécute son plan avec une précision implacable dans les pays où le fascisme a réussi à instaurer son affreuse domination. [...]

Si, pour tous les peuples opprimés l'hitlérisme est synonyme d'esclavage, de persécution et de guerre, il signifie pour nous, Juifs, extermination complète.

La question même de l'existence du peuple juif est aujourd'hui posée dans toute son ampleur!

Cité par Stéphane Courtois et
Adam Rayski, *Qui savait quoi ?*
La Découverte, 1987

Une lettre du Bund

C'est en mai 1942 qu'un document extrêmement important, insérant les différents massacres dans un plan politique global, parvint à Londres. Cette lettre, émanant du *Bund* de Pologne, fut transmise semble-t-il par l'intermédiaire des Suédois de Varsovie. Elle était libellée en ces termes :

«Du jour où la guerre a été déclenchée entre la Russie et l'Allemagne, les Allemands ont entrepris l'extermination physique du peuple juif sur le sol polonais avec l'aide des fascistes ukrainiens et lituaniens. [...] Cela a commencé en Galicie orientale durant l'été 1941.»

Suivait une description des modalités d'exécution de ces massacres, et une liste des villes et villages qui avaient été progressivement vidés de leurs Juifs. «Durant les mois d'octobre et de novembre, la même chose a commencé dans la région de Vilno et en Lituanie. 50 000 Juifs ont été tués au cours du mois de novembre. [...] En novembre-décembre, les massacres de Juifs ont également débuté dans les territoires polonais annexés au Reich. Ce meurtre a été perpétré par le gaz dans le village de Chelmno. [...] »

Suivait une description des camions à gaz, et les auteurs de la lettre estimaient à 40 000 le nombre de Juifs gazés à Chelmno entre novembre 1941 et mars 1942.

«L'extermination des Juifs dans le soi-disant Gouvernement général a débuté en février 1942. [...] Quelque 25 000 Juifs ont été déportés de Lublin dans des wagons plombés "vers une direction inconnue". Ils ont disparu sans laisser de traces. [...] On peut estimer à 700 000 le nombre de Juifs polonais que les Allemands ont déjà tués. [...] »

L'essentiel du contenu de cette lettre fut diffusé par la BBC le 2 juin 1942, il

fut pris très au sérieux par le Conseil national polonais, qui en informa les gouvernements alliés une semaine plus tard. Les deux délégués juifs au Conseil national polonais, Ignacy Schwarzbart et Szmul Zygielbojm, communiquèrent le texte intégral de la lettre à la presse et apportèrent des précisions supplémentaires obtenues depuis, lors d'une conférence de presse organisée le 29 juin 1942 par la section britannique du Congrès juif mondial. Le 8 juillet, le Conseil national polonais réitéra son avertissement aux gouvernements alliés.

Si le Département d'Etat américain lança, au début de juillet 1942, une enquête sur les massacres de Juifs en Europe orientale, si le *Daily Telegraph* diffusa largement les informations maintenant disponibles, on considéra en règle générale qu'il s'agissait là de rumeurs, sans doute exagérées. [...]

En dehors des milieux juifs et polonais, il semble que l'incrédulité était encore la règle. L'opinion publique des pays alliés et de la majorité des pays neutres était cependant alertée ; s'ils n'accordaient pas de crédit à l'ensemble des informations, les rédacteurs des grands journaux ne pouvaient plus ignorer qu'il se passait des choses hors du commun ; les gouvernements étaient sollicités.

Renée Poznanski,
«Que savait-on dans le monde?»
in *Qui savait quoi?, op. cit.*

Le télégramme Riegner

En août 1942, Gerhart Riegner, représentant du Congrès juif mondial en Suisse, envoie un télégramme aux gouvernements de Londres et de Washington, dans lequel il donne l'alerte sur le génocide en cours.

Reçu nouvelle alarmante qu'au quartier général du *Führer*, discussion et examen d'un plan selon lequel après déportation et concentration à l'Est tous les Juifs des pays occupés ou contrôlés par l'Allemagne représentant 3 et demi à 4 millions de personnes doivent être exterminés d'un coup pour résoudre définitivement la question juive en Europe. Exécution prévue pour l'automne. Méthodes à l'examen y compris l'acide prussique. Transmettons information sous toutes réserves son exactitude ne pouvant être confirmée. Informateur considéré comme ayant rapports étroits avec les plus hautes autorités allemandes et comme communiquant nouvelles en général fiables.

Cité par Walter Laqueur,
Le Terrifiant secret,
Gallimard, 1980

La neutralité de la Suisse

Si les autorités suisses considèrent que «la barque est pleine» et se cramponnent à leur neutralité pour repousser les réfugiés juifs qui cherchent un asile, la presse suisse ne se voile pas la face devant la réalité du massacre en cours. Le 10 octobre 1942, on peut lire dans le Volksfreund *de Flawil, une petite localité de 6 000 habitants :*

Est-ce qu'on tue les Juifs déportés ? La question peut sembler inconsidérée. Certains diront que le problème de savoir si les Juifs déportés à l'Est sont effectivement tués, s'ils sont fusillés, s'ils meurent de faim ou d'une autre manière, ne nous concerne pas vraiment. Mais, en tant que peuple chrétien d'une Europe chrétienne, nous devons nous préoccuper de savoir s'il s'agit effectivement d'une entreprise d'extermination d'un peuple innocent d'une autre race.

Cité par W. Laqueur,
op. cit.

L'attitude du président Roosevelt

Les Juifs américains ont toujours nourri pour Roosevelt une admiration sans bornes. L'admiration était-elle réciproque ? Il est vrai que dans l'entourage de Roosevelt, dans son milieu familial et social, l'antisémitisme n'avait rien d'exceptionnel. Il n'en est pas moins vrai que Roosevelt lui-même ne partageait pas cette phobie et que si l'on peut relever de la part d'Eleanor Roosevelt jusque dans les années vingt des propos antisémites, c'est une véritable sympathie pour les Juifs persécutés que montre Madame Roosevelt du vivant de son mari et plus encore après sa mort. [...]

Mais Roosevelt est avant tout un homme politique. Il a le sens aigu de ce qu'il croit possible et immédiatement réalisable. Prenons l'exemple des restrictionnistes. Ce sont les partisans d'une immigration limitée, les farouches défenseurs de la loi sur les quotas qui fut adoptée en 1924. Les restrictionnistes veillent. Ils ne veulent surtout pas d'exceptions à la sévère législation sur l'immigration, qu'il s'agisse des Juifs ou non. Roosevelt [...] préfère les ménager, parce qu'ils sont puissants au Congrès [...] Et puis, Roosevelt sait aussi faire ses comptes. L'électorat juif lui est acquis. Le Parti démocrate, rénové, désormais majoritaire dans le pays, réunit les pauvres, les laissés-pour-compte, les Noirs, les Juifs, les libéraux (au sens américain du mot), les travailleurs manuels, mais aussi les conservateurs du Sud, des patriciens protestants, une partie des fermiers. Une coalition hétéroclite, fragile, qui pourrait aisément éclater si les dirigeants commettaient trop de maladresses. Ajoutons à cela que si Roosevelt se prononce en 1944 pour un Commonwealth juif en Palestine, s'il donne ainsi satisfaction aux sionistes, il n'ignore pas la complexité du Proche-Orient et s'emploie à ne pas perdre le soutien du monde arabe. Le politicien habile est également un diplomate avisé. Il a toujours deux fers au feu, parfois davantage, jamais moins.

Reste l'argument de choc. Roosevelt dirige l'effort de guerre d'un géant qui prend conscience de sa vigueur. Il ne saurait échapper aux mille et un soucis de la guerre, sur le front intérieur comme sur les théâtres d'opération militaires. Peut-il consacrer un peu de son temps à la solution d'un problème qui, n'importe comment, sera réglé par la victoire sur les armées de Hitler ? Pourquoi transformerait-il la guerre contre le nazisme en une guerre pour les Juifs ? Pourquoi donnerait-il des arguments à ses adversaires qui l'ont déjà accusé de faire du *new deal* un *Jew deal ?* Il est d'abord et avant tout le président des Etats-Unis, donc de tous les Américains. Il est ensuite le leader le plus prestigieux du « monde libre », donc de tous les adversaires du totalitarisme. Dans ce vaste panorama, le sort des Juifs le préoccupe peut-être, mais ce n'est que l'un des paragraphes d'un immense chapitre, une horreur parmi les horreurs. Dénoncer le génocide dès qu'il en a la certitude, c'est-à-dire au début de l'automne de 1942 ? Faire savoir à l'ennemi qu'il paiera pour les crimes qu'il commet ? Secouer la torpeur ? Roosevelt ne fait rien de cela. Quand il se décide à agir, sur la pression de Morgenthau à l'extrême fin de 1943, il est bien tard.

André Kaspi,
Postface à David S. Wyman,
L'Abandon des Juifs,
Flammarion, 1987

Les procès d'après-guerre

Après la guerre, les principaux criminels nazis ont dû répondre de leurs actes – même si la justice a parfois été fort lente et si certains ont réussi à lui échapper, avec diverses complicités.

Le procès de Nuremberg

Le procès de Nuremberg se déroule entre le 18 octobre 1945 et le 1er octobre 1946 devant un tribunal militaire international (TMI) chargé de juger les grands criminels nazis. Dix-neuf gouvernements, membres de l'ONU, y adhèrent par la suite, ce qui donne au TMI une assise internationale. Avant même la fin de la guerre, les Alliés avaient affirmé la nécessité du châtiment des responsables des crimes nazis.

En octobre 1942, Londres et Washington se déclaraient prêts à constituer ensemble une commission d'enquête sur les crimes de guerre. Composée de délégués des gouvernements alliés, elle aurait pour objectif de réunir les preuves et les témoignages et de dresser la liste des criminels de guerre appartenant aux puissances de l'Axe. Un grand nombre d'Etats acceptèrent d'y participer. Un an plus tard, les ministres des Affaires étrangères des trois Grands – Etats-Unis, Royaume-Uni, Union soviétique –, réunis à Moscou, prirent position sur les crimes allemands et adoptèrent une déclaration commune, contresignée en octobre 1943 par Staline, Churchill et Roosevelt : les principaux criminels « coupables de forfaits dans différents pays doivent être

Les accusés de Nuremberg : Goering, Hess, Ribbentrop, Kettel, Kaltenbrunner (au premier plan et de gauche à droite).

	Verdict	Sentence
H. Goering, *maréchal du Reich, chef de la Luftwaffe, Président du Reichstag*	Coupable des 4 chefs d'accusation	Mort (s'est suicidé)
J. von Ribbentrop, *ministre des Affaires étrangères*	Coupable des 4 chefs d'accusation	Mort (exécuté)
A. Rosenberg, *théoricien de la philosophie nazie et ministre du Reich pour les territoires occupés de l'Est*	Coupable des chefs 3 et 4	Mort (exécuté)
J. Streicher, *directeur du journal* Der Stürmer, *gauleiter de Franconie*	Coupable du chef 4	Mort (exécuté)
É. Kaltenbrunner, *chef de l'Office Suprême de Sécurité du Reich*	Coupable des chefs 3 et 4	Mort (exécuté)
H. Frank, *juriste d'Hitler puis gouverneur de la Pologne occupée*	Coupable des chefs 3 et 4	Mort (exécuté)
F. Sauckel, *chargé de la réquisition de la main-d'œuvre dans les pays occupés*	Coupable des chefs 3 et 4	
A. Seyss-Inquart, *gouverneur d'Autriche puis commissaire du Reich aux Pays-Bas*	Coupable des chefs 2, 3 et 4	Mort (exécuté)
W. Frick, *ministre de l'Intérieur*	Coupable des chefs 2, 3 et 4	Mort (exécuté)
W. Keitel, *chef d'état-major du Haut Commandement de la Wehrmacht*	Coupable des 4 chefs	Mort (exécuté)
A. Jodl, *chef des opérations du Haut Commandement*	Coupable des 4 chefs	Mort (exécuté)
M. Bormann, *chef de la Chancellerie du parti nazi et secrétaire particulier d'Hitler*	Coupable des chefs 3 et 4	Mort par contumace
E. Raeder, *commandant en chef de la Marine*	Coupable des chefs 2, 3 et 4	Prison à perpétuité (libéré en 1955)
W. Funk, *successeur de Schacht comme ministre de l'Économie*	Coupable des chefs 2, 3 et 4	Prison à perpétuité (libéré en 1957)
R. Hess, *adjoint d'Hitler. Jugé irresponsable en raison de son état mental*	Coupable des chefs 1 et 2	Mort en prison en 1988
A. Speer, *ministre des Armements et Munitions*	Coupable des chefs 3 et 4	Vingt ans de prison
B. von Schirach, *chef des Jeunesses hitlériennes et gauleiter de Vienne*	Coupable du chef 4	Vingt ans de prison
C. von Neurath, *ministre des Affaires étrangères puis « protecteur » de Bohême-Moravie*	Coupable des 4 chefs	Quinze ans de prison (libéré en 1954)
K. Dœnitz, *grand amiral, chef de la marine allemande et successeur d'Hitler*	Coupable des chefs 2 et 3	Dix ans de prison
H. Schacht, *président de la Reichsbank et ministre de l'Économie*	Non coupable	Acquitté
F. von Papen, *chancelier du Reich avant Hitler et ambassadeur en Autriche et en Turquie sous le régime de Hitler*	Non coupable	Acquitté
H. Fritzsche, *chef de la propagande radiophonique du ministère de la Propagande*	Non coupable	Acquitté

Verdict du procès de Nuremberg et principaux chefs d'accusation : 1 Crimes contre la paix. 2 Préparation de guerres d'agression. 3 Crimes de guerre. 4 Conspiration contre l'humanité.

punis en vertu d'une décision commune des Alliés ». On distingue alors les criminels qui ont commis leurs forfaits dans un lieu déterminé (livrés à l'Etat intéressé, ils seront jugés d'après sa législation) et les « grands » criminels dont les crimes ont été commis dans plusieurs pays. Il fallut encore plus d'un an et demi pour que triomphe l'idée d'un grand procès, pour l'essentiel dû aux Américains. [...]

En juin 1945, des juristes anglais, américains, soviétiques et français commencent une discussion qui durera trois mois à huis clos avant de signer, le 8 août, les accords de Londres définissant le statut du tribunal destiné à juger les grands criminels, et les chefs d'inculpation. Les deux premiers chefs, « plan concerté ou complot » et «crimes contre la paix », devaient, pour les Américains et les Britanniques qui n'avaient pas connu l'occupation de leur territoire, constituer l'essentiel de l'accusation. Ainsi l'intervention américaine dans la guerre serait pleinement justifiée et la punition des fauteurs de guerre, qui ont violé les traités internationaux, serait un

avertissement pour ceux qui souhaiteraient à l'avenir déclencher des guerres d'agression. Pour les Soviétiques et les Français, l'important, ce sont les crimes de guerre, c'est-à-dire les violations des lois et coutumes de la guerre. Ces violations comprennent, sans y être limitées, l'assassinat, les mauvais traitements ou la déportation pour des travaux forcés, ou tout autre but, des populations civiles dans les territoires occupés, l'assassinat ou le mauvais traitement de prisonniers de guerre ou des personnes en mer, l'exécution des otages, le pillage des biens privés, la destruction sans motif des villes et des villages ou la dévastation que ne justifient pas les exigences militaires. Reconnus dès la fin du XIX^e siècle comme passibles de châtiment, leur définition n'offre aucune difficulté.

Reste le génocide. Au terme des accords de Londres, la grande majorité des actions contre les Juifs relève des crimes de guerre. Comme le relève justement Raul Hilberg : « La mise à mort des Juifs camouflée en opération contre les partisans était un crime de guerre. Le gazage des Juifs originaires du Reich sur le sol polonais était un crime de guerre. Au terme de la législation de guerre traditionnelle, la presque totalité du processus mis en œuvre de 1939 à 1945 consistait en des actes pouvant entraîner la condamnation, et dans beaucoup de cas la condamnation à mort, de ceux qui les avait commis. » Pourtant, cette définition ne règle pas la question des persécutions raciales d'avant 1939. Si l'on s'en était tenu à la législation traditionnelle sur les crimes de guerre, l'antisémite fanatique et ordurier Julius Streicher, l'homme du *Stürmer*, aurait échappé à toute condamnation.

Une nouvelle catégorie de crimes apparaît donc : le crime contre l'humanité, « c'est-à-dire l'assassinat, l'extermination, la réduction en esclavage, la déportation et tout acte inhumain contre toutes les populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux, lorsque ces actes ou persécutions, qu'ils aient constitué ou non une violation du droit interne du pays où ils ont été perpétrés, ont été commis à la suite de tout crime entrant dans la compétence du tribunal ou en liaison avec ce crime. »

Annette Wieviorka,
« Le Procès de Nuremberg et ses suites »,
in *L'Etat du monde en 1945*,
La Découverte, 1994

Le crime contre l'humanité

Sont incontestablement crimes contre l'humanité ceux commis contre les Juifs et les Tsiganes. [...]

Les Juifs furent arrachés à leur milieu de vie, à leur famille, à leur travail, pour être déportés dans les camps situés principalement en Europe de l'Est où, comme il fut convenu à la Conférence de Wannsee, ils devaient être mis au travail « avec l'encadrement voulu et des méthodes appropriées », de telle sorte que « sans aucun doute, une grande partie disparaîtra par décroissance naturelle » et qu'aux autres il faudra appliquer « un traitement approprié », d'où les exterminations qui s'ajoutaient aux assassinats commis aussitôt après les arrestations dans le pays d'origine.

Ce fut le sort de millions de Juifs. Chacun d'eux fut d'abord atteint individuellement. Ce n'est pas le nombre qui fait le crime contre l'humanité, même si l'indignation qu'il a déclenchée est à l'origine de l'élaboration du texte, conséquence des protestations des gouvernements alliés des 13 janvier et

18 décembre 1942 et de la déclaration de Moscou. Il faut donc aller chercher ailleurs la raison pour laquelle il a paru indispensable de dépasser les qualifications de droit commun. [...]

Le crime contre l'humanité est la négation de l'humanité contre des membres d'un groupe d'hommes en application d'une doctrine. Ce n'est pas un crime commis d'homme à homme, mais la mise à exécution d'un plan concerté pour écarter des hommes de la communauté des hommes. [...]

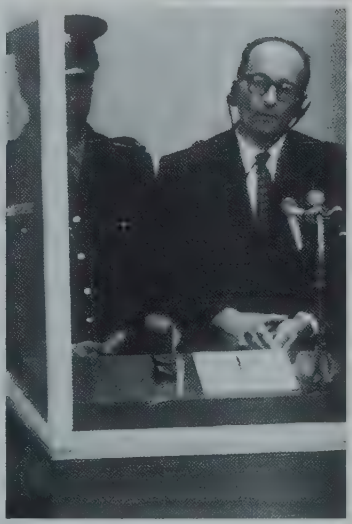
On distingue ce qui singularise le crime contre l'humanité des autres crimes : il est commis systématiquement en application d'une idéologie refusant par la contrainte à un groupe d'hommes le droit de vivre sa différence, qu'elle soit originelle ou acquise, atteignant par là même la dignité de chacun de ses membres et ce qui est de l'essence du genre humain. Traitée sans humanité, comme dans tout crime, la victime se voit en plus contestée dans sa nature humaine et rejetée de la communauté des hommes. [...] Une seule disposition lui confère [au crime contre l'humanité] un régime [légal] particulier : il est imprescriptible, c'est-à-dire que ses auteurs peuvent être poursuivis jusqu'au dernier jour de leur vie.

Pierre Truche,
«La Notion de crime contre l'humanité»,
in *Esprit*, n° 181, 1992

La France a désormais intégré la notion de crime contre l'humanité dans son arsenal juridique : elle figure explicitement dans le livre II du nouveau Code pénal, entré en vigueur le 1er mars 1994.

Des procès nationaux

Rudolf Höss, commandant du camp d'Auschwitz-Birkenau, est condamné à mort à Varsovie et exécuté dans l'enceinte même du camp, en 1947. La même année, Dieter Wisliceny, le délégué d'Eichmann en Slovaquie, en Grèce et en Hongrie, est exécuté à Bratislava. En revanche, il faut noter que lors des procès français d'après-guerre, à l'encontre de collaborateurs – y compris Pétain et Laval – et de membres des forces d'occupation ayant opéré sur le territoire national, la persécution antijuive n'est jamais invoquée comme principal chef d'inculpation.



Eichmann lors de son procès.

Le procès Eichmann

Le 11 mai 1960, Adolf Eichmann est enlevé en Argentine – où il se dissimule sous une fausse identité – par les services secrets israéliens. Son procès s'ouvre à Jérusalem le 11 avril 1961. Dans sa dernière déclaration, le 13 décembre, Eichmann tente de se défendre.

Le procès de quarante S.S. membres du personnel d'Auschwitz en 1947. En haut, des témoins de l'accusation. En bas, les accusés pendant la lecture du verdict.

J'ai eu le malheur d'être mêlé à ces horreurs, mais celles-ci ne furent pas le fruit de ma volonté. Je n'ai pas eu l'intention de tuer des hommes. Seuls, les dirigeants politiques sont responsables de cet assassinat collectif. [...] Ma culpabilité réside dans mon obéissance, dans mon respect de la discipline et de mes obligations militaires en temps de guerre, de mon serment de fidélité, que j'avais prêté en tant que soldat et en tant que fonctionnaire. De plus, j'étais soumis aux lois de la guerre.

Cette obéissance n'était pas facile. Quiconque a jamais eu à commander et à obéir sait ce que l'on peut exiger d'un être humain.

Je n'ai pas persécuté les Juifs par passion et par plaisir, comme ce fut le cas pour le gouvernement. Ce n'est que par un gouvernement qu'une telle persécution peut être entretenue. J'en étais, moi, incapable. J'accuse les gouvernants d'avoir abusé de mon obéissance. [...] L'obéissance est rangée parmi les vertus. C'est pourquoi je demande de tenir compte du fait que j'ai obéi, et non pas du fait à qui j'ai obéi.

Cité par Léon Poliakov,
Le Procès de Jérusalem,
Gallimard/Julliard, 1963

Le verdict est prononcé le 15 décembre : «Le tribunal condamne Adolf Eichmann, reconnu coupable pour ses crimes commis contre le peuple juif, pour ses crimes commis contre l'humanité, pour ses crimes de guerre, à la peine de mort.»

Le jugement est confirmé en appel. Le recours en grâce est rejeté. Eichmann est pendu le 31 mai 1961 et, afin qu'aucun sympathisant ne puisse venir se recueillir sur sa tombe, ses cendres sont dispersées en Méditerranée, au-delà des eaux territoriales israéliennes.

Autres procès après 1960

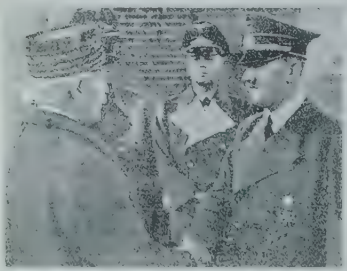
Plusieurs procès ont lieu dans les années 1960 : celui de 10 tortionnaires de Treblinka (1964), celui de 22 membres du personnel d'Auschwitz (1964), celui des responsables de la « solution finale » aux Pays-Bas (1966)...

En 1979, l'action entreprise par Serge et Beate Klarsfeld conduit à l'ouverture du procès de Kurt Lischka, commandant du SD (Service de sécurité) et de la Gestapo à Paris, et de Herbert Hagen, chef du service des Affaires juives du SD.

Le procès de Klaus Barbie (ci-dessous), l'un des responsables de la Gestapo de Lyon, a lieu en 1987 : il est condamné à la détention à perpétuité. Plusieurs instructions sont ouvertes à la fin des années 1970, contre des collaborateurs français, pour «crimes contre l'humanité». Mais René Bousquet a été assassiné en 1993, avant que la – fort longue – instruction de son procès n'arrive à son terme. Son adjoint, Jean Leguay, est mort lui aussi avant d'être traduit en justice. Paul Touvier, chef de la milice lyonnaise, a été condamné à la prison à perpétuité.

Le sort des Juifs en France

Entre 1940 et 1944, le sort des Juifs de France est lié à deux législations : celle des autorités d'occupation et celle du gouvernement de Vichy. Tout en s'étant engagé dans la voie de la collaboration d'Etat, celui-ci s'efforce d'abord de conserver une marge d'autonomie, en prenant l'initiative de mesures antijuives «à la française». A partir de 1942, cette illusion se dissipe, et Pétain et Laval acceptent de participer à la mise en œuvre de la «solution finale» en France.



Le 24 octobre 1940, l'entrevue de Pétain et d'Hitler, à Montoire.

Le «statut des Juifs»

Le 3 octobre 1940, le gouvernement de Vichy promulgue, de sa propre initiative, un premier « statut des Juifs » :

Est regardé comme juif, pour l'application de la présente loi, toute personne issue de trois grands-parents de race juive ou de deux grands-parents de la même race, si son conjoint lui-même est juif.

L'accès et l'exercice des fonctions publiques sont interdits aux Juifs.

Le lendemain, il édicte une loi sur l'«internement des étrangers de race juive», qui peuvent désormais, sur décision préfectorale, être détenus dans des camps qui se développent à travers la zone Sud et où ils subissent la promiscuité, la faim et la peur. Nombreux sont ceux qui en sont déportés à partir de l'été 1942.

L'organisation de la déportation

Le 1er juillet 1942, Eichmann et Dannecker cosignent une note sur «la prochaine évacuation des Juifs de France» :

Après avoir évoqué des questions particulières restées en suspens, nous avons passé en revue le problème dans son ensemble. Il en ressort les perspectives suivantes pour les travaux visant à la solution finale de la question juive en France :

a) Travaux d'exécution en zone occupée : sans problèmes et clairs.

b) Travaux préparatoires au plan politique en vue de l'exécution pratique en zone non occupée : pas encore terminés car le gouvernement français nous oppose des difficultés croissantes. Etant donné l'ordre du *Reichsführer-S.S.*, du 23 juin 1942, suivant lequel l'ensemble

des Juifs séjournant sur le territoire français doit être au plus vite évacué, on en arrive ainsi à la nécessité inéluctable, pour maintenir la cadence forcée des travaux, de faire pression sur le gouvernement français. Il est évident que les effets pratiques de ces pressions ne sauraient être enregistrés du jour au lendemain, mais d'ici là, les convois venant de zone occupée sont à notre disposition, de sorte que, en regard des difficultés que nous éprouvons en zone non occupée, l'ordre du *Reichsführer-S.S.* peut néanmoins être appliqué intégralement. [...]

Le rythme prévu jusqu'ici de trois transports hebdomadaires contenant chacun 1 000 Juifs devra être intensifié rapidement en vue de libérer totalement et le plus vite possible la France des Juifs.

Cité par Serge Klarsfeld,
Vichy-Auschwitz, Fayard, 1983

La collaboration de l'Etat français

Le 15 juillet 1942, René Bousquet adresse une note au préfet de police :
Ainsi que vous en avez été informé verbalement, les autorités allemandes ont décidé de transférer dans les territoires de l'Est, les Juifs résidant dans la région parisienne et appartenant aux catégories suivantes : apatrides allemands, autrichiens, tchécoslovaques, polonais, russes, réfugiés sarrois. Elles ont invité les autorités françaises à effectuer le rassemblement des Juifs appartenant à ces catégories dans des camps de la zone occupée d'où elles procéderont à leur transfèrement. Monsieur le Commissaire général aux Questions juives ayant donné son accord à l'exécution de cette opération par les services de police français, je vous prie de bien vouloir prendre toutes dispositions utiles à cet effet dans les conditions définies au cours des conférences auxquelles vous avez été appelé à participer.

Ibid.

René Bousquet écrit aux préfets de zone non occupée pour préciser l'organisation de la grande rafle du 26 août 1942 :
Vous prie soumettre mesures regroupement 26 août Israélites allemands, ex-autrichiens, polonais, dantzigois, sarrois, tchécoslovaques, estoniens, lituaniens, lettons, soviétiques, réfugiés russes quelle que soit date entrée en France.

Départ « vers l'Est »

Le 15 décembre 1943, Simone Weill, internée à Drancy, écrit à sa sœur :

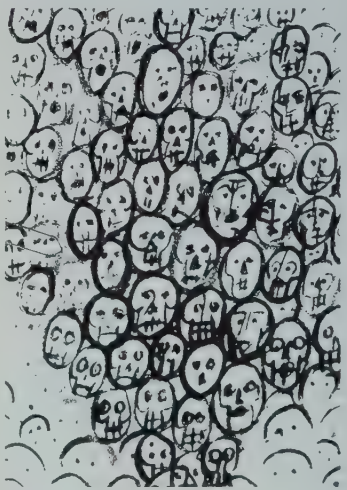
Quand tu recevras cette lettre, je pense que nous roulerons dans la direction que tu devines ! Nous allons sans doute rejoindre papa et maman, je souhaite que nous soyons dans le même camp. [...] C'est le voyage qui m'ennuie le plus, pour la petite, par le froid maintenant. Je pense que ce ne sera pas trop long ; quand papa et maman sont partis, le samedi matin, ils devaient arriver le lundi matin. Ils doivent être dans un nouveau camp, près de Dresde. On part avec courage. [...] Nous reviendrons prochainement, je suis persuadée. En attendant, prends bien garde à toi, ne fais aucune imprudence ; je ne tiens pas à ce que tu nous rejoignes, malgré tout le plaisir que nous aurions à te voir !

Denise Baumann,
Une famille comme les autres,
Albin Michel, 1973

Simone Weill-Baumann a été gazée à Auschwitz-Birkenau avec son mari et ses trois petites filles. Ses parents avaient subi le même sort quelques semaines plus tôt.

«Sentinelles de la mémoire»

Fidèles à la volonté exprimée par les déportés – «Il faudra que le monde sache!» –, ceux qui sont revenus des camps essaient de transmettre ce qu'ils ont vécu, l'exprimant par le témoignage, l'écriture, le dessin... Loin d'être antinomique, la démarche des témoins et des historiens est complémentaire et également nécessaire.



Dessin d'un déporté revenu d'Auschwitz.

La peur dans le ghetto

On tend l'oreille, le sommeil fuit
L'effroi est à l'affût dans la nuit.
Qui sera désigné par le sort
Pour aller à la mort ?
Le cœur s'arrête au moindre bruit,
Quand poussée par la faim passe une souris.
Chaque partie du corps éprouve mille morts
Quand le vent chasse des papiers dans la rue.

M. Gebirtig,
Ghetto de Cracovie, mai 1942,
Cité par Rachel Ertel,
Dans la langue de personne, Le Seuil, 1993

La première nuit de camp

Non loin de nous, des flammes montaient d'une fosse, des flammes gigantesques. On y brûlait quelque chose. Un camion s'approcha du trou et y déversa sa charge : c'étaient des petits enfants. Des bébés ! Oui, je l'avais vu, de mes yeux vu… Des enfants dans les flammes. (Est-ce donc étonnant si depuis ce temps-là le sommeil fuit mes yeux ?)

Voilà donc où nous allions. Un peu plus loin se trouverait une autre fosse, plus grande, pour des adultes.

Je me pinçai le visage : vivais-je encore ? Etais-je éveillé ? Je n'arrivais pas à le croire.

Comment était-il possible qu'on brûlât des hommes, des enfants et que le monde se tût ? Non, tout cela ne pouvait être vrai. Un cauchemar… J'allais bientôt m'éveiller en sursaut, le cœur battant et retrouver ma chambre d'enfant, mes livres… […]

Nous continuions à marcher. Nous nous rapprochâmes peu à peu de la fosse, d'où se dégageait une chaleur infernale. Vingt pas encore. Si je voulais me donner

Convoi arrivant en pleine nuit. Hommes, femmes, enfants sont dirigés directement vers la chambre à gaz. Dessin de Zelman Brajer.

la mort, c'était le moment. Notre colonne n'avait plus à franchir qu'une quinzaine de pas. Je me mordais les lèvres pour que mon père n'entende pas le tremblement de mes mâchoires. Dix pas encore. Huit. Sept. Nous marchions lentement, comme après un corbillard, suivant notre enterrement. Plus que quatre pas. Trois pas. Elle était là maintenant, tout près de nous, la fosse et les flammes. Je rassemblais tout ce qui me restait de forces afin de sauter hors du rang et me jeter sur les barbelés. Au fond de mon cœur, je faisais mes adieux à mon père, à l'univers tout entier et, malgré moi, des mots se formaient et se présentaient dans un murmure à mes lèvres : *Yitgadal veyitkadhach chrmé raba*... Que Son nom soit élevé et sanctifié... Mon cœur allait éclater. Voilà. Je me trouvais en face de l'Ange de la mort...

Non. A deux pas de la fosse, on nous ordonna de tourner à gauche, et on nous fit entrer dans une baraque.

Je serrai fort la main de mon père. [...]

Jamais je n'oublierai cette nuit, la première nuit de camp qui a fait de ma vie une nuit longue et sept fois verrouillée.

Jamais je n'oublierai cette fumée.

Jamais je n'oublierai les petits visages des enfants dont j'avais vu les corps se transformer en volutes sous un azur muet.

Jamais je n'oublierai ces flammes qui consumèrent pour toujours ma Foi.

Jamais je n'oublierai ce silence nocturne qui m'a privé pour l'éternité du désir de vivre.

Jamais je n'oublierai ces instants qui assassinèrent mon Dieu et mon âme, et mes rêves qui prirent le visage du désert.

Jamais je n'oublierai cela, même si j'étais condamné à vivre aussi longtemps que Dieu lui-même. Jamais.

Elie Wiesel, *La Nuit*,
Editions de Minuit, 1958

Ces jarres entouies dans le sol contenaient la *Chronique du ghetto,* de Ringelblum.

Une existence privée de confiance dans le monde

Mais être juif ne veut pas seulement dire que je porte en moi une catastrophe qui s'est produite hier et qui n'est pas exclue pour demain, car au-delà du devoir que cela implique, il y a la *peur.* Tous les matins à mon lever je peux lire le numéro d'Auschwitz inscrit sur mon avant-bras ; et cela touche aux racines mêmes de mon existence, bien plus, je ne suis même pas sûr que ce ne soit pas mon existence tout entière. Chaque fois je me retrouve à peu près dans le même état d'esprit que jadis, au moment où je sentis le poing du policier s'abattre pour la première fois sur mon visage. Chaque jour je perds une nouvelle fois ma confiance dans le monde. Le Juif qui ne peut être défini en termes de positivité, le Juif de la Catastrophe, ainsi que nous pourrions commodément l'appeler, doit se faire à une existence privée de confiance dans le monde. La voisine me salue aimablement, *bonjour monsieur ;* je donne un coup de chapeau, *bonjour madame.* Mais madame et monsieur sont séparés l'un de l'autre par des distances interplanétaires, car hier une madame détournait la tête quand on emmenait un monsieur, et par les fenêtres grillagées de la voiture qui démarrait, un monsieur contemplait une madame comme un ange de pierre dans un ciel clair et dur, à jamais fermé aux Juifs. Je lis un avis officiel à « la population » enjoignant de faire telle ou telle chose, de déposer les poubelles en temps voulu sur le trottoir ou de mettre le drapeau en berne au jour de la fête nationale. La *population.* Encore un de ces royaumes extraterrestres auquel j'ai aussi peu accès qu'au château de Kafka, car hier la population avait grand-peur de me cacher, quant à savoir si elle serait plus courageuse demain au moment où je frapperai à sa porte, cela reste à voir, malheureusement.

Jean Améry,
Par-delà le crime et le châtiment,
Actes Sud, 1995

Le Chant du peuple juif assassiné

Chante ! prends ta harpe, vide, évidée, légère
Sur ses cordes fines jette tes doigts lourds
Cœurs endoloris – chante le dernier chant
Chante les derniers Juifs sur la terre d'Europe.

Comment chanter ? Comment ouvrir la bouche
Moi solitaire, moi esseulé sur terre.
Ma femme et mes enfants – tous deux – horreur
L'épouvante me saisit…. J'entends un pleur au loin…

Chante ! Elève ta voix brisée de douleur
Cherche-Le dans les cieux, s'Il est encore là
Et chante-Lui le dernier chant du dernier Juif
Qui a vécu, est mort sans sépulture, a disparu…

Comment chanter ? Comment lever la tête ?
Partis – ma femme et Benzion et Yomélé – le tout petit.
Perdus ils ne me laissent aucun répit !
Ombres ténébreuses – ma seule lumière – ombres froides et aveugles.

Chante, chante une dernière fois sur terre,
Tête rejetée, regard vitreux fixé, vrillé sur Lui.
Fais chanter les cordes de ta harpe une dernière fois pour Lui :
Il n'y a plus de Juifs ! Exterminés et disparus à jamais !

Comment chanter ? Comment fixer, vriller sur Lui mes yeux ?
Comment lever ma tête ? Une larme gelée a voilé
Mon regard – elle veut couler, elle veut couler
Et reste piégée dans mon orbite creuse, ô Dieu, mon Dieu !

Chante, chante, lève vers les lointains cieux aveugles
Ton regard – comme s'il était au ciel un Dieu et fais-Lui signe…
Comme si un grand bonheur brillait là-bas pour nous !
Sur les décombres du peuple assassiné, élève ta voix et chante !

Comment chanter – dans un monde devenu pour moi désert ?
Comment chanter quand mes mains sont des nœuds de douleur ?
Où sont mes morts ? je cherche mes morts, ô Dieu, dans toute immondice,
Dans les monceaux de cendres – mes morts où êtes-vous ?

Criez au fond du grain de sable, au fond des pierres
Du fond de la poussière, du fond de la flamme, du fond de la fumée
C'est votre sang et votre sève et la moelle de vos os
C'est votre vie et votre chair ! Criez, criez bien haut !

Criez des entrailles des bêtes dans la forêt, du poisson dans l'eau
Ils vous ont dévorés ; criez dans la fournaise, criez grands et petits.
Je veux entendre un hurlement, un cri de douleur, une clameur
Crie, peuple juif assassiné, crie, pousse ton cri. [...]

Femmes revenant du travail, portant une déportée morte. Dessin de Zelman Brajer.

O mon peuple ma douleur, apparais,
tends tes bras
Hors des fosses profondes où tu
t'entasses à l'infini,
En rangs serrés noyés dans la chaux
et brûlés, tas sur tas,
Debout, debout, lève-toi, monte des
profondeurs !

Venez tous de Treblinka, de Sobibor,
d'Auschwitz, de Belzec,
Venez de Ponary, venez des autres
camps, encore et encore,
Les yeux béants, le cri figé, un cri sans
voix,
Venez des marécages, venez du fond des
boues, venez des mousses putrides…

Venez vous tous, desséchés, moulinés,
venez, dressez-vous
En farandoles autour de moi, en rondes,
en sarabandes immenses
Aïeux, vous les, mères portant vos
nourrissons,
Venez ossements juifs, sortez des
savonnettes et de la poudre.

Apparaissez à mes yeux, vous tous, venez,
Je veux vous voir, je veux vous regarder,
je veux
Jeter sur mon peuple assassiné un regard
aveugle, un regard sourd
Et je chanterai… oui… à moi la harpe…
je chante !

Itzhok Katzenelson,
Camp de Vittel, 3-5 octobre 1943

Un rêve d'après Maïdanek

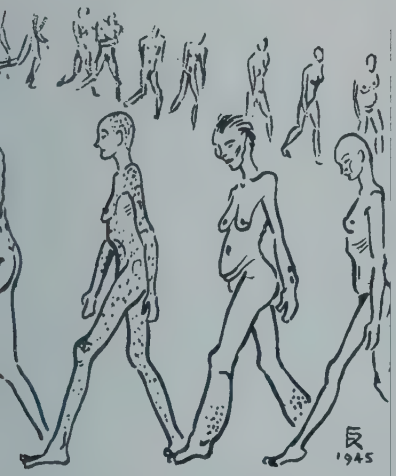
Cela aussi sera oublié, cela aussi.
Mon peuple a été brûlé,
et cela aussi sera oublié.
Là où bruissaient les Nalewki
souffle le vent dans l'herbe,
vent et herbe.
Les arbres lapent les vies mortes.

A cette putain de soleil
offre son chant un oiseau idiot.

Une cheminée sans toit
une cheminée aveugle
coiffe les ordures comme un chapeau
haut de forme
chapeau sans tête.

Sur un monceau de briques
comme sur un piédestal
se dresse tel Napoléon sur les pyramides
un grand et triste rat
et regarde la soi-disant nature
un monde sans Dieu et sans Juifs.
La nuit
un fou poursuit des chats sauvages
s'épuise et sur les pierres s'assoit
et se lamente : où est le Messie ?

Aaron Zeitlin,
Lider fun Hurbn un lider fun gloïbn,
«Poèmes de l'anéantissement
et poèmes de la foi»,
New York, Tel-Aviv, 1967

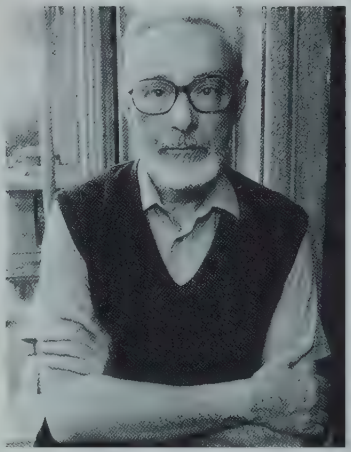


Sélection de femmes déportées, dessin de Francis Reisz, 1945.

Le tatouage, une trace indélébile

Quant au tatouage, invention autochtone d'Auschwitz, il appelle un commentaire différent. A partir du début de 1942, à Auschwitz et dans les camps qui en dépendaient (une quarantaine en 1944), le numéro matricule des détenus ne fut plus seulement cousu sur les vêtements, mais tatoué sur l'avant-bras gauche. Seuls les prisonniers allemands non juifs échappaient à cette règle. L'opération était exécutée avec méthode et rapidité par des *Schreiber* spécialisés au moment de l'immatriculation des nouveaux arrivants, venant soit de la liberté, soit d'autres camps ou des ghettos. Conformément au talent typique des Allemands pour les classifications, un véritable code se dessina vite : les hommes devaient être tatoués sur la face externe du bras et les femmes, à l'intérieur ; le numéro des Gitans devait être précédé d'un Z, celui des Juifs, à partir de mai 1944 (c'est-à-dire de l'arrivée massive des Juifs hongrois), d'un A, qui fut peu après remplacé par un B. Jusqu'en septembre 1944 il n'y avait pas de jeunes enfants à Auschwitz : ils étaient tous tués par le gaz à leur arrivée. Après cette date, des familles entières de Polonais, arrêtés au hasard pendant l'insurrection de Varsovie, commencèrent à arriver : ils furent tous tatoués, y compris les nouveau-nés.

L'opération n'était pas douloureuse et ne durait pas plus d'une minute, mais elle était traumatisante. Sa signification symbolique était évidente pour tous : c'est un signe indélébile, vous ne sortirez plus d'ici ; c'est la marque qu'on imprime sur les esclaves et les bestiaux destinés à l'abattoir, et c'est ce que vous êtes devenus. Vous n'avez plus de nom : ceci est votre nouveau nom. La violence du tatouage était gratuite, une fin en soi, une pure offense : les trois numéros de toile cousus sur le pantalon, sur la veste et sur le manteau d'hiver n'étaient-ils pas suffisants ? Non, ils ne l'étaient pas : il en fallait un de plus, un message non verbal, pour que l'innocent sente sa condamnation écrite dans sa chair. C'était aussi un retour aux formes barbares, et d'autant plus déconcertant pour les Juifs orthodoxes ; en effet, et justement pour distinguer les Juifs des « barbares », le tatouage est interdit par la loi mosaïque *(Lévitique, 19,* 28). A quarante années de distance, mon tatouage est devenu une partie de mon corps. Je n'en tire ni gloire ni honte, je ne l'exhibe ni ne le cache. Je le montre de mauvais gré à ceux qui m'en font la demande par pure curiosité, promptement et non sans irritation à ceux qui déclarent leur incrédulité. Les jeunes me demandent fréquemment pourquoi je ne le fais pas effacer, et cela m'étonne :



pourquoi devrais-je le faire ? Nous ne sommes pas nombreux dans le monde à porter ce témoignage.

Primo Levi,
Les Naufragés et les Rescapés,
Gallimard, 1989

Un visage d'homme

Oui, j'ai été un homme comme les autres hommes
nourri de pain, de rêve, de désespoir.
Eh oui
j'ai aimé, j'ai pleuré, j'ai haï, j'ai souffert,
j'ai acheté des fleurs et je n'ai pas toujours payé mon terme. Le dimanche j'allais à la campagne pêcher, sous l'œil de Dieu, des poissons irréels. [...]

Et pourtant, non!
Je n'étais pas un homme comme vous.
Vous n'êtes pas nés sur les routes,
personne n'a jeté à l'égout vos petits
comme des chats encore sans yeux,
vous n'avez pas erré de cité en cité
traqué par les polices,
vous n'avez pas connu des désastres
à l'aube,
les wagons de bestiaux,
et le sanglot amer de l'humiliation,
accusé d'un délit que vous n'avez pas fait,
du crime d'exister,
changeant de nom, de visage,
pour ne pas emporter un nom qu'on a hué
un visage qui avait servi à tout le monde
de crachoir

Benjamin Fondane, *L'Exode Super flumina Babylonia*, Paris, 1942

Un chant tsigane d'Auschwitz

muj suko	Bouche sèche
jakha kale	yeux clos
vust sudre	lèvres cousues
achipen	silence
ilo chindo	cœur brisé
bi ogesqo	sans douleur
bi lavesqo	sans parole
nanaj ni roipen	sans aucune plainte

Santino Spinelli,
Gili romani, 1988,
in *Lacio Drom*, Rome

Prière aux vivants pour leur pardonner d'être vivants

Je vous en supplie
faites quelque chose
apprenez un pas
une danse
quelque chose qui vous justifie
qui vous donne le droit
d'être habillés de votre peau de votre poil
apprenez à marcher et à rire
parce que ce serait trop bête
à la fin
que tant soient morts
et que vous viviez
sans rien faire de votre vie.

Charlotte Delbo, *Une connaissance inutile*, Editions de Minuit

La deuxième génération : Art Spiegelman dessine les «marches de la mort», auxquelles son père a participé. Extrait de *Maus, un survivant raconte*, tome II, Flammarion, 1987.

BIBLIOGRAPHIE

L'historiographie du nazisme et de la Shoah est extrêmement abondante et diversifiée. On ne citera ici que quelques titres d'ouvrages importants, relativement récents et, quand il s'agit de livres étrangers, traduits en français.

Le nazisme
- *L'Allemagne de Hitler, 1933-1945* (ouvr. coll.), L'Histoire / Le Seuil, 1991.
- Norbert Frei, *L'Etat hitlérien et la société allemande, 1933-1945*, Le Seuil, 1994.
- Saül Friedlander, *L'Antisémitisme nazi, Histoire d'une psychose collective*, Le Seuil, 1971.
- Alfred Grosser, *Dix leçons sur le nazisme*, Fayard, 1976.
- Pierre Sorlin, *L'Antisémitisme allemand*, Flammarion,1969.

La «Solution finale»
- *L'Allemagne nazie et le génocide juif* (actes d'un colloque organisé par l'EHESS en 1982), Gallimard-Le Seuil, 1985.
- François Bédarida (sous la dir. de), *La Politique nazie d'extermination*, Albin Michel, 1989; *Le Génocide et le nazisme, Histoire et témoignages*, Press-Pocket, 1992.
- Georges Bensoussan, *Génocide pour mémoire*, Ed. du Félin 1989.
- Christopher Browning, *Des hommes ordinaires. Le 101e bataillon de réserve de la police allemande et la solution finale en Pologne*, Les Belles Lettres, 1994.
- Philippe Burrin, *Hitler et les Juifs : genèse d'un génocide*, Le Seuil, 1989.
- Raul Hilberg, *La Destruction des Juifs d'Europe*, Fayard, 1988 (ouvrage fondamental); *Exécuteurs, victimes, témoins. La catastrophe juive, 1933-1945, Gallimard*, 1994.
- E.Kogon, H.Langbein, A.Ruckerl, *Les Chambres à gaz secret d'Etat*, Ed. de Minuit, 1984. Rééd. Le Seuil, 1987.
- Arno Mayer, *La «Solution finale» dans l'histoire*, La Découverte, 1990.
- Léon Poliakov, *Bréviaire de la haine*, Calmann-Lévy, 1951, rééd. 1979.

Les ghettos et les camps
- Joseph Billig, *L'Hitlérisme et le système concentrationnaire*, PUF, 1967.
- Martin Gilbert, *Atlas de la Shoah*, Editions de l'Aube, 1992.
- Eugen Kogon, *L'Enfer organisé*, La Jeune Parque, 1947. Rééd. LeSeuil, 1970, sous le titre *L'Etat S.S.*
- Michel Borwicz, *L'Insurrection du ghetto de Varsovie*, Gallimard/Julliard, 1972.
- Léon Poliakov, *Auschwitz*, Gallimard/Julliard, 1981.
- Olga Wormser-Migot, *Le Système concentrationnaire nazi*, PUF, 1968.

Sur les Tsiganes
- Donald Kenrick, Grattan Puxon, *Destins gitans. Des origines à la «solution finale»* Calmann-Lévy, 1974.

L'attitude des grandes puissances
- Stéphane Courtois et Adam Rayski, *Qui savait quoi?*, La Découverte, 1987.
- Walter Laqueur, *Le Terrifiant secret*, Gallimard, 1980.
- David Wyman, *L'Abandon des Juifs*, Flammarion, 1987.

Les procès
- Casamayor, *Nuremberg 1945 : la guerre en procès*, Stock, 1985.
- Edgar Faure et Tristan Mage éd.), *Le Procès de Nuremberg...*, Tristan Mage éd. , 1992.
- Gideon Hausner, *Justice à Jérusalem. Eichmann devant ses juges*, Flammarion, 1966.
- Léon Poliakov, *Le Procès de Jérusalem. Jugements, documents*, Calmann-Lévy, 1963.
- Annette Wieviorka, *Le Procès Eichmann*, Complexe, 1989.
- Le procès Barbie a suscité une très abondante production d'ouvrages divers. On peut se reporter notamment à : *Archives d'un procès*, Livre de Poche, 1986.

Etudes d'historiographie et débats d'historiens
- Pierre Ayçoberry, *La Question nazie. Essai sur les interprétations du national-socialisme*, 1979.
- *Devant l'histoire. Les documents de la controverse sur la singularité de l'extermination des Juifs par le régime nazi*, Le Cerf, 1988.
- *L'Histoire escamotée. Les tentatives de liquidation du passé nazi en Allemagne*, La Découverte, 1988.
- Ian Kershaw, *Qu'est-ce que le nazisme? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Gallimard (Folio Histoire), 1992.
- Michaël Marrus, *L'Holocauste dans l'histoire*, Eshel, 1990.

Face aux négationnistes
- Alain Finkielkraut, *L'Avenir d'une négation. Réflexion sur la question du génocide*, Le Seuil, 1982.
- Jean-Claude Pressac, *Les Crématoires d'Auschwitz. La machinerie du meurtre de masse*, Presses du CNRS, 1994.
- Pierre Vidal-Naquet, *Les Assassins de la mémoire*, La Découverte, 1987.
- Georges Wellers, *Les Chambres à gaz ont existé. Des documents, des témoignages, des chiffres*, Gallimard, 1981.

Témoignages
Les témoignages sont nombreux et d'un apport inestimable : informations sur le vécu quotidien, transmission d'une émotion – même si l'expérience subie ne peut évidemment se partager. On se reportera notamment aux ouvrages cités dans le corps du texte et dans les Témoignages et Documents. Il faut rappeler aussi les livres d'Anna Langfus, d'Ida Fink, etc.

Littérature
- Rachel Ertel, *Dans la langue de personne. La poésie yiddish de l'anéantissement*,
- Parmi les publications éditées en français, signalons en particulier : *Le Monde Juif*, revue du CDJC (Paris) et la revue de la Fondation Auschwitz (Bruxelles).

Sélection filmographique
- *La Dernière étape* (Wanda Wassilewska, 1946)
- *Nuit et Brouillard* (Alain Resnais et Jean Cayrol, 1956)
- *Le Temps du ghetto* (Frédéric Rossif, 1961)
- *Monsieur Klein* (Joseph Losey, 1976)
- *La Conférence de Wannsee* (Heinz Schirk, 1984)
- *Shoah* (Claude Lanzmann, 1985)
- *De Nuremberg à Nuremberg* (Frédéric Rossif, 1988)
- *Les Justes* (Marek Halter, 1994)
- En 1994, un débat est né autour du film de fiction de Steven Spielberg, *La Liste de Schindler*, film qui a eu un grand retentissement.

TABLE DES ILLUSTRATIONS

COUVERTURE

1er plat Vue du porche d'entrée d'Auschwitz-Birkenau, photo R. Depardon, fév. 1978. Dos Juif hollandais, v. 1942.
2e plat Scène de marché en Pologne, v. 1930.

OUVERTURE

1 Arrivée de Juifs hongrois à Auschwitz-Birkenau, mai 1944, photographie tirée de *L'Album d'Auschwitz* de Lili Jacob.
2h Sélection de déportés juifs hongrois sur la rampe de Birkenau, *idem*.
2b Hommes et femmes jugés «aptes au travail» après la sélection, *idem*.
3h Sélection des «aptes au travail», *idem*.
3b Hommes et femmes «aptes au travail», avec l'uniforme du camp, *id*.
4 Femmes, enfants et hommes jugés «inaptes» après la sélection, *idem*.
5 Femmes et enfants se dirigeant vers les chambres à gaz des crématoriums II et III, *idem*.
6 Femmes et enfants le long de la Lagerstrasse A, se dirigeant vers les crématoriums IV et V, *idem*.
7 Femmes et enfants attendant dans le Birkenwald, à côté des crématoriums IV et V, *idem*.
9 Etoile de David de couleur jaune portée par les Juifs du Reich.

CHAPITRE I

10 Adolf Messer, *W Bethamidraszu* (la maison d'étude), peinture, 1928, Institut d'Histoire juive, Varsovie.
11 *Ketuba* (acte de mariage religieux), Bordeaux, 1810, papier décoré à l'aquarelle, Musée basque de Bayonne.
12-13 Carte de la population juive en Europe en 1930 (en pourcentage).
12h La synagogue de Wiesbaden, carte postale, XXe siècle.
12b Juifs de Salonique, carte postale, début du XXe s. Coll. G. Silvain.
13h Franz Kafka au Prater de Vienne, photo.
13b Maquette en bois de la synagogue de Zniadowo, par les élèves des écoles de l'ORT, Paris, XXe s.
14h Napoléon Ier rétablit le culte des israélites le 30 mai 1806, gravure coloriée, Bib. nat., Paris.
14b Edge et Lionel de Rothschild à Monaco en 1906, photo.
15h Tapisserie brodée en lin d'après B.-L. Wolpe, 1926-1928. Musée Klingspor, Offenbach.
14-15 Engagés volontaires juifs dans la Première Guerre mondiale, 1914, photo.
16 Le ghetto juif de Rome, aquarelle d'A. Bea, début XXe s. Bibl. des Arts décoratifs, Paris.
16-17 L'atelier de tapisserie de Salomon Kchemien, rue Oberkampf, 1930, photo. Coll. Valéro/Mémoire juive de Paris.
17 Léon Blum et son épouse, 14 juillet 1936, photo.
18h «Développez la vie

communiste dans les campagne de Russie», lithographie, Moscou, 1926. Musée d'Israël, Jérusalem.
18b Départ de colons juifs pour le Birobidjan, vers 1928, photo.
19h Couverture du dossier de la chancellerie de Podolie en Ukraine concernant les pogromes de 1919.
19b Juifs tués par les partisans de Petlioura, sur la route de Bohuslava à Tarastcha, le 10 août 1919, photo.
20 Rouleaux de la *Tora* profanés, photo, avant 1919.
20-21 Ecole juive de Kharkov, vers 1922, photo. Yivo Institute [YI], New York.
21bd Vue d'Odessa au début du siècle, photo.
21bg Deux jeunes hommes quittant le *shtetl*, Russie, vers 1920-1935, photo. YI, New York.
22h Soldats allemands en Pologne vers 1915, photographie parue dans un journal de l'époque. Coll. Gustav Eisner/YI.
22b Les dirigeants de la communauté juive de Skierniewice, Pologne, photo L. Karp. Y.I.
22-23 Samuel Hirszenberg, *L'Enterrement du Juste*, 1905, huile sur toile. Jewish Museum, New York.
24 W. Koniuszko (1854-1900), *Le Tailleur*, peinture. Musée national, Cracovie.
25h A. Rizzoni (1836-1902), *Le Repos d'un violoniste juif*, peinture. Musée d'art et d'histoire, Serpoukhov.
25b H. Berlewi (1894-1967), *Le Colporteur*. Institut d'histoire juive, Varsovie.
26 Retour de la synagogue, Pologne, 1938, photo R. Vishniac. Y.I.
27h La rue Nalewki, dans le quartier juif de Varsovie, 1938, *idem*.
27b Etudiante membre du Bund, Swislocz, Pologne, 1908, photo A. Kacev. Y.I.

CHAPITRE II

28 Arno Breker, *Le Gardien*, modèle en plâtre d'un bas-relief, 1940.
29 Photographie de Hitler par Heinrich Hoffmann extraite de l'album *Hitler cet inconnu*, 1932.
30 Hitler, *Mein Kampf*, Munich, 1932, page de titre.
30b G. Keil, *Les Gymnastes*, 1939, peinture. Gemäldegalerie, Dresde.
31 A. Wissel, *Famille de paysans de Kahlenberg*, 1939, peinture.
32b Affiche de propagande hitlérienne, 1938-1939.
32md Affiche de propagande allemande, 1939 : «Dantzig est allemande !»
33 *Boycottons les marchandises françaises et belges !*, affiche de protestation contre l'occupation de la Ruhr, 1923.
34-35 Affiche du film de propagande nazi *Le Juif éternel (Der Ewige Jude)*.
35h Caricature antisémite allemande, 1935-1939.
35b *Protocole des Sages d'Israël*, Paris, 1938, page de titre.
36h Bernardin de Sienne et Giovanni d'Asciano, *Le Denier de Judas*, fresque, milieu XIVe s. San Gimignano, Italie.
36-37 A. Migette (1802-1884), *Massacre des Juifs à Metz par les Croisés en 1095*. Musée d'art et d'histoire, Metz.
38h Paolo Uccello, «Le Sang de l'hostie coule chez le Juif», panneau de *La Légende de la profanation de l'hostie*, 1467-1469. Palais ducal, Urbino, Italie.
38b «Meurtre rituel d'un enfant», gravure in le *Stürmer*, mai 1934.
39 «Sacrifice d'un enfant dans le midi de la France en 1180», gravure début XVIIIe s. Bibl. nat., Paris.
40 Caricature du banquier allemand Amschel Mayer Rothschild, lithographie, Francfort, 1848.
41h «Les Géants de la corruption», caricature de la série *Juifs, Franc-maçons et Bolcheviques*.
41b «Le Complot international», caricature antisémite, in *Die Brennessel*, 18 février 1936.
42h Page de titre de l'ouvrage de Gobineau, quatrième édition.
42b Une du *Pilori*, décembre 1886.
43h Page de titre du livre de Wilhelm Marr, Bern, 1879.
43b Adolf Stöcker, photo, 1902.
44 *Le Porteur d'étendard*, affiche de propagande hitlérienne signée Hubert Lanzinger, 1930.
44-45 *Les Juifs s'en vont vers Vienne*, carte postale allemande, 1898.
45h *Du vautour à Meier, selon Darwin*, carte postale allemande publiée dans le pays de Bade.
45b Affiche antisémite, vers 1919.

CHAPITRE III

46 Boycott d'un magasin juif, Berlin, 1933, photo.
47 Arrivée de Anna et Sigmund Freud à la gare de l'Est à Paris, le 5 juin 1938.
48-49h Hitler au balcon de l'hôtel de ville de Vienne, le 9 avril 1938.
48b-49b Parade du congrès annuel du Parti national-socialiste à Nuremberg, 21 sept. 1935.
49h Autodafé de livres le 10 mai 1933, gravure de Heinz Kiwitz, 1937.
50h-51h Heinrich Himmler passant en revue les troupes S.S., 1934, photo.
51hg Herman Goering, photo.
51hd Ernst Röhm, photo.
51b Membre de la S.A. avec un policier, Berlin, mars 1933, photo.
52 Himmler visitant le

camp de concentration de Dachau, le 8 mai 1936, photo.
53 Prisonniers participant à la construction du camp de Dachau, 1933, photo.
54 «N'achetez pas chez les Juifs», pancarte apposée sur les magasins juifs, 1933, photo.
54-55 Militants nazis, Berlin, avril 1933, photo.
55h Boycott des magasins juifs, Berlin, 1933, photo.
56 Mise au ban d'un couple mixte dans une ville allemande, photo.
57h Carte de Hollerith pour le recensement des critères raciaux.
57m Application des critères raciaux dans le Reich, vers 1939.
57b Harald Thomssen, directeur des Archives généalogiques de Dithmarsch, 1936.
58h-59h Juifs viennois faisant la queue devant le consulat polonais, Vienne, avril 1938, photo. National Archives [NA], Washington.
58 Réfugiés allemands partant pour la Palestine, Paris, gare de Lyon, 1934, photo.
59 Carte d'identité de Juifs allemands, 1939.
60 Appel des prisonniers, camp de Buchenwald, nov. 1938, photo. American Jewish Joint Distribution Committee.
60-61 Synagogue saccagée à Eberswalde, novembre 1938, photo Pisarek.
61 Vitrines brisées, nuit de Cristal, nov. 1938, photo Paulmann.

CHAPITRE IV

62 Mur séparant le grand ghetto du petit ghetto, place Mirowski, Varsovie, 15 octobre 1941, photo.
63 Tramway dans le ghetto de Varsovie, 1941, photo.
64 Carte de l'occupation de la Pologne en 1939.
65hg Séance de fouet par des membres des services de la sécurité allemande, Lodz, photo.
65hd Arrestation de Juifs polonais, Varsovie, oct. 1939, photo.
65b Scène d'humiliation : des soldats allemands coupent la barbe et les papillotes d'un Juif polonais, octobre 1939, photo A. Grimm.
66h Exécutions de Juifs sur la place du Marché à Lodz, 9 novembre 1939, photo. Main Commission for the Investigation of Nazi Crimes [MCINC]/Yad Vashem, Jérusalem.
66b Exécution de Juifs en Pologne, photo. Archives du musée d'Auschwitz.
66-67 Juifs polonais sur le point d'être exécutés et obligés de creuser leur fosse, photo S. Richter.
68 Destruction d'un village polonais non identifié, photo, v. 1940.
69h Hans Frank, gouverneur de Pologne, photo.
69g Un Juif dans le ghetto de Varsovie, photo, v. 1939. Institut d'histoire juive, Varsovie.
69b Juifs polonais quittant leur village pour le ghetto de Radom, photo, v. 1941. Musée départemental de Radom.
70-71 Juifs du Gouvernement général égalisant les berges d'un fleuve, photo, 1941.
70h Juifs du Warthegau contraints aux travaux forcés, photo, 1940.
71b Juifs polonais marchant sous la surveillance des Allemands, photo, 1939-1945, Zywiec, Pologne. MCINC.
72 Pont sur la rue Chlodna reliant les deux parties du ghetto de Varsovie, photo, 1940-1942. *Idem*.
72-73 L'installation des Juifs de Lodz dans le ghetto, photo. Yad Vashem, Jérusalem.
73b Contrôle S.S. dans le ghetto de Varsovie, photo, 1940-1943.
74h La «police juive» du ghetto de Varsovie photo, 1941.
74b Distribution de nourriture, ghetto de Lodz, photo, 1940-1944. Yad Vashem, Jérusalem.
75h Départ aux travaux forcés, ghetto de Varsovie, photo, 1941.
75b Fabrication d'uniformes pour l'armée allemande, ghetto de Varsovie, photo PK-Zermin, v. 1940.
76 Marché dans le ghetto de Varsovie, photo, 1941.
77h Cérémonie religieuse, ghetto de Varsovie, photo Knobloch, été 1941.
77b Vente de livres, ghetto de Varsovie, photo Joe J. Heydecker, fév.-mars 1941.
78h Scène de famine, ghetto de Varsovie, photo, 1942. MCINC.
78b Enfant mourant dans la rue, ghetto de Varsovie, photo, 1941.
79h F. Nussbaum, *Les Damnés*, 1943-1944, Kulturgeschtisches Museum, Osnabrück.
79b Pancarte annonçant une épidémie de typhus, ghetto de Varsovie, 24 juillet 1941.
80h Vue du camp de Gurs, France.
80-81 Nazis au moment de l'invasion de l'URSS, photo, 2 oct. 1941. Archives centrales d'Etat, Films, Photographie et Documentation (CSAF), Russie.
82h Massacre de Sniatyn par les *Einsatzgruppen*, 11 mai 1943, photo.
82b Exécution des habitants de Preili, Lettonie, photo, entre 1941-1944. Archives centrales d'Etat, Films, Photographie et Documentation (CSAF), Russie.
82-83 Avant une exécution de masse, 14 octobre 1942, Sdolbunov, Russie, photo. MCINC.
83 Massacre de Khmelnitski Proskurov, Ukraine, janvier 1943, photo. Musée de l'Armée polonaise.

CHAPITRE V

84 Juillet 1942, Rafle du Vél' d'Hiv', les cars de la «section spéciale» photo. Bibl. historique

de la ville de Paris.
85 Déportation de Juifs du ghetto de Lodz, 1941, photo, Institut d'histoire juive, Varsovie.
86 Photographie extraite de la scène finale du film *Jud Süss* de Veit Harlan, 1940.
87 Le drapeau couleur du sang, affiche nazie, novembre 1923. New York Public Library.
88 Jeune garçon juif allemand portant l'étoile jaune, Berlin 1942, photo. Bildarchiv Preussischer Kulturbesitz, Berlin.
88-89 Couple de Juifs allemands à Berlin, 8 oct. 1941, photo, *Washington Star*.
90g Joseph Bühler, photo.
90mg Heinrich Müller, photo.
90md Adolf Eichmann, photo.
90d Reinhard Heydrich, photo H. Hoffman, 1942. NA, Washington.
90-91 Extraits du procès-verbal de la conférence de Wannsee, 20 janv. 1942. Musée de la Conférence de Wannsee, Berlin.
91 Vue aérienne de la villa où se tint la conférence de Wannsee. Bildarchiv Preussischer Kulturbesitz, Berlin.
92-93h Extraits du procès-verbal de la conférence de de Wannsee. Musée de la Conférence de Wannsee, Berlin.
92-93b Départ de Juifs pour Terezin, photographie prise clandestinement par un officier de la police allemande, Wiesbaden, août 1942. Yad Vashem, Jérusalem.
94h Lettre d'Adolf Hitler autorisant l'Opération T4, datée du 1er septembre 1939. Archives de la ville de Nuremberg.
94-95 Le Centre d'euthanasie de Hadamar, photo, 1941, Hessisches Hauptstaatsarchiv.
95h Photographie et collage de la série *Blut und Boden* («Le Sang et le Corps»), affiche de propagande nazie.
96 Déportation de Juifs de Lublin, Lublin 1942, photo. Bund Archive, New York.
96-97 Déportation de Juifs de Lodz, photographie, 1944. Yad Vashem, Jérusalem.
97 Reddition de combattants juifs pendant l'insurrection du ghetto de Varsovie, avril-mai 1943. NA, Washington.
98 Déportation de Juifs de Roumanie, Iasi, Roumanie, 30 juin 1940, photo. Süddeutscher Verlag Bilderdienst, Munich.
99h «Transport» des Juifs de Didimoteichon à Alexandroupolis en vue de leur déportation à Treblinka, photographie, 1943. Musée Juif de Grèce.
98-99 Déportation de Juifs de Slovaquie, photo, vers 1942. Yad Vashem, Jérusalem.
100h Note de René Bousquet au préfet de police de Paris, en date du 15 juillet 1942.
100b Arrestation de Juifs d'Amsterdam, photo, vers 1942.
101h Déportation du camp de transit de Westerbork, Pays-Bas, 1942-1944, photo. Yad Vashem, Jérusalem.
101b Sauvetage des Juifs danois, octobre 1943, photo.
102-103 Déportation de Juifs hongrois vers Auschwitz-Birkenau, photo, 1944.

CHAPITRE VI

104 Vue aérienne d'Auschwitz-Birkenau, juin 1944, photographie prise par l'aviation américaine, cliché Brugioni. NA, Washington.
105 Carte de localisation des camps d'extermination dans l'ex- Pologne, 1941-1945.
106g Camp de Belzec, photo, 1941-1943. Musée d'Auschwitz.
106hd Camion spécial utilisé pour le gazage, Pologne, photo. Musée d'Okrecowe/MCINC.
107h Arrivée au camp de Chelmno, photo. Institut d'histoire juive, Varsovie.
107b Plan du camp d'extermination de Belzec, *idem*.
108 Gare de Treblinka, photographie trouvée dans l'album de Kurt Franz, l'un des commandants du camp, 1942/1943. Bildarchiv Preussischer Kulturbesitz, Berlin.
108-109 Vue aérienne de Sobibor et de ses environs, photographie non datée. NA,Washington.
109h Maquette du camp d'extermination de Treblinka.
109b Le général Odilo Globocnik en 1939, photo.
110b-111b Déportés construisant un nouveau crématoire, à Birkenau,1941-1942, photo. Yad Vashem, Jérusalem.
110h-111h Plan d'Auschwitz II-Birkenau.
112h Arrivée d'un convoi à Auschwitz-Birkenau, photographie tirée de *L'Album d'Auschwitz* de Lili Jacob.
112b Sélection sur le quai à Birkenau, *idem*.
113h Déportés jugés inaptes au travail, *idem*.
113b Numéro d'immatriculation tatoué sur le bras des déportés à Auschwitz.
114hg Terrasse d'une chambre à gaz, Auschwitz-Birkenau, photographie prise à la libération du camp.
114hd Boîte de Zyklon B trouvée à Maïdanek, 1945, *idem*.
114b Photographie de l'intérieur d'une chambre à gaz, à Maïdanek.
115h Crématoire III de Birkenau, photo, 1943. Archives du musée d'Auschwitz.
115b Salle des fours, crématorium II, photo. *Idem*.
114-115 Type de plan utilisé pour la construction des crématoires II et III. *Idem*.
116h Le travail du *Sonderkommando*

dans le crématoire II à Birkenau, dessin de David Olère. Kibboutz des Combattants des ghettos, Israël.
116b Membres du *Sonderkommando* brulant des corps à l'extérieur d'un crématorium de Birkenau, été 1944, photographie clandestine prise par des membres de la résistance polonaise et expédiée secrètement en Angleterre. Archives du musée d'Auschwitz.
116-117 Tri des chaussures au «Canada», photographie tirée de *L'Album d'Auschwitz* de Lili Jacob.
118h Départ au travail de détenus du camp d'Auschwitz III-Monowitz, photo, 1942-1943. Archives du musée d'Auschwitz.
118bg Enfants tsiganes victimes des expériences du Dr. Mengele, photo.
118bd Le Dr. Joseph Mengele, médecin au camp d'Auschwitz-Birkenau.
119 Femmes dans une baraque au moment de la libération du camp d'Auschwitz-Birkenau, photo, janvier 1945. Archives d'Etat de la Fédération russe.
120 Crématorium du camp de Maïdanek, photo, 1944.
120-121 Fumée du camp de Maïdanek, vue du village voisin, photo, octobre 1943. Musée national de Maïdanek.
121hg Edek Galinski, photographie prise à l'arrivée dans le camp.
121hm Mala Zimetbaum, photo.
121hd Alexandre Pietchorski, photo.
122 Déportés des camps de l'Est évacués vers l'Ouest : marches dites de la mort, photo.
123hg Ruines du crématorium II ou III après le départ des nazis., photo S. Mucha, 1945. Archives du musée d'Auschwitz.
123hd Le général Eisenhower avec les généraux Patton et Bradley à Buchenwald, avril 1945.
124h Charniers du camp de Bergen-Belsen, photo, 1945.
124m Bergen-Belsen à la libération, photo Guérard.
124b Gardiennes du camp de Bergen-Belsen obligées par l'armée britannique de transporter et enterrer les corps des victimes.
125h Auschwitz-Birkenau à la libération du camp : le Dr. Fradkine de l'Armée soviétique examine un survivant, photo.
125b Libération d'Auschwitz-Birkenau par l'armée soviétique, 27 janvier 1945, photo. Archives d'Etat de la Fédération russe.
126-127 Mémorial aux Juifs de Bohême et de Moravie assassinés dans les camps d'extermination, Synagogue Pinkas, Prague. Coll. part.
127 Procès de Nuremberg : le banc des accusés, photo, novembre 1945, NA, Washington.
128 Vue du camp d'Auschwitz-Birkenau, photo Raymond Depardon, février 1978.

TEMOIGNAGES ET DOCUMENTS

129 S. Tolkacher, *Sans paroles*, Auschwitz, 1945, dessin. Coll. E. Frommhold, Dresde.
130 Hitler, *Mein Kampf*, page titre, éd. originale.
131 Invasion de la Pologne en 1939 : soldats allemands à la frontière, photo.
133 Lublin, déportation de Juifs en 1941, photo.
135 Ballots de cheveux coupés aux détenues, prêts pour l'envoi en Allemagne, Auschwitz, janv. 1945, photo. NA, Washington.
136 Plan du crématoire de Birkenau II, plan Topf du 10 mars 1942.
139 *Idem.*
140 Mordecai Anielewicz, dirigeant de l'insurrection du ghetto de Varsovie, photo. Yad Vashem, Jérusalem.
144 Incendie du camp de Treblinka après la révolte, photo, 2 août 1943. Bildarchiv Preussischer Kulturbesitz, Berlin.
145 Le Dr Janusz Korczak, photo.
146 Vue du camp d'extermination de Birkenau, 31 mai 1944, photographie prise par l'aviation américaine. NA, Washington.
150 Procès de Nuremberg : le banc des accusés.
153 Procès Eichmann, avril 1961, Jérusalem.
154h Procès Auschwitz : témoins de l'accusation, nov.-déc. 1947, Cracovie, photo. Archives du musée d'Auschwitz.
154b Procès Auschwitz : les accusés, *idem.*
155 Klaus Barbie, v. 1985, photo.
156 Entrevue de Pétain et Hitler à Montoire, photo allemande parue dans *Le Petit Parisien*, le 2 nov. 1940. Coll. J. Vigne, Paris.
158 Dessin fait à Auschwitz in Ch. Heubner, A. Meyer, J. Pieplow, *Lebenszeichen. Gesehen in Auschwitz.*
159 «Convoi arrivant en pleine nuit à Auschwitz», gravure d'après un dessin de Z. Brajer.
160 L'un des bidons de lait qui conservaient les Archives Ringelblum retrouvés à Varsovie le 1er déc. 1950 au 68, rue Nowolipki. Institut d'histoire juive, Varsovie.
161 «Déportées revenant du travail», gravure d'après un dessin de Z. Brajer.
162-163 Francis Reisz, *Sélection de femmes prisonnières*, dessin aquarellé en noir et blanc, 1945. Archives du musée d'Auschwitz.
164 Primo Levi, photo R. Burri.
165 «Les marches de la mort», *in* A. Spiegelman, *Maus*... éd. française.
166h Willy Brandt sur l'emplacement de l'ancien ghetto de

INDEX

A

Allemagne *13*, 15, 18, 30, 42, 44, 47/49, 79, 86, 87, 97, 102.
Alsace-Lorraine 32.
American War Refugee Board 102.
Améry, Jean 158/165.
Anielewicz, Mordechai *97*, 140/145.
Armée Rouge*119*, 122, 123, *123*.
Arndt, Ernst Moritz 42.
Association militaire juive *97*.
Autriche 22, *33*, 58.

B

Babi Yar,*82*.
Bade *81*.
Baltes, pays 82, *82*.
Barbie, Klaus 150/155.
Baumann, Denise 156/157.
Baumer, Gertrud *31*.
Bédarida, François *52*, 130-135.
Bensoussan, Georges 146/149.
Berditchev 19.
Berlin 43, *47*, *50*, *51*, 59, *61*, 88, *89*, *90*, 94, 112.
Bessarabie 22, 27.
Bialer, Toshia *73*.
Biélorussie *18*, 22, 120.
Birobidjan *18*.
Blaskowitz, Johannes *64*.
Blum, Léon *16*, 17.
Bohême-Moravie, protectorat de 59, 92.
Bolcheviks 19, 23.
Boris, roi de Bulgarie 98.
Bormann, Martin *127*.
Borwicz, Michel 140/145.
Bouhler, *Reichsleiter 94*.
Bousquet, René *100*, 156/157.
Boycott de 1933 47, 54/55.
Bradley, général *123*.
Brajer, Zelman 158/165.
Brandt, docteur *94*.
Braun, Lili *31*.
Brecht, Bertolt 45.
Broszat, Martin 123.
Brüning, chancelier *49*.
Budapest 102.
Bühler, Josef *90*.
Bukovine 22.
Bulawko, Henry *122*, 140/145.
Bund 26, *27*, 146/149.
Burrin, Philippe 87, 130/135.

C

Camps d'extermination et camps mixtes 95, 96, 97, *97*, 106 :
- Auschwitz-Birkenau 1/9, *93*, 99, 100, 102, *102*, *105*, *109*, *110*, 111/119, 121, *121*., 122, 123, *123*, *124*, *125*, *127*, 158/165;
- Belzec 88, 107, *107*, *109*;
- Chelmno 88, 106, *106*, 119;
- Maïdanek (Lublin-Maïdanek)109, 120, *120*, 158/165;
- Sobibor 107, *109*, 120, *121*;
- Treblinka *93*, *97*, *98*, 105, 108, *108*, *109*, 120.

Camps d'internement :
- Drancy 156/157;
- Gurs *81*;
- Westerbork *103*.

Camps de concentration 52/53, 60, 110 :
- Bergen-Belsen 53, 122, 123, *124*, 125;
- Buchenwald *61*, 122;
- Dachau 52, 53, *53*, 110, 122;
- Dora-Nordhausen 53;
- Fossenburg 53;
- Gross-Rosen 53, 122;
- Mathausen-Gusen 53, 106, 110, 123;
- Natzweiler-Struthof 53, 106;
- Oranienburg 53;
- Poniatowa 120;
- Ravensbrück 53, 122;
- Sachsenhausen 53, 110;
- Stutthof 53, 106;
- Terezin 92, *92*, *93*, 101;
- Trawniki 120;
- Weimar-Buchenwald 53.

Centre d'émigration juive 59.
Chamberlain, Houston Steward 42.
Chambre à gaz 95, *95*, 107, *107*, 111, 112, *112*, 113/117, 122.
Chaumont, Jean-Michel 130/135.
Christian, roi de Danemark 101.
Christianisme/chrétiens 15, 36, 37, 38, *39*.
Cologne 88.
Cracovie 27.
Crime contre l'humanité 150/155.
Croatie 97, *106*.
Czerniakow, Adam *75*, 140/145.

D

Dannecker, Theodor 98, 156/157.
Dantzig *33*, 65.
Darwin, Charles 44.
Débarquement des Alliés en Normandie 102.
Delbo, Charlotte 158/165.
Denikine, général 19.
Dniepropetrovsk *21*.
Dobroszycki, Emmanuel *77*.
Dobroudja 22.
Dreyfus, Affaire *15*, 16, 42.
Drumont, Edouard 42, *43*.

E - F

Eberhardt, Jäckel 130/135.
Eichmann, Adolf 59, 66, 80, 87, 90, *90*, 100, 102, 150/155.
Eicke, inspecteur général 52.
Eiger, Isaïe 140/145.
Einsatzgruppen 82, *82*, 83, 86, 106, 119.
Einsenhower, Dwight, général *123*, 125.
Ernst Nolte 130/135.
Ertel, Rachel 158/165.
Estonie 22, 101.
Etats-Unis 23, 27, *47*, *58*, 90.
Europe centrale 13.
Europe du Nord 30.
Europe occidentale 23.
Evian, conférence d' *58*.
Fichte 42.
Fonctionalistes 130/135.
Fondane, Benjamin 158/165.
Fould, famille *14*.
France *17*, 18, 32, *33*, 42, *47*, *58*, 80, *81*, 100.
France 156/157.
Francfort 88.
Frank, Anne *101*, *124*.
Frank, Hans 69, *69*, *70*, 71, 80.

Frei, Norbert 130/135.
Freud, Sigmund et Anna *47*.
Front populaire *17*.

G

Galicie 22, 72.
Galinski, Edek *121*.
Gebirtig, M. 158/165.
Gestapo (*Geheime Staatspolizei*, Police secrète d'Etat) *51*, 52, 66, 72, *88*.
Ghettos 71/79, 97, 120 :
- Bialyztok 108.
- Cracovie 72.
- Czestochowa 72.
- Kielce 72.
- Lodz *66*, 71, 72, *77*, *85*, 88, *89*, *96*, 97.
- Lublin 72, 80, *96*, 108, 120.
- Lwow 72.
- Radom *69*, 70, 108.
- Riga 88, *88*.
- Rome 16, *17*.
- Varsovie *26*, *71*, *63*, 72, *72*, *73*, *75*, *78*, 97, *97*, 108, 120, 140/145.
- Varsovie, insurrection du ghetto de *97*.
- Vilna *77*.
Glick, Hirsch 140/145.
Globocnik, général *109*.
Gobineau, Joseph Arthur 42, *42*.
Goebbels, Josef 49, *50*, 54, 60, 61, *87*.
Goering, Hermann 48, *50*, 86, 102.
Gouvernement général de Pologne 65, 67, 69, *69*, *70*, 72, 78, 80, *91*, 92, 107, 120.
Grajek, S. 140/145.
Grande-Bretagne 80.
Grynzpan, Hershl 60.
Guterman, Simha 140/145.

H

Hadamar, centre d'euthanasie de *95*.
Hambourg 88.
Haute-Silésie 65, 110.
Heidelberg, E. *54*.
Heinkel, firme 120.
Herzog, Elisabeth *23*.
Heydrich, Reinhard 66, 67, 69, *69*, 86, 87, 90, *90*, 92.
Hilberg, Raul *67*, 73, 127.
Himmler, Heinrich 50, *50*, 51, 52, *53*, 66, 67, *69*, 85, 86, 87, *87*, 90, 96, 102, 111, 112, 117, *123*, *127*.
Hindenburg, Paul, maréchal von 48, *49*.
Historiens, querelle des 130/135.
Hitler, Adolf 29/35, *38*, 39, 48, 49, 55, 63, 81, 86, *94*, 95, 98, 102, 126, *127*.
Hoffmann, Heinrich *29*.
Hongrie 22.
Horthy, Miklos, amiral 102, *103*.
Höss, Rudolf 110, 111, 112, 113, 117.

I - J

I. G.-Farben, 111.
Iasi *98*.
Industrie allemande 118, *118*.
Intentionalistes 130/135.
Iran *42*.
Italie 18.
Jacob, Lili. 9
Jacob-Veil, Simone *124*.
Jahn 42.
Jeunesses hitlériennes (*Hitlerjugend*) 49.
Judenrat 75, 140/145.
«Judéo-bolchévisme» *80*, 81.
Jüdischer Ordnungsdienst («police juive») *75*.
Juif éternel, Le (*Der Ewige Jude*), *34*.
Juif Süss, Le (Veit Harlan) *35*, *87*.
Juifs d'Allemagne 14, 43, *45*, 52, 53, 54/57, 58, *58*, 60; 61, *61*, 66, 69, 88, *88*, *89*, 92, *92*, 107.
Juifs d'Autriche 14, 59, *59*, 69, 88, *89*.
Juifs d'Europe 11, *11*, *13*, 83, *85*, 86, 97.
Juifs d'Europe centrale 12, 13, 22.
Juifs d'Europe occidentale 12, 14, 100.
Juifs d'Italie 102, *102*.
Juifs de Belgique 100, 108.
Juifs de Bessarabie 98, *98*.
Juifs de Bohême-Moravie 69, *89*, 107, *127*.
Juifs de Bukovine 98, *98*.
Juifs de Bulgarie 98.
Juifs de Croatie 98.
Juifs de Finlande 100, 101.
Juifs de France 14, *15*, 100, 101, 108, 156/157.
Juifs de Grande-Bretagne 14.
Juifs de Grèce 98, *98*, 99, 101.
Juifs de Hongrie 1/9, 102, 103, *103*.
Juifs de Norvège 100.
Juifs de Pologne 16, 23, *23*, 63/79, 88, 97, 98.
Juifs de Rhodes 100.
Juifs de Roumanie 16, 23, 98.
Juifs de Russie 12, 13, 16, 18, 19, 20, *20*, 21, *21*, 82, *82*, 83.
Juifs de Salonique *12*, *98*, 99.
Juifs de Serbie 98.
Juifs de Slovaquie 88, 98, *99*.
Juifs des Pays-Bas 100, *101*, 108.
Juifs du Danemark 100, 101, *101*.

K

Kafka, Franz *13*.
Kallay, Miklos 102.
Kaspi, André 146/149.
Katzenelson, Itzhok 158/165.
Kharkov *20*, *21*.
Kiev 19, *21*, *82*.
Klarsfeld, Serge et Beate 150/155, 156/157.
Klein, Fritz *124*.
Korczak, Janusz 140/145.
Korherr, Richard 126.
Kovno 27.
Kripo (police criminelle) 72, 78.
Krupp, entreprise 111.

L

Laqueur, 146/149.
Laval 156/157.
Lazovert, Henryka *79*.
Lénine 19.
Leningrad 19, *21*.
Lettonie 22.
Lettres de Paris (L. Börne) *40*.
Levi, Primo 2e de couv, *91*, 158/165.
Lewin, Abraham 78.
Lifton, Betty J. 140/145.
Ligue antisémite *43*.
Ligue nationale-socialiste de l'enseignement 49.
Lituanie 22, 64.
Livre retrouvé, Le (Simha Guterman) 71.
Lodz 27.
Londres 16.
Lublin, «réserve »de *68*, 69, 71.
Luxembourg, Rosa *31*.
Luzzatti, Luigi 18.

M

Macédoine 98.
Malades mentaux 94, 95, *95*.
Mann, Klaus *47*.
Marr, Wilhelm 42, *43*.
Marrus, Michaël *75*, 123, 130/135.
Marx, Karl 41.
Mayence *37*.
Mein Kampf (Adolf Hitler) *29*, 30, *30*, *32*, 35.
Mengele, docteur Joseph *118*, 119, *127*.
Metz *37*.
Minsk 83, 85.
Moscou 19, *21*, 90.

Müller, Heinrich *90*.
Munich 52.
Mussolini 101, 102.

N - O

Napoléon Ier *14*.
Négationistes 130/135.
Norbert Frei 130/135.
Nuit de cristal (*Kristallnacht*) 60, 61, *61*.
Nuit des Longs Couteaux 50, *51*.
Nuremberg 150/155.
Nuremberg, congrès nazis de *48*.
Nuremberg, lois de 56.
Nuremberg, procès de 126, *127*.
Opération Barbarossa 80.
Opération Reinhard 97.
Opération T4 93, 94, 95.
Organisation juive de combat *97*.

P

Pacte germano-soviétique 64, 80.
Palatinat *81*.
Palestine *26*, 27, *58*.
Papen, von *49*.
Paris 16, 27, *47*, *58*, *85*.
Parti communiste allemand 48, *48*, *49*, 50.
Parti communiste soviétique 26, 82.
Parti communiste, section juive du (*Yevsektsia*) 20, *20*.
Parti démocrate 50.
Parti des ouvriers chrétiens-sociaux 43.
Parti national-allemand 50.
Parti national-socialiste 50, *50*.
Parti national-socialiste des travailleurs allemands (NSDAP) *33*.
Parti nazi, congrès de 1933 du 52.
Parti ouvrier allemand *33*.
Parti social-démocrate allemand 48, *48*, 50.
Patton, général *123*.
Pereire, famille *14*.
Péril juif, Le voir *Le Juif éternel*.
Pétain 156/157
Pétition des antisémites 44.
Petlioura, Simon 19, *19*.
Pietchorski, Alexandre *121*.
Pinkas, synagogue (Prague) *127*.
Plan Madagascar 80, *80*.
Pogromes 19, *23*, 120.
Poliakov, Léon *68*, 118, 140/145, 150/155.
Pologne *13*, 22, *22*, 23, *26*, *33*, 97, *105*, 108.
Pologne, occupation de la 61, 63, 64, *64*, 65, 66.
Poznan 65.
Poznanski, Renée 146/149.
Prague 88, *127*.
Première Guerre mondiale 12, *15*, 22, *31*, 92, *92*.
Pressac, J.-C. *115*.
Procès nationaux 150/155; Procès après 1960 150/155; Procès Eichmann 150/155.
Protocoles des Sages de Sion, Le 38.
Proudhon 41.
Prusse occidentale 65.

Q - R

Quisling, Vidkund 100.
Rademacher, Franz *81*.
Rapport Stroop 140/145.
Rathenau, Walter 18.
Rayski, Adam 146/149.
Reich, troisième *47*, 48, 50, 55, 58, 59, *59*, 60, 65, 66.
Reich-Protektorat, territoire du *89*, 92.
Reichstag, incendie du 48.
Reisz, Francis 158/165.
Résistance 121, 140/145.
Révolution française 14, *14*, 39.
Révolution russe (1917) 18.
Riegner, 146/149.
Ringenblum, Emmanuel *63*, *77*.
Robinson, Jacob 127.
Röhm, Ernst 50, *50*, 51.
Roosevelt, Francklin D. 146/149.
Rothschild, famille *14*, *40*.
Roumanie 22, 23.
Rousso, Henri 130/135.
RSHA (Bureau central pour la sécurité du Reich) 66, 82.

S

S. A. (*Sturmabteilung* : «sections d'assaut») 48, 50, *50*, *51*, *56*, *88*.
S. S (*Schutzstaffel* : «section de protection») *50*, 51, *51*, *56*, *57*, *73*, 80, 85, 87, *87*, *88*, 94, *99*, *112*, 113, 116, 120, *121*, 123, *123*.
Saint-Louis 58.
Schwenninger *95*.
Schwiefert, Peter 47.
SD (*Sicherheitsdienst* : «service de sécurité») *51*.
Séfarades *12*.
Serbie *106*.
Shoah (Claude Lanzmann) 105.
Shtetl 13, 19.
Sion, mythe des Sages de *38*.
Sobibor, révolte de *121*.
Solution finale (*Endlösung*) 86, 96.
Sonderkommando («commando spécial») 116, *116*, 121, 140/145.
Sorlin, Pierre *61*.
Spiegelman, Art 158/165.
Spinelli, Santino 158/165.
Stöcker, Alfred 43, *43*.
Stroop, général S.S. *97*, 140/145.
Stürmer (journal nazi) *39*.
Stuttgart *88*.
Sudètes, 59.
Suède 101, 102.
Suisse 102, 146/149.
Synagogues, destruction dé 60, *61*, 68.
Szulstejn, Moshé *117*.

T - U - V

Teitelbaum, Dora *25*.
Témoins de Jéhovah *52*.
Thrace 98.
Topf, firme *115*.
Transnitrie 98.
Transylvanie 22.
Truche, Pierre 150/155.
Trunk, Isaiah 140/145.
Tsiganes 69,119, 158/165.
Ukraine *18*, 19, *19*, 82, *82*, 120.
Union soviétique *20*, 64, 65, 81, 86, 87, 106, *106*. 107.
Vallat, Xavier *16*.
Van der Lubbe 48.
Vél' d'Hiv, rafle du *85*, *100*.
Versailles, traité de 32.
Vichy, gouvernement de *81*, *100*, 156/157.
Vidal-Naquet, Pierre 136/139.
Vienne *33*, *44*, 59, *59*, 88.
Vilna 22, 64.
Völkischer Beobachter (journal Parti nazi) *58*.
Volkspartei 26.
Vom Rath, Ernst 60.

W - Y - Z

Waffen S. S. (branche armée de la S. S.) *51*, 64, 82.
Wallenberg, Raoul 102.
Walter Grab, 130/135.
Wannsee, conférence de 90, *90*, *91*.
Warthegau 65, 67, 69, *70*, 71, 106, *106*.
Wehrmacht 102.
Weimar, Constitution

de *31*.
Wellers, G*115*.
Wiesel, Elie 158/165.
Wieviorka, Annette 150/155.
Wilno, chant des partisans de 140/145.
Wirth, capitaine *109*.
WVHA (Office central pour l'économie et l'administration) *51*, 109.
Wyman, David. 146/149.
Yiddish 16, 20, *20*, 21, *21*, 23, *25*.
Zborowski, Mark *23*.
Zeitlin, Aaron 158/165.
Zetkin, Clara *31*.
Zimetbaum, Mala *121*.

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

Archiv für Kunst und Geshichte, Berlin 13h, 28, 30b, 31, 33, 40, 47, 52, 82h. Archive Photos/Hackett Coll., New York 102-103. Archive Photos, Paris 124b. Bildarchiv Preussischer Kulturbesitz, Berlin 9, 30, 32b, 38b, 41b , 41h, 43b, 45h, 46, 49h, 50h-51h, 57b, 57h, 60-61, 61, 65b, 65hd, 65hg, 66-67, 69h, 70-71, 70h, 74h, 75b, 75h, 77h, 86, 95h, 96-97, 133. Bundesarchiv, Koblenz 51b, 63, 76, 78b. Centre de documentation juive contemporaine, Paris dos, 1 à 7, 80h, 90g, 100b, 109b, 112b, 112h, 113h, 116-117, 121hd. J.-L. Charmet, Paris 16, 39, 59. Coll. part., Paris 126-127. Dagli Orti, Paris 36-37, 36h, 38h. DR 18h, 29, 35b, 42h, 43h, 57m, 66b, 77b, 79b, 94-95, 100h, 101b, 110h-111h, 113b, 114 -115, 115b, 116b, 116h, 121hg, 121hm, 123hg, 129, 136, 139, 145, 155, 158, 159, 161, 162-163, 167h, 167b. Edimedia, Paris 14h, 32md, 35h, 44, 45b, 87. Edimedia/AKG, Berlin 79h. Fédération nationale des déportés et internés résistants, Paris 53, 109h, 114hg, 118bd, 118bg, 118h, 122, 124m. Flammarion/Art Spiegelman, Paris 165. Gallimard Jeunesse 12-13, 64, 105. Giraudon, Vanves 25h. Institut d'histoire juive, Varsovie 10, 25b. Jewish Museum/Art Resource, New York 22-23. Keystone 17, 51hd, 51hg, 54, 55h, 56, 58, 84, 90mg, 131, 150, 153. L'Illustration/Sygma 48b-49b, 54-55. R. Burri/Magnum 164. R. Depardon/Magnum 1er plat, 128. Mémoire juive de Paris 16-17. Musée basque de Bayonne 11. Musée d'Art et d'histoire du judaïsme, Paris 12h. Musée d'Art et d'histoire du judaïsme, Paris/photo D. Laclef 13b. Musée de la Conférence de Wannsee, Berlin 90-91, 92-93. Musée Klingspor, Offenbach 15h. Musée national, Cracovie 24. National Archives, Washington 104. Roger-Viollet, Paris 2e plat, 14-15, 14b, 18b, 19b, 19h, 21bd. Coll. G. Silvain 12b. SDAP, Paris 34-35, 44-45. Sipa Press, Paris 166h, 166b. Sygma, Paris 123hd, 124h,125h, 130. Sygma/Keystone, Paris 48-49h. Léonard de Selva/Tapabor, Paris 42b. United State Holocaust Memorial Museum 20-21, 21bg, 58h-59h, 60, 62, 66h, 68, 69b, 69g, 71b, 72, 72-73, 73b, 74b, 78h, 80-81, 82-83, 82b, 83, 85, 88, 88-89, 90d, 90md, 91, 92-93b, 94h, 96, 97, 98, 98-99, 99h, 101h, 106g, 106hd, 107b, 107h, 108, 108-109, 110b-111b, 114b, 114hd, 115h, 119, 120, 120-121, 125b, 127, 135, 140, 144, 146, 154h, 154b, 160. J. Vigne, Paris 156. Yivo Institute, New York 22b, 22h, 26, 27b, 27h.

REMERCIEMENTS

L'auteur remercie Pierre Birnbaum, Paule du Bouchet, Henry Bulawko, Catherine Nicault, Henry Rousso, et, bien sûr et d'abord, Maïa et Eli Grynberg. Elle exprime sa reconnaissance envers l'équipe de Découvertes Gallimard. L'auteur et l'éditeur remercient Genya Markon (Archives photographiques de l'United State Holocaust Memorial Museum, Whashington), Jean Astruc (Bibliothèque de l'Institut d'histoire du temps présent), Liza Daum (Bibliothèque historique de la ville de Paris), Michèle et Victor Feldman, Zelman Brajer, Jean-Claude Kuperminc (bibliothèque de l'Alliance israélite universelle), Sarah Halperyn et Sarah Mimoun (Centre de documentation juive contemporaine), la Mémoire juive de Paris, les Editions du Seuil et Serge Klarsfeld, les Editions Liana Levi, les Editions du CNRS, la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes, Jean-Claude Pressac.

EDITION, FABRICATION

Découvertes Gallimard Direction : Pierre Marchand et Elisabeth de Farcy. Graphisme : Alain Gouessant. Fabrication : Violaine Grare. Promotion : Valérie Tolstoï. **La Shoah** Edition : Michèle Decré. Iconographe : Caterina d'Agostino et Savina de Lencquesaing. Maquette : Laure Massin et Dominique Guillaumin (Témoignages et Documents). Lecture-correction : Catherine Lévine. Photogravure : Arc-en-Ciel. Montage P.A.O. : Palimpseste et Dominique Guillaumin (Témoignages et Documents).

Table des matières

I LES JUIFS D'EUROPE DANS L'ENTRE-DEUX GUERRES

12 Tradition et modernité
14 A l'ouest, des citoyens patriotes
16 La crise et ses dangers
18 En Union soviétique, l'égalité des droits
20 Une culture juive laïque
22 Le poids de l'antisémitisme polonais
24 Colporteurs, tailleurs et musiciens
26 L'irruption des idéologies dans le monde yiddish

II L'HITLÉRISME

30 Le «modèle aryen»
32 «Un peuple, un empire, un chef»
34 L'antimodèle : le Juif
36 Croisades et violences antijuives
36 Les grands mythes de l'antijudaïsme chrétien
40 Révolutionnaires ou banquiers cupides ?
42 Pangermanisme et antisémitisme
44 L'«hygiène raciale»

III 1933-1939 : DE L'EXCLUSION À L'EXPULSION

48 L'Allemagne mise au pas
50 La répression aux mains des doctrinaires
52 Construction des camps de concentration
54 Boycott, ségrégation, lois antijuives
56 Préserver la pureté raciale
58 Où trouver refuge ?
60 Le début de la terreur

IV 1939-1942 : ÉVACUATIONS ET GHETTOÏSATION

64 En Pologne, des Slaves et des Juifs
66 Violences et expulsions
68 Le processus de concentration des Juifs de Pologne
70 Vers la «réserve de Lublin»
74 *Survivre : le rôle du Judenrat*
76 *Tenter de vivre*
80 Du plan Mada Barbarossa
82 Les «groupes n en URSS

V LA «SOLUTIO

86 Vers l'extermir
88 Transferts des . «vers l'Est»
90 La conférence
92 «Passer l'Euro
94 L'élimination d
96 La préservatio
98 Des milliers de
100 Manifestations de refuge ?
102 Les Juifs de H Auschwitz-Bir

VI LES CAMPS D

106 La mise à mor
108 Chelmno, Belz
110 La double fina Birkenau
113 Les sélections
114 L'organisation du massacre
116 «Désirs désag le bleu des gaz
120 Révoltes et ré
122 Ne pas laisser
124 Le bilan du gé

TÉMOIGNAGES E

130 Débat d'histor
136 Les négationis
140 Légalisme et I
146 L'abandon des
150 Les procès d'a
156 Le sort des Ju
158 «Sentinelles d
166 Annexes

BIBLIOTHEQUE MUNIC. D'ALMA
3 2154 00081 283 1

DATE D'ÉCHÉANCE
S.V.P. ne pas détacher

bliée • 2/ Les baleines • 3/ La saga de l'espace • 4/ Picasso • 5/ Le Mont-Blanc
Marche • 7/ Goya • 8/ La Vendée déchirée • 9/ Verdi • 10/ Galilée •
négriers • 12/ Alexandre Dumas • 13/ Les Vikings • 14/ Les Peaux-Rouges
pôles • 16/ Pompéi • 17/ Van Gogh • 18/ Malraux • 19/ Les fossiles • 20/
Sur des mers inconnues • 22/ Mahomet • 23/ Montaigne • 24/ L'écriture
est • 26/ Le • 29/ Brésil,
• 30/ Les ga es • 34/ La
35/ Le cinér • 39/
'Amazone •
• 44/ Rodin s de
La révolutio
t la terre • 5
• 56/ La Rome antique •57/ Les sorcières • 58/ Le siècle de Louis XIV
phe des arcs • 60/ Mémoires du Louvre • 61/ Versailles • 62/ La tour Eiffel
-Romains • 64/ Angkor • 65/ Voltaire • 66/ Rousseau • 67/ Le langage des signes •
69/ Les dinosaures • 70/ Chopin • 71/ Bagnes et forçats • 72/
Velázquez • 74/ D s • 76/
la
e chef
es quakers •
ien • 96/
00/
nce • 105/
s missions
L'épopée
120/
25/ Les
ades •
4/ Le
crime à
u Sud
de
2/
86/
8/
Manet • 204/ New York • 205/ Saint-Pétersbourg • 206/ Femmes et
Les jardins • 208/ Le tunnel sous la Manche • 209/ Jean Renoir • 210/ Les acteurs
1959 • 211/ La franc-maçonnerie • 212/ Les émigrants • 213/ L'affaire Dreyfus • 214/
de Paris • 215/ L'homme avant l'homme • 216/ Tombouctou • 217/ Périclès • 218/
219/ L'Assemblée nationale • 220/ Jaurès • 221/ L'École normale supérieure • 222/
ire des Arts et Métiers • 223/ Au temps de l'impressionnisme • 224/ La Gaumont •
• 226 / Le défi humanitaire • 227/ La météo • 228/ A table • 229/ La peste • 230/
Derain • 232/ Le cheval • 233/ Poussin • 234/ La radio • 235/ Louis Pasteur

A l'aube de la Deuxième Guerre mondiale, les 9 millions de Juifs européens présentent une image diversifiée : tradition et modernité, repli sur soi et acculturation, observance religieuse et laïcité. Pendant la Shoah – la «Catastrophe» en hébreu –, plus de 5 millions d'entre eux sont assassinés, au nom de l'idéologie raciste d'Hitler. Marginalisation, exclusion, expulsion, transferts forcés, enfermement dans les ghettos... autant d'étapes avant la «solution finale», la «liquidation de la race juive», mise au point froidement, technologiquement par les nazis. Par convois entiers, hommes, femmes, enfants sont déportés «vers l'Est», dans les camps d'extermination : Auschwitz-Birkenau, Maïdanek, Chelmno, Belzec, Sobibor, Treblinka. En historien, à l'écoute des témoins, Anne Grynberg analyse la Shoah. Afin que nul n'oublie.

A 53302
ISBN : 2-07-053302-6
9 782070 533022
catégorie 6

08-AXU-040